

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DE LA SANTÉ
DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 31 mai 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Louis DELPÉRIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. JAY.

*Suffragants : { MM. PERREAU, } professeurs.
CAPITANT, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DE LA SANTÉ
DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 31 mai 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Louis DELPÉRIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. JAY.

*Suffragants : { MM. PERREAU, } professeurs.
CAPITANT, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- P. Pic.** — Traité de législation industrielle. Rousseau, 1903.
- R. Jay.** — La protection légale des travailleurs (Larose, 1910).
- Besse.** — L'employé de commerce et d'industrie (1900).
— L'enseignement agricole des adultes (1906).
- D^r Berthod.** — Raccourcis de médecine sociale et professionnelle (1903).
- Bezançon.** — La protection légale des employés de commerce (thèse Paris, 1903, Rousseau).
- Sourbès.** — L'hygiène des travailleurs adultes (thèse Paris, 1905, Larose).
- Plantet et Delpy.** — Colonies de vacances et œuvres du grand air (Hachette, 1910).
- Artaud.** — La question de l'employé en France (Roustan, 1909).
- E. Cheysson.** — Rapport sur les institutions patronales (Exposition 1867).
- Journal d'une demoiselle de magasin* (tract n° 211. *Action populaire*).
- L. Rivière.** — La protection de la jeune ouvrière (tract n° 84. *Action populaire*).
- G. Mény.** — Nos petits marmitons (tract n° 74. *Action populaire*).
— Le jeune boucher à Paris (tract n° 163. *Action populaire*).
- P. Gemahling.** — L'ouvrière et la maternité (tract n° 98. *Action populaire*).
- D'Avenel.** — Mécanisme de la vie moderne (A. Colin).
- L. de Contenson.** — Les syndicats professionnels féminins (Bloud, 1910).
- Das Recht des Handlungsgehilfen.** — Syndicat de Hambourg).
- Pétition adressée au Reichstag.** — Syndicat de Hambourg, octobre 1908).
- Frauenarbeit im Handel.** — Syndicat de Hambourg.
- De la Ruelle.** — L'extension de la loi du 29 décembre 1900 aux femmes employées dans l'industrie (Rapport à l'Association pour la protection légale des travailleurs, 1906).

D^r Fauquet. — La protection légale des femmes avant et après l'accouchement (Rapport à l'Association pour la protection légale des travailleurs, 1903).

Mény, Gemæhling, Piot, etc. — La protection légale des enfants occupés hors de l'industrie (1906).

Dalle. — Rapport au Conseil supérieur du travail (1901).

D^r O. Followell et Goudal. — Rapport au Congrès international de sauvetage (3^e section. Exposition 1900).

Grands magasins du Louvre. — Institutions en faveur des employés.

D^r Laveran. — Rapport au Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine (1909).

Congrès.

9^e Congrès de la Fédération des employés (Bordeaux, 1902).

14^e — — — — (Lyon, 1907).

13^e — — — — (Rouen, 1908).

2^e et 3^e Congrès national des préparateurs en pharmacie (Paris, 1904, Lyon, 1907).

1^{er} Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers (Paris, 1904).

2^e Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers (Paris, 1905).

3^e Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers (Paris, 1907).

4^e Congrès de l'Hygiène des travailleurs et des ateliers (Paris, 1909).

2^e Congrès international des employés (Bruxelles, 1903).

1^{re} Conférence internationale des ligues sociales d'acheteurs (Genève, 1908).

10^e Congrès-Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique (Charleroi, 1903).

Journaux. — Revues. — Documents divers.

Documents parlementaires. — Rapport Justin Godart.

Bulletin de l'Office du travail.

— — *international du travail.*

— *l'inspection du travail.*

Rapports sur l'application des lois réglementant le travail (1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908).

Rapport Weber (Conseil municipal étalages).

Annuaire de législation étrangère.

- La Réforme sociale.*
L'Economiste français.
Le Sillon.
L'Employé.
La Tribune des employés.
L'Epicier libre.
L'Ouvrier limonadier restaurateur.
La Libre Parole.
L'Univers.
Le Gaulois.
La Petite Gironde.
La Vie illustrée.
L'Express du Nord et du Pas de-Calais.
Bulletin de la Semaine.
Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs.
Documents du progrès.
Chronique sociale de France.
Ostdeutscher Weckruf.
Verbandsblätter.
Enquête préparatoire au Congrès d'Albi (Jeunesse catholique).
— *du syndicat des employés.*
— *des syndicats féminins, etc.*
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554626_0054

L A

PROTECTION DE LA SANTÉ

DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

INTRODUCTION

« Il faut faire passer la vie avant les
commodités de la vie » (M. Lecoq).

Nombreux sont ceux que les agitations récentes des travailleurs du commerce ont surpris, parce que nombreux sont ceux qui ignorent totalement les conditions de travail de ces modestes collaborateurs de la production.

Nous allons dans les banques, dans les grands établissements de crédit, donner nos ordres de Bourse, toucher nos coupons, rendre visite à nos coffres-forts ; pensons-nous à ceux qui, tout le jour, assis derrière les guichets, travaillent souvent dans des sous-sols non aérés, à la lumière du gaz ou de l'électricité ? Pour les Parisiennes, c'est une distraction de faire entre deux visites quelques emplettes dans un grand magasin : en faisant bien souvent inutilement montrer quantité de marchandises, en s'indignant de l'insuffisante complaisance de l'employé, songent-elles au terrible surmenage

dont sont victimes ces jeunes gens ou ces jeunes filles travaillant dans une atmosphère lourde, poussiéreuse, à l'âge où les guette cette terrible mangeuse d'hommes appelée la tuberculose ?

En plein hiver, alors que souffle une bise glaciale, que, les mains dans les poches, le col du paletot relevé, nous marchons d'un pas rapide, jetons-nous un regard aux étalages de ces épiceries, où des hommes transis doivent, parfois longtemps, monter une si pénible garde ?

Enfin, l'aspect luxueux de ces magasins aux murs ornés de glaces où se jouent les lueurs de superbes lustres, permet-il de supposer l'existence des bouges où sont obligés de coucher les garçons épiciers, les vendeuses de boulangeries, pâtisseries ou de confiseries ?

Comme nous le montrerons, les travailleurs du commerce ont, jusqu'ici, retenu par instants l'attention du législateur ; mais on peut dire qu'ils n'ont pas encore profondément remué l'opinion publique ; « le public a été trop habitué à séparer les employés des ouvriers proprement dits ; on a plaint et non sans raison, le mineur enfoui dans les ténèbres, le verrier qui s'épuise, le fileur ou le tisseur qui respire une atmosphère torride et malsaine ; on a oublié le commis des grands ou des petits magasins qui avait qualité pour revendiquer la même compassion et la même sauvegarde (1) ».

(1) *Express du Nord et du Pas-de-Calais*, 20 mars 1904.

« La partie de la population laborieuse qui, dans les pays interventionnistes, s'est tout d'abord attiré les bienfaits du législateur, a été le personnel ouvrier : il se recommandait à l'attention par le caractère pénible de son travail et la modicité de son salaire nominal. Mais un examen réfléchi a bientôt démontré que la situation des employés était aussi intéressante, sinon plus, que celle des ouvriers. En effet, le travail de l'employé est souvent aussi dur et parfois moins hygiénique que celui de l'ouvrier ; d'une part le commis de magasin obligé à de longues stations, l'employé de bureau privé d'exercice et d'air, sont plus exposés le premier à l'usure rapide de l'organisme, le second à la tuberculose que le manœuvre appelé à de fréquents changements de position ou le cantonnier pour qui le bienfaisant séjour au grand air compense largement la rigueur des intempéries ; d'autre part, si le traitement nominal de l'employé est supérieur au salaire nominal de l'ouvrier, l'employé est astreint à des dépenses dont l'ouvrier est affranchi, dépenses de logement et surtout de vêtement (1). »

Comment expliquer cette sorte d'oubli qui a enveloppé jusqu'ici les employés de commerce ?

« Nous autres employés, s'écriait M. Marcouire au banquet du troisième Congrès de la Fédération nationale des employés, nous voyons voter les lois ouvrières

(1) *Economiste français*, 17 octobre 1908, article de M. Maur. Belom.

accordant aux travailleurs manuels des améliorations incontestables, et parce que, sans doute, nous travaillons sans bruit et sans désordre, nous semblons avoir été quelque peu oubliés par le législateur. »

Frappé par les conditions particulièrement insalubres dans lesquelles vivent les employés et ouvriers du commerce, surpris de l'étonnement général qu'ont provoqué leurs récentes manifestations, nous avons voulu dans cet ouvrage lutter contre cet oubli en dénonçant tant les abus dont sont victimes les employés de commerce que l'insuffisance de leur protection légale.

Après avoir étudié comment la santé des employés et ouvriers du commerce est protégée par la loi, nous indiquerons quels dangers la menacent en insistant sur les abus dont sont encore actuellement victimes les différentes catégories de travailleurs du commerce : nous chercherons enfin quels remèdes on peut apporter à leur triste condition (1).

(1) Nous étudierons les conditions de travail des employés de commerce uniquement en tant qu'elles intéressent leur santé, nous ne présenterons donc pas ici une étude complète de la question de l'employé.

LIVRE PREMIER

LA PROTECTION LÉGALE ACTUELLE DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

CHAPITRE PREMIER

PROTECTION DES FEMMES ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LE COMMERCE.

Les plus farouches adversaires de l'intervention légale ont, peut-on dire, admis sans difficulté la protection légale de l'enfant. Aussi depuis longtemps, les enfants employés dans l'industrie, ont-ils, dans les différents pays, arraché aux législateurs des dispositions légales protectrices. En France, la loi du 2 novembre 1892 a donné aux inspecteurs du travail une arme pour lutter contre les abus dont peuvent être victimes les femmes et enfants employés dans l'industrie. Jusqu'ici, hélas ! cette protection n'a été, comme nous allons l'indiquer, que très partiellement étendue aux femmes et enfants employés dans le commerce.

**§ 1. — Loi des 22 février-4 mars 1851, sur le
contrat d'apprentissage.**

La loi des 22 février-4 mars 1851, concerne tant les enfants employés dans l'industrie que certains enfants employés dans le commerce.

L'article 1^{er} de cette loi définit le contrat d'apprentissage, « celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant un temps convenu. »

La question de savoir si l'énumération contenue dans cet article est ou non limitative est fort discutée. En fait, on distingue les maisons de commerce et les établissements d'alimentation. La loi de 1851 n'est applicable qu'à ces derniers. M. Millerand le précisait dans une circulaire adressée au préfets le 20 novembre 1900 : « Je crois, écrivait-il, devoir rappeler que si les jeunes travailleurs employés comme apprentis dans les industries sus-désignées, ne sont pas protégés par la loi du 2 novembre 1892, ils peuvent réclamer le bénéfice de la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage qui interdit notamment le travail de nuit aux apprentis de moins de 16 ans, qui limite la durée de la journée de travail à 10 heures jusqu'à l'âge de 14 ans, et qui défend aux patrons de les employer les dimanches et jours de fêtes

à aucun travail de leur profession ni en tout temps à aucune besogne insalubre excédant leurs forces. A défaut des inspecteurs du travail qui n'ont pas mission de faire respecter la loi de 1851, c'est aux officiers de police judiciaire dépendant de l'autorité administrative qu'il appartient de veiller à l'observation de cette loi, de verbaliser toutes les fois qu'ils en constatent la violation.

« Il importe que ces dispositions, édictées par le législateur il y a près de cinquante ans, dans l'intérêt des jeunes travailleurs, reçoivent leur stricte application, en attendant qu'elles soient complètement mises en harmonie avec les progrès de la législation ouvrière. »

Dans cette circulaire, M. Millerand rappelait les principales prescriptions de la loi de 1851. Celle-ci interdit d'employer l'apprenti à des travaux insalubres ou au-dessus de ses forces (art.8) ; aussi, bien que la loi ne fixe aucune limite quant à l'âge d'admission, « le juge a toujours le droit d'apprécier pour la résolution du contrat, si, en raison de son âge et de ses forces, l'apprenti peut être employé aux travaux de la profession qui lui est enseignée. » (1) : de plus, l'obligation scolaire, malgré les dépenses exceptionnelles que peut accorder la commission scolaire, met un obstacle à bien des abus.

(1) Bezançon, *La protection légale des employés de commerce*, p. 37.

La loi de 1851 fixe à 10 heures par jour la durée du travail effectif des apprentis âgés de moins de 14 ans, et à 12 heures celle des apprentis âgés de 14 à 16 ans (art. 9, § 1) ; il importe de remarquer que la loi du 9 septembre 1848, limitant à 12 heures la journée de travail des hommes adultes, ne s'applique qu'aux usines et manufactures : la journée de travail des employés de l'alimentation âgés de plus de 16 ans n'a donc aucune limitation.

En ce qui concerne le travail de nuit, la loi de 1851 déclare seulement qu'aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis de moins de 16 ans (art. 9 § 2) ; elle ne l'interdit donc pas d'une façon aussi formelle que la loi du 2 novembre 1892 concernant l'industrie, loi dont l'article 4 prescrit que « les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit... » (1)

Enfin, les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales, les apprentis, dans aucun cas, ne peuvent être tenus, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession. Dans le cas où l'apprenti serait obligé, par suite des conventions ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, le travail ne pourra se prolonger au delà de 10 heures du matin (art. 9 § 5 et 6).

Telles sont les dispositions par lesquelles la loi de

(1) Sauf la dérogation déterminée par l'article 6 (usines à feu continu),

1851 peut assurer une certaine protection de la santé d'une catégorie d'enfants employés dans le commerce, les employés de l'alimentation.

§ 2. — Loi du 29 décembre 1900 (1), dite « loi des sièges ».

Dès 1888, des dames de l'aristocratie parisienne, émues des dangereuses conséquences que pouvait entraîner pour la santé des employées de commerce, la station verticale prolongée, entreprirent une vigoureuse campagne en adressant aux directeurs des grands magasins, la pétition suivante :

« Par un usage généralement établi dans la plupart des magasins, il est interdit aux femmes qui y sont employées de s'asseoir derrière le comptoir, même lorsqu'elles ne sont pas occupées. Cette mesure aurait, dit-on, pour but d'assurer d'une manière constante à la clientèle le service d'un personnel toujours diligent et en éveil. Mais l'obligation pour les femmes de rester ainsi debout toute la journée entraîne une fatigue qui épuise peu à peu toutes les forces des plus vaillantes et porte à la santé un préjudice dont les conséquences,

(1) Ne présentant dans cette première partie qu'une vue générale de la protection légale actuelle de la santé des employés de commerce, travaux préparatoires et textes de lois, nous avons rejeté à la deuxième partie des développements sur les abus qui ont nécessité ces quelques lois et auxquels elles ont plus ou moins partiellement remédié. — Voir p. 60 et suiv. la législation étrangère relative aux sièges et l'application de la loi française.

de l'avis des médecins les plus autorisés, sont toujours des plus sérieuses et peuvent quelquefois être mortelles. Cette situation nous a vivement émues et nous souffrons de penser que tant de femmes et de jeunes filles sont, chaque jour, astreintes pour nous servir à un règlement si pénible. Les dames ont apprécié depuis longtemps tout ce que les magasins de nouveautés ont fait pour satisfaire leur clientèle ; elles sont convaincues que l'accueil auquel elles sont habituées ne serait pas moins empressé de la part des employées, si celles-ci avaient l'autorisation de se reposer.

« Nous venons donc, Monsieur le Directeur, en qualité de clientes, vous demander de faire cesser une coutume qui a quelque chose d'inhumain et qui afflige toutes les personnes qui en sont les témoins. Nous sommes persuadées, Monsieur, que vous trouverez le moyen d'y mettre un terme, dès que votre attention sera attirée sur ces tristes résultats. Toutes les femmes de cœur vous en remercient d'avance et particulièrement les soussignées... »

Cette pétition, dont les promotrices étaient Mmes Henri Lorin et de la Tour du Pin, ne provoqua peut-être pas de la part des directeurs de grands magasins des réponses assez précises, mais par son grand retentissement, elle détermina un mouvement en faveur de l'introduction des sièges dans les magasins, mouvement qui devait aboutir à la loi du 19 décembre 1900.

Le 8 février 1900, M. Gauteret déposait une propo-

sition de loi qu'il présentait en ces termes : « Vous avez tous constaté, disait-il, combien est pénible le travail des femmes chargées de vendre ou de préparer les marchandises et objets divers destinés au public. Vous les avez vues, des journées entières, debout derrière un comptoir, dans un atelier, supportant ainsi des fatigues auxquelles résisteraient difficilement des travailleurs habitués aux plus durs labeurs. L'Angleterre vient de faire cesser cet état de choses depuis le 1^{er} janvier dernier. Le monde médical tout entier réclame l'adoption de cette mesure. Nous avons la conviction que vous n'hésitez pas à voter la proposition de loi suivante :

ART. 1^{er}. — Les ateliers, magasins, boutiques et autres locaux dans lesquels des marchandises ou objets divers sont actuellement préparés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munies de sièges placés derrière les comptoirs, ou à telle autre place désignée par les inspecteurs du travail. Ces sièges seront mis à la disposition des employées dans la proportion minima d'un siège pour deux employées par salle.

ART. 2. — Toute contravention à l'article 1^{er} de la présente loi sera punie d'une amende de cinq francs. En cas de récidive, l'amende sera portée de 20 à 100 francs.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode et les conditions dans lesquelles s'exercera l'application de cette loi confiée aux inspecteurs du travail.

Après une courte discussion, cette proposition fut immédiatement adoptée par la Chambre. Néanmoins, divers orateurs s'étant élevés avec raison contre la précipitation de ce vote, la proposition fut renvoyée à la commission du travail.

L'importance de ce projet de loi était, en effet, considérable : n'était-ce pas la première disposition légale ouvertement destinée à protéger la santé des employés de commerce ?

Le 1^{er} mars, la commission donnait au projet une nouvelle rédaction : l'article 1^{er} était notamment profondément remanié ; tandis que le terme « ateliers » était supprimé, le nouveau texte envisageait expressément les établissements même non soumis à la loi du 2 novembre 1892 : et prescrivait que le nombre des sièges devrait être égal « à celui des employés ; le 9 mars, la Chambre adoptait ce nouveau texte.

La commission du Sénat apporta une légère modification que M. Waddington, rapporteur, expliquait en ces termes : « Le nombre des sièges mis dans chaque salle à la disposition des personnes, doit-il être égal à celui du total des employées, ou seulement à celui des personnes occupées dans la salle ? Il nous a paru que cette dernière interprétation devait être acceptée. » Aussi, aux mots imprécis « à celui des employées » était substituée l'expression plus nette « à celui des femmes qui y sont employées ». Le texte définitif voté par le Sénat le 24 décembre, fut adopté par la Chambre en deuxième délibération le 27 décembre 1900.

Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels les marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, doivent être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées (art. 1). Un grand nombre de magasins, utilisant la voie publique pour y installer leurs étalages, la question s'était posée de savoir si la loi s'appliquait à ces étalages. Par un arrêt du 31 octobre 1901 (1), la Cour de cassation a adopté l'affirmative, déclarant que l'établissement de l'étalage transformait la voie publique en une dépendance du magasin : un arrêt du 12 avril 1902 a toutefois apporté une légère restriction à l'application de la loi, en considérant comme de simples rayons et non comme des salles distinctes les étalages auxquels des employées ne sont pas affectées d'une façon permanente.

En introduisant l'article 2 dans le texte de la loi, la commission du Sénat semble avoir voulu proclamer nettement pour la première fois le droit pour les inspecteurs de pénétrer dans les magasins. « Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi ; à cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements visés à l'article 1^{er}. Les contraventions sont

(1) Cass. crim., 31 octobre 1901. Pourvoi du ministère public contre un jugement rendu par le tribunal de simple police de Lyon, le 14 août 1901. — Cf. *Bull. Trav.*, 1902, p. 177.

(2) Cass. crim., 12 avril 1902, *Bull. Trav.*, 1902 p. 788.

constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.. » (art. 2).

Les chefs d'établissement sont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de la loi ainsi que les noms et adresses des inspecteurs et inspectrices de la circonscription.

Les pénalités établies par les articles 4, 5, 6 sont identiques aux pénalités édictées par la loi du 2 novembre 1892.

Les infractions à la loi sont sanctionnées par une amende de 5 à 15 francs, prononcée par le tribunal de simple police : amende prononcée autant de fois qu'il y a de contraventions. En cas de récidive (1), le contrevenant est poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs ; l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes peut être appliqué, sans qu'en aucun cas, l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 francs.

Telles sont les principales dispositions de la loi du 29 décembre 1900 dont nous verrons plus loin les résultats : cette loi est fort importante, car c'est, peut-on dire, la première mesure de protection légale des employés de commerce.

(1) C'est-à-dire si le contrevenant a déjà été condamné pour un fait identique dans les douze mois antérieurs au fait nouveau.

§ 3. — Tentatives d'extension de la loi du 2 novembre 1892 aux enfants employés dans le commerce. — Loi du 30 avril 1909.

On peut à juste titre s'étonner de voir les femmes et enfants employés dans le commerce protégés par quelques dispositions légales éparses et ne pas bénéficier de la loi du 2 novembre 1892, cette charte de l'enfance ouvrière.

Dans les travaux préparatoires de la loi de 1892, l'extension de la protection légale aux femmes et enfants employés dans le commerce fit l'objet de nombreuses discussions.

M. Richard Waddington, dans le rapport qu'il déposait à la Chambre le 13 décembre 1887, faisait les déclarations suivantes : « La loi de 1874 ne s'applique qu'aux enfants, filles mineures, employés dans les manufactures, mines, chantiers, ateliers ; elles laisse en dehors de son action les boutiques, les magasins, où la fabrication se confond avec la vente et le commerce. Or, c'est précisément dans les ateliers d'un caractère mixte que se produisent les plus graves abus. Le séjour prolongé dans un magasin, dans une pièce attenante à la boutique et servant d'atelier de confection, est infiniment plus nuisible à la santé de jeunes employés que le travail dans les usines de la grande industrie : l'espace trop restreint, l'aération la plupart du temps défectueuse, souvent viciieuse, les veillées excessives dans

une milieu malsain, entraînent pour la santé des conséquences désastreuses... Au point de vue de la santé et de l'humanité, il y aurait tout avantage à soumettre à l'inspection des magasins de vente et à limiter le temps pendant lequel les enfants et les femmes peuvent y être employés ; mais nous devons nous demander si une telle mesure est applicable, et si de la théorie elle peut passer dans la pratique. La statistique du ministre du commerce, bien qu'incomplète pour certains départements, indique le chiffre de 98.859 établissements soumis aux lois de 1874 et 1848. Est-il possible d'augmenter ce total de nombreux locaux affectés à la vente et au commerce ? L'application de la loi n'en heurterait-elle pas à des difficultés insurmontables... Quoi qu'il en soit, l'existence des abus signalés nous impose l'obligation de faire pénétrer l'action tutélaire de l'inspecteur dans les magasins de vente et de faire disparaître ainsi la distinction quelquefois arbitraire derrière laquelle se retranchent certains patrons pour se soustraire à la surveillance... En étendant la surveillance, tout en apportant à l'application de la loi les ménagements imposés par les intérêts particuliers et par les besoins de la consommation, nous ferons faire un premier et important pas à la question délicate que nous venons de soulever. »

En conséquence, M. Waddington intercalait dans le futur article 1^{er} de la loi de 1892, les mots « magasins et leurs dépendances ». Mais ce texte, voté par la Cham-

bre le 11 juin 1888, succomba devant la commission sénatoriale, M. Pierre Legrand, représentant du gouvernement ayant objecté l'insuffisance du nombre des inspecteurs. Malgré les instances de M. Dumay, le texte qui devait devenir la loi de 1892 ne s'appliquait pas au travail commercial ou de magasin.

Le 8 mai 1893, M. le baron Piérard (1), membre de la commission du travail, déposa un rapport sur une proposition de loi dont il était l'auteur, proposition sur la réglementation du travail des femmes, filles mineures et enfants employés dans les magasins, boutiques, ateliers. M. le baron Piérard proposait :

De fixer l'âge d'admission à 13 et 12 ans ;

De limiter la durée du travail des femmes et enfants à 11 heures par jour ;

De leur accorder un jour de repos par semaine ;

D'interdire le travail de nuit pour les femmes et les enfants de 9 heures du soir à 5 heures du matin avec dérogation jusqu'à 11 heures du soir pour les filles âgées de plus de 18 ans et pendant 60 jours par an.

Cette proposition n'ayant pas été discutée en temps utile devint caduque à la fin de la sixième législature.

Puis survint le fameux avis du Conseil d'Etat du 15 juillet 1893, déclarant que les professions de restaurateurs, cuisiniers, boulangers, pâtisseries, charcutiers,

(1) Rapport Piérard, 8 mai 1893, Chambre, Annexe n° 2730.

bouchers, etc., devraient être considérées comme se rattachant plutôt à la vie domestique qu'à l'industrie proprement dite ; qu'il n'y avait donc lieu de leur appliquer la loi du 2 novembre 1892 ni celle du 12 juin 1893.

Ce simple avis, auquel les gouvernements ont eu jusqu'ici le tort de donner force de loi, privait de toute protection les employés de l'alimentation, c'est-à-dire, comme nous le montrerons plus loin, ceux-là mêmes qui sont victimes des pires abus. Aussi la commission du travail de la Chambre se décida-t-elle à étudier les modifications pouvant être apportées à la loi de 1892.

La Chambre, après avoir longuement discuté le rapport de M. Dron dans les séances des 16 et 22 juin 1896 (1), adopta l'extension de certains articles de la loi de 1892 à l'alimentation, ceux relatifs à l'admission des apprentis, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, à la réglementation du travail, au travail de nuit, et au repos hebdomadaire des enfants.

Malheureusement, la discussion fut interrompue peu de temps après et n'a pas encore été reprise.

Le conseil supérieur du travail, dans la session de 1901, après avoir entendu le remarquable rapport de

(1) Au cours de cette discussion, MM. Lavy et Prudent-Dervilliers présentèrent un amendement qui introduisait les mots « bureaux et magasins » dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1892. Cet amendement fut repoussé sur la demande du rapporteur qui laissa entrevoir l'élaboration d'une loi spéciale pour la protection des femmes et enfants employés dans le commerce.

M. Dalle, rapport qui sert de guide à tous ceux qui étudient la situation des employés de commerce, émit le vœu de l'extension de la loi de 1892, extension tempérée pourtant par des dérogations nécessaires.

Si ces effets en faveur de l'extension de la loi du 3 novembre 1892 sont restés infructueux, il faut néanmoins se réjouir de ce qu'une loi récente a étendu aux enfants employés dans le commerce certaines dispositions de la loi du 2 novembre 1892.

« En l'état actuel de la législation, indiquait M. Viviani dans l'exposé des motifs (1), les dispositions concernant les travaux interdits aux femmes et aux enfants, ne sont applicables que dans les établissements visés par la loi de 1892, c'est-à-dire industriels. Si donc, par exemple, un enfant est rencontré surchargé dans la rue, le fait sera puni si l'enfant est au service d'un industriel ; si, au contraire, il est au service d'un commerçant, aucune sanction n'interviendra... Sans doute, en ce qui concerne les enfants, la loi du 22 février 1851, relative au contrat d'apprentissage, stipule dans son article 8 que l'apprenti ne peut jamais être employé à des travaux « qui seraient insalubres et au-dessus de ses forces. » Et cette loi visait à protéger un certain nombre d'apprentis, notamment les petits pâtissiers qui ne sont pas visés par la loi de 1892. Malheureusement la loi de 1851 n'a prévu

(1) *Doc. parl.*, n° 275.

aucun règlement d'administration publique susceptible de fournir, au point de vue qui nous occupe, les précisions qui lui manquent ni, lacune plus grave, aucune pénalité pour les infractions aux dispositions de son article 8 (1) qui se trouve dès lors dépourvu de toute efficacité. »

Dans le rapport présenté au Sénat le 2 mars 1909 (2), M. Boucher indiquait les efforts tentés par l'administration pour mettre fin aux anomalies rappelées par M. Viviani. « L'administration a songé plus d'une fois, disait-il, à user de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 (3), pour parer à l'insuffisance de la loi de novembre 1892 et réglementer les conditions de travail du personnel protégé employé par le commerce. Mais elle a dû reconnaître qu'elle n'en avait pas le droit. Tandis que la loi de 1892 a une portée personnelle, celle de 1893, visant exclusivement les installations des manufactures, usines, ateliers et chantiers et leur matériel, la sécurité et l'hygiène résultant des conditions

(1) Voir plus haut, p. 6, notre étude de la loi de 1851.

(2) Annexe n° 44, *Doc. parl.*, S. 1909, p. 42.

(3) ART. 3. — « Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité commutatif des arts et manufactures, détermineront : 1° les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance ; l'évacuation des poussières, vapeurs ; les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc... ; 2° au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail... »

extérieures du travail et non l'âge, la qualité ou le sexe du personnel occupé, a une portée spécialement réelle. L'action réglementaire prévue par une loi qui concerne les choses n'aurait pu être étendue aux distinctions à établir entre les êtres humains sans outre-passer les intentions du législateur et sans légitimer les critiques trop souvent justifiées qui s'adressent aux empiètements du règlement sur la loi. Il était beaucoup plus simple, plus loyal et plus pratique de reconnaître hautement l'insuffisance de la loi de 1892, l'oubli dans lequel elle a laissé les enfants, les filles et les femmes employées dans le commerce et de demander pour eux la protection de la loi. Pour assurer cette protection, il a paru suffisant d'étendre à cette catégorie de travailleurs les prescriptions de l'article 12 de la loi du 2 novembre 1892, sans qu'il soit nécessaire d'établir une nomenclature nouvelle des établissements protégés, mais en se référant simplement à celle des lois de 1893 et 1903, qui semble assez large pour que toutes les professions et tous les modes de travail usités dans ces professions y soient comprises (1)... »

Ces diverses considérations déterminèrent le Parle-

(1) Cf. travaux préparatoires de la loi. Projet déposé à la Chambre des députés le 19 mai 1908 par M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale (Ann. n° 1710, *Doc. parl.*, 1908, p. 410) ; Rapport de M. Groussier le 26 juin 1908 (Ann. n° 1834, *Doc. parl.*, 1908, p. 617) ; Adoption sans discussion le 3 juillet 1908 ; Transmission au Sénat le 17 novembre 1908 ; Rapport de M. Boucher le 2 mars 1909 (Ann. n° 44, *Doc. parl.*, 1909, p. 42) ; Adoption sans discussion le 2 avril 1909 (Ann. n° 275).

ment à voter le texte de la loi du 30 avril 1909, dont l'article s'est ainsi conçu :

« Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces ou dangereux pour la moralité, qui sont interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes, seront déterminés par des règlements d'administration publique rendus après avis de la commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures. »

C'est en vertu de cette loi qu'a été pris le décret du 28 décembre 1909, décret qui, abrogeant l'article 11 du décret du 13 mai 1893, apporte une nouvelle réglementation des charges que peuvent traîner, porter ou pousser les enfants et les femmes employés dans l'industrie ou le commerce (1). Tels ont été les efforts tentés les uns inutilement, les autres avec succès en faveur de l'extension aux femmes et enfants employés dans le commerce de la protection accordée aux femmes et enfants employés dans l'industrie.

Voyons maintenant quelles sont les dispositions légales générales protégeant la santé des employés de commerce.

(1) Voir, *ultra*, l'étude des principales dispositions de ce décret et en annexe le texte du décret.

CHAPITRE II

PROTECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ DES EMPLOYÉS DE COMMERCE.

Loi des 12 juin 1893 -11 juillet 1903.

La loi des 11-22 juillet 1903, en étendant aux établissements commerciaux la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, a doté notre législation d'une réglementation générale de l'hygiène appliquée au commerce.

Antérieurement même à la loi de 1892, les inspecteurs du travail avaient pénétré sans difficulté dans les établissements de l'alimentation, et indiqué dans leurs rapports les tristes conditions de travail, de nourriture et de couchage des employés (1) ; les avis du Conseil d'Etat que nous avons déjà signalés, suspendirent les investigations des inspecteurs : « l'article 1^{er} de la loi de 1893, reproduisant à peu près textuellement, à part les mines, minières et carrières, la nomenclature des établissements soumis à la loi du 2 novembre 1892, on a dû étendre à la loi du 12 juin 1893 les conclusions des avis émis par le Conseil d'Etat à propos

(1) Nous insisterons plus loin sur ces abus qui, d'ailleurs, subsistent encore aujourd'hui.

de la loi du 2 novembre 1892..... Dès le 28 octobre 1895, les différentes sociétés et syndicats qui groupent les employés de l'alimentation ont adressé au ministre du commerce une pétition pour réclamer l'application à leurs professions du décret du 10 mars 1894 pris en exécution de la loi du 12 juin 1893 ; une semblable requête fut adressée en janvier 1895, requête dont les termes avaient été adoptés par 27 sociétés et syndicats groupant environ 25.000 ouvriers pâtissiers, cuisiniers et confiseurs.

D'autre part le conseil d'hygiène de la Gironde, dans sa séance du 13 mars 1901, à la suite d'une enquête dont il avait été chargé par le ministre du commerce, constatait que l'état d'entretien et de propreté des pâtisseries laissait, pour la plupart, fort à désirer, que les cabinets d'aisance, sauf deux, étaient sales et mal entretenus, que quelques-uns produisaient des émanations infectes et constituaient un danger sérieux tant pour la santé publique que pour celle des ouvriers. Il constatait également l'état de délabrement et de malpropreté des logements, leur manque d'air, de lumière et même de cube d'air nécessaire ; dans ces logements, les ouvriers étaient souvent entassés pêle-mêle, deux dans le même lit, ce qui laissait autant à désirer au point de vue des règles les plus élémentaires de l'hygiène qu'aux prescriptions d'une saine morale.

Les patrons reconnaissaient eux aussi la nécessité d'étendre au commerce les prescriptions de la loi de

1893. La chambre de commerce de Paris, dans sa séance du 19 juin 1901, adoptait les conclusions du rapport présenté par sa commission de législation commerciale, et approuvait la proposition de loi de M. Groussier ayant pour objet l'extension à tous les ouvriers et employés des deux sexes des dispositions de la loi de 1893. La commission de la chambre de commerce déclarait notamment : « Nous ne pouvons qu'approuver cette extension ; il est aussi nécessaire de protéger les travailleurs contre les maladies qui peuvent être occasionnées par l'insalubrité des locaux où ils travaillent que contre les accidents pouvant résulter de mesures de protection insuffisantes. »

Enfin, dans la séance du 5 juin 1901, le conseil supérieur du travail votait à l'unanimité un vœu en faveur de l'extension de la loi de 1893 aux établissements commerciaux (1).

La loi de 1893 est restée la base de la réglementation : la loi du 11 juillet 1903 est venue simplement en étendre le domaine d'application, en en modifiant l'article 1^{er} comme suit :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, la-

(1) Cf. Ch. des dép., séance du 16 janvier 1902. Exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Millerand, ministre du commerce *Doc. parl.*, Chambre, 1902, p. 11. Séance du 29 janvier 1902, Rapport de M. Groussier au nom de la commission du travail, *Doc. parl.*, Chambre, 1902, p. 102. Sénat : rapport de M. Strauss, 3 mars 1902, *Doc. parl.*, Sénat, 1902, p. 147 ; rapport supplémentaire, 24 mars 1903, *Doc. parl.*, Sénat, 1903, p. 352.

boratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement, et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

En vertu de l'article 3 de la loi de 1893 modifiée, ont été pris deux décrets fort importants, du 28 juillet 1904 et du 29 novembre 1904.

Le décret du 28 juillet 1904 concerne spécialement le couchage des employés, très répandu dans les établissements commerciaux. Ce décret qui devait porter remède à de très graves abus, a dû édicter une réglementation minutieuse ; en voici les principales dispositions : les établissements soumis à la loi de 1903 doivent contenir un cubage d'air suffisant, 14 mètres cubes par personne ; les locaux doivent être aérés par des fenêtres ou ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors ; la hauteur des dortoirs est fixée à 2 m. 60 (au minimum) ; les sexes doivent être séparés ; chaque employé doit avoir une literie complète ; il est défendu de coucher le personnel dans des locaux affectés à un usage industriel ou commercial. Le décret édicte en outre des mesures générales de propriété.

Le décret du 29 novembre 1904 a abrogé le décret du 10 mars 1894 et apporté une réglementation générale nouvelle de l'hygiène des locaux de travail (cube d'air de 7 mc. par personne, et 10 mc. dans les cuis-

nes, chais, magasins, interdiction de prendre les repas dans les locaux de travail, aération, évacuation des poussières, etc.).

Loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

La loi du 13 juillet 1906 en proclamant l'obligation du repos hebdomadaire, a, en principe du moins, comblé les vœux des travailleurs du commerce qui, depuis plusieurs années, réclamaient avec obstination ce repos. Cette loi ayant fait l'objet d'études approfondies (1), nous nous bornerons ici à indiquer combien elle est particulièrement mal appliquée dans le commerce. C'est, en effet, le commerce qui a principalement bénéficié des dérogations trop largement admises par la loi, exceptions à la règle du repos collectif le dimanche et dérogations au principe même du repos hebdomadaire. Il en est résulté que de nombreux commerçants profitent de ce régime exceptionnel pour violer la loi ; d'autres la violent même cyniquement et déclarent inscrire aux frais généraux les amendes (trop minimes, d'ailleurs) que la loi leur inflige. « Telle qu'elle est conçue, écrivait récemment M. Besse, membre du conseil supérieur du travail (2), la loi appliquée rigoureuse-

(1) Cf. Raoul Jay, *La protection légale des travailleurs*, 1910, p. 171-195 ; Dodu, *La loi du 13 juillet 1906*, thèse, Paris, 1907.

(2) Dans une lettre adressée à M. le ministre du travail, 1909, — Cf. *Congrès de Limoges*, août 1909,

ment ne porte préjudice à aucun intérêt ; elle est contrôlable. Telle qu'elle s'applique, avec crainte, et sans conviction, elle nuit aux intérêts des commerçants bienveillants et loyaux qui, eux, appliquent la loi et ferment complètement leurs magasins le dimanche, pour suivre honnêtement les prescriptions de la loi... Seule, la fermeture à jour fixe permet la constatation de l'arrêt complet du travail pour l'employé, elle met tous les commerçants sur le pied d'égalité, en ne permettant pas au patron qui se moque de la loi, de prendre les recettes de celui appliquant strictement les prescriptions.

« ... 400.000 employés sont occupés dans les établissements commerciaux occupant de 1 à 5 employés (1) ! Ce chiffre officiel démontre combien nous avons le droit de protester contre les modifications proposées, en même temps que nous protestons contre la lutte soutenue par le patronat pour ruiner la loi et la démontrer impraticable ».

Enfin, la loi du 12 avril 1906 est venue étendre la loi des accidents du travail aux entreprises commerciales.

Tel est donc l'ensemble de la protection légale actuelle de la santé des travailleurs du commerce en

(1) Aux termes de l'article 5, § 3 : « Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée de travail.

France. En étudiant maintenant, à la lumière des faits, les abus dont sont victimes les employés de commerce, nous verrons à quelle nécessité répond cette protection légale et combien elle est encore insuffisante.

LIVRE II

LES ABUS ET LEURS CONSÉQUENCES

CHAPITRE PREMIER

LES EMPLOYÉS DE BUREAU.

Penché tout le jour sur un pupitre, travaillant dans le hall ou même les sous-sols de quelque banque, ne voyant jamais la lumière du jour, celui que par dérision l'on surnomme le « rond de cuir » est parfois bien à plaindre.

Sous cette dénomination d'employés de bureau ou employés aux écritures, on peut comprendre tout le personnel des maisons de banque et celui des services de comptabilité et d'expédition des magasins de commerce. Ce sont donc les caissiers, les comptables, les tribuns qui tiennent les livres sous la dictée des vendeurs, les facturiers, qui établissent les factures des articles débités, les souchiers qui tiennent les livres de ventes à souches, les correspondanciers chargés de rédiger toutes les lettres, tenir les livres de copies

de lettres et les classeurs, les sténodactylographes, etc... (1).

Le grand danger que court la santé de tous ces employés provient surtout du défaut d'aération et de lumière des locaux où ils travaillent (2).

« Il y a tendance aujourd'hui, dans les maisons importantes, à donner aux bureaux l'espace l'air et la lumière (3); mais ils existent encore nombreux ceux où l'air est raréfié et difficilement renouvelable, où le jour pénètre à peine, et qui nécessitent fréquemment l'emploi de la lumière artificielle. Le bureau et ses hôtes sont les grands sacrifiés; autant le magasin où se presse la clientèle, doit être spacieux et agréable d'aspect, autant le bureau qu'on ne voit pas, peut être logé on ne sait où, dans un sous-sol, voire une soupenle. Et cependant, le travail même de ceux qui y habitent, si contraire aux lois de l'hygiène, qui les prive de tout exercice corporel, les tient couchés, des heures durant, sur les livres dont ils ont la charge, ne mériterait-il pas une attention spéciale qui puisse pallier dans la mesure du possible aux inconvénients inhérents à leur profession (4) » ?

Ce défaut d'aération est d'autant plus nuisible que

(1) Cf. Artaud, *La question de l'employé en France*, p. 66.

(2) Cf. Rapport Dalle, *Tableau concernant les employés de banques et de Compagnies d'assurances*, annexes, p. 7.

(3) Le Crédit Lyonnais est, à ce point de vue, un établissement modèle, unique dans le monde entier.

(4) *L'Employé*, 5 avril 1909.

les bureaux de banque ou les annexes des magasins de commerce comportent souvent une agglomération d'individus assez considérable (1), parfois, une centaine d'employés sont réunis dans un local qui n'est aéré que par quelques vasistas s'ouvrant sur un hall ou sur une cour.

Les bureaux sont souvent bas de plafond, étroits : « Dans un grand établissement financier, déclarait M. Benoit-Lévy, à l'Association pour la protection légale des travailleurs, il y a tellement peu de place dans les locaux que toutes les sténographes attrapent la tuberculose. J'ai employé une sténographe de cet établissement de Paris et elle est sur le point de mourir de la tuberculose. Il paraît que c'est le sort d'à peu près toutes les sténographes qui travaillent dans cet établissement. L'exiguïté des locaux est telle qu'une sténographe ne peut pas se déranger sans déplacer toute une rangée d'employés. Il paraît même qu'il y a des hommes, dans le même local, qui fument et viennent encore vicier l'air... » (2).

Il m'a été permis de consulter les dossiers d'une enquête faite par un syndicat sur les conditions de travail des employés : la plupart se plaignent du défaut d'hy-

(1) Les employés de grands magasins souffrent également de ce défaut d'aération, et de cette agglomération d'individus. — Voir plus loin, p. 42 et suiv., nos développements sur les conséquences de ces fâcheuses conditions de travail.

(2) Séance du 5 avril 1906. Rapp. de la Ruelle.

giène des bureaux. Voici, d'ailleurs, quelques réponses : « Nous travaillons toute la journée à la lumière du gaz, dit une employée de banque, et manquons totalement d'air. » Un employé dans les bureaux d'un magasin d'électricité : « La caisse où je travaille manque d'air et de lumière ; la poussière très abondante produite par un tapis, est très malsaine, nous sommes quatre et quelquefois plus à travailler dans un espace de 4 m. $\times$ 2 m. 60 $\times$ 3 m. ». Un autre, dans les bureaux d'un magasin de meubles : « Je suis obligé de travailler à l'électricité toute la journée » ; cette obligation du travail à la lumière artificielle est malheureusement trop générale : « Les bureaux annexés aux établissements commerciaux, écrivait M. l'inspecteur Foissac, en 1906, sont souvent privés de lumière naturelle et manquent souvent aussi d'une aération suffisante (1). » M. Artaud, dans son livre sur la *Question de l'employé*, indique également « que les services d'expéditions du Louvre sont situés au dernier étage dans des salles basses où six heures sur dix, il faut travailler à la lumière électrique et où l'on respire surtout la fumée des cheminées du quartier. On pourrait en dire autant des services d'expéditions de tous les grands magasins (2) ». Or des médecins particulièrement compétents, les Dr Chantemesse et Walcke-

(1) Rapports annuels des inspecteurs divisionnaires, 1906, 8^e circ., p. 257.

(2) Au Bon Marché, par exemple, de nombreuses employées aux écritures, à la réception et à la marque des marchandises travaillent dans les sous-sols à la lumière électrique.

naer ont, dans un rapport présenté au conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine, dénoncé les dangers de ce travail à la lumière artificielle. « Ce travail, écrivaient-ils, présente deux inconvénients : d'une part il fatigue la vue..., d'autre part, les locaux où il a lieu laissent plus ou moins à désirer sous le rapport de l'hygiène ; ils offrent les signes particuliers d'insalubrité et de contamination des locaux où le soleil ne vient jamais exercer son action microbicide (1). »

Enfin, dans l'enquête précédemment indiquée, j'ai relevé que certains employés, notamment ceux d'un grand établissement de crédit, se plaignaient d'être obligés de manger à midi sur leur table de travail. Dans une description pittoresque du bureau où tout le jour est figé l'employé, Balzac a noté que « presque toujours la cheminée est garnie de carafes pleines d'eau, de verres et de débris de déjeuner ». Nous ne sommes plus au temps de Balzac : la protection légale a depuis lors fait de grands progrès, le décret du 29 novembre 1904 (art. 8) déclare que les ouvriers et employés ne devront point prendre leurs repas dans les locaux affectés au travail, sauf autorisation spéciale subordonnée à diverses conditions, notamment à des conditions d'hygiène suffisantes. Et pourtant, si Balzac pouvait encore pénétrer vers midi, dans les bureaux de l'établissement précité ou dans bien d'autres administrations publiques ou

(1) Cf. *Bulletin Insp. du Travail*, 1907, p. 762.

privées, il verrait des employés obligés de prendre leur repas dans des salles plus ou moins soigneusement balayées, au milieu des papiers et des cartons poussiéreux, privés du repos nécessaire que les bêtes elles-mêmes prennent à l'heure des repas. Plus loin, nous critiquerons les directeurs de magasins qui ne permettent pas aux employés de respirer le bon air pendant quelques instants de la journée : à plus forte raison, devons-nous blâmer les directeurs d'administrations, qui ne songent même pas à mettre un réfectoire à la disposition de leurs employés, réfectoire dont sont dotés presque tous les grands magasins de nouveautés.

Nous tenons en outre à signaler ici un abus qui, bien que tendant à disparaître, existe encore dans beaucoup d'administrations publiques et privées : c'est l'attribution à un restaurateur du monopole de la nourriture du personnel. On sait, par les vigoureuses campagnes des élèves de l'Ecole centrale, à quelles exploitations peuvent aboutir ces monopoles. Il est donc à souhaiter que bientôt, suivant d'ailleurs l'exemple de l'administration de l'Ecole centrale, les chefs de ces établissements et tout d'abord l'Etat, renoncent à un système aussi nuisible pour la santé que pour la bourse des employés.

Il nous a été enfin signalé que souvent les employés de certaines banques notamment en province, étaient astreints à des veillées assez prolongées, variant entre 2 heures et 5 heures, que de jeunes employés de 15 ou 16 ans devaient parfois travailler jusqu'à 11 heures du

soir sans rétribution supplémentaire et avec obligation de se trouver le lendemain au bureau à l'heure réglementaire (1). Tous ces abus dont est victime la santé des employés de bureaux, notamment le défaut d'aération et l'obligation de travailler à la lumière artificielle existent également à l'étranger. En Allemagne les employés de banques ou d'agents de change se plaignent plus particulièrement de ne pas avoir à midi un repos assez prolongé et d'être obligés de déjeuner fort rapidement pour faire des courses, se rendre à la Bourse ou achever des travaux dits très urgents (2).

En Hollande, les locaux où sont installés les bureaux laissent souvent fort à désirer : ce sont soit des appartements plus ou moins aménagés à cet effet, soit des hangars soit de petits bâtiments en bois sur des allèges ou embarcadères (entreprises de navigation intérieure). On se plaint souvent du mauvais éclairage ; en hiver, les lampes doivent être allumées toute la journée, l'aération est également très défectueuse : dans les maisons en bois, il règne en été une chaleur insupportable, tandis qu'en hiver les employés souffrent beaucoup du froid. Bien souvent il existe encore dans les bureaux des tabourets antiques et de hauts pupitres fort malsains et incom-

(1) Enquête. Congrès d'Albi, Jeunesse catholique, Dossier n° 31.

(2) Cf. *Deutschnationaler Handlungsgehilfen Verband*, Hambourg, pétition adressée au Reichstag pour modifications à la « *Gewerbeordnung* » (octobre 1908), p. 48.

modos pour les employés (1). Enfin, dans les banques, les veillées sont très fréquentes et souvent non rétribuées ; parfois on accorde une gratification de 10 à 15 florins pour ces travaux supplémentaires ; dans une maison d'Amsterdam, le travail du soir est, au cas de nécessité, exécuté par un personnel spécial (2).

Si les employés de bureaux ne sont pas les employés les plus malheureux, il ressort néanmoins de ces faits et de ces observations que loin d'être des oisifs, ils sont souvent victimes non seulement du surmenage, mais aussi des fâcheuses conditions de leur travail. Les affections de poitrine et les cas de tuberculose, les maladies d'estomac sont très répandues parmi les employés de bureaux. « Vous les avez tous connus, ces jeunes gens, presque des enfants encore, entrés dans nos bureaux vers 14 ou 15 ans, tout resplendissants de jeunesse et de santé, dont peu à peu les couleurs ont pâli et se sont étiolées. D'abord anémiés, il a suffi de la sortie hâtive d'un bureau surchauffé dans l'atmosphère glaciale de la rue, pour qu'ils contractent le fatal refroidissement ; ils se sont débattus quelques mois, quelques années peut-être, luttant de toute la force de leur jeunesse contre la mort qui les voulait saisir ; mais finalement ils ont été vaincus, et vous les avez vus disparaître à l'aurore de leurs vingt ans (3). »

(1) Rapport officiel de la municipalité d'Amsterdam (1905), tableaux et renseignements aimablement communiqués par M. le directeur du Central bureau voor sociale Adviezen d'Amsterdam.

(2) Rapport sur la situation des employés de banque et de fonds publics à Amsterdam, 1903.

(3) *L'employé*, 5 avril 1909.

CHAPITRE II

LES EMPLOYÉS DE MAGASINS (1)

Parmi les employés de magasins, il faut distinguer les employés à la vente en gros et les vendeurs au détail.

Les employés à la vente en gros sont, à bien des points de vue, assimilables aux employés de bureaux : ils sont comme eux, au point de vue hygiénique, victimes du défaut d'aération et de lumière de leurs locaux de travail (2) : aussi n'étudierons-nous dans ce chapitre, que la situation des vendeurs au détail.

Il y a soixante ans, Chauchard était employé au « Pauvre Diable », Aristide Boucicaut vendait du drap au « Petit-Saint Thomas », Parissot tenait sa petite

(1) La question des étalages et celle des vacances concernant plusieurs catégories d'employés seront étudiées dans des chapitres spéciaux.

(2) Les employés à la vente en gros ont une situation bien préférable à celle des vendeurs au détail ; « cela tient surtout à ce qu'ils ne sont pas en contact direct avec la clientèle ; la durée de leur travail oscille entre huit et dix heures par jour ; les heures de départ du bureau ou du magasin de gros sont plus fixes que pour l'employé de détail, obligé souvent, malgré l'heure de la fermeture, de terminer une vente commencée. Enfin, le magasin de gros ferme complètement durant les heures de repas » (A. Besse, *L'employé de commerce*).

boutique de mercerie dans l'île de la Cité, Cognacq était marchand forain, et Félix Potin broyait du chocolat au fond de sa petite épicerie de la rue du Rocher !.. On ignorait alors l'existence de ces magasins immenses, de ces bazars aux halls gigantesques dont le vicomte d'Avenel a montré d'une façon si intéressante le prodigieux et rapide développement (1).

Si l'avènement des grands magasins a, comme celui de la grande industrie, produit une perturbation dans l'ordre économique, comme lui aussi il a produit une profonde perturbation dans l'ordre social et particulièrement modifié les conditions de travail de l'employé. « Jadis, le petit commis de treize ou quatorze ans n'était pas, à son arrivée, affecté à tel ou tel rayon ; il entrait dans la maison, tout simplement. Sa besogne de début consistait à faire quelques courses indispensables, à aider successivement au nettoyage, à l'emballage, à la reconnaissance et à la marque de la marchandise, et enfin, dans les moments de « bourre », à la vente.

« Peu à peu, il s'initiait aux moindres détails de la maison, arrivait à connaître toutes les particularités du commerce et à raisonner sur la qualité de la marchandise... C'était le gai petit « calicot », vif, alerte et bon enfant, vendeur avisé et souriant, aimé des clients, gagnant bien sa vie et faisant des économies, qu'il plaçait dans la maison... Aujourd'hui, les grands magasins ont

(1) Vicomte d'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, IV. *Les magasins de nouveautés*.

spécialisé leurs rayons, et les employés sont exclusivement affectés à telle ou telle spécialité, dont ils ne pourront se départir leur vie durant ; les grands bazars, avec leur nombreux personnel de vendeurs, d'acheteurs, d'étalagistes, de marqueurs, etc., ont substitué à la vie familiale la vie de caserne... Toujours debout, soumis à toutes les températures, vivant au milieu des courants d'air, aspirant toutes les poussières et les émanations malsaines des gaz et des étoffes, se nourrissant mal parce que trop vite, l'employé d'aujourd'hui ne tarde pas à devenir le tributaire de la gastrite ou la proie de la tuberculose... (1). »

De nombreuses statistiques démontrent que les employés de magasins sont particulièrement atteints par la tuberculose. C'est ainsi que dans les statistiques dressées par le service municipal de statistique de la ville de Paris, on peut relever les chiffres suivants (décès annuels).

Caissières, comptables. . .	39,69 0/0
Cuisinières.	40,59 0/0
Bouchers.	40,61 0/0
Coiffeurs.	43,87 0/0
Employés de magasins. . .	44,36 0/0

La statistique que nous avons fait dresser à l'hôpital Boucicaut (cf. liv. II, ch. v et appendice) montre également combien les employés de magasins sont plus atteints par la tuberculose que les autres travailleurs du commerce :

(1) *Petite Gironde*, 24 mai 1906, P. Martel.

en 1906, sur 54 travailleurs du commerce tuberculeux.

il y avait 39 employés de magasins ;

en 1907, sur 70 travailleurs du commerce tuberculeux,

il y avait 39 employés de magasins ;

en 1908, sur 70 travailleurs du commerce tuberculeux,

il y avait 36 employés de magasins ;

en 1909, sur 57 travailleurs du commerce tuberculeux,

il y avait 27 employés de magasins.

« La plupart des grands magasins, écrit le Dr Paul Berthod, fournissent une morbidité et une mortalité effrayantes parmi leurs employés, à telle enseigne que ceux qui restent quelques années et échappent à la tuberculose sont presque l'exception (1). »

Les causes de cette morbidité et de cette mortalité effrayantes chez les employés de magasins sont de deux sortes : les unes tiennent à des défauts d'installation des magasins, à leur encombrement tant par les marchandises que par la clientèle et le personnel ; les autres tiennent aux conditions mêmes du travail des employés.

Encombrement des magasins par les marchandises, les employés et le public. — Défauts d'installation des magasins.

« Alors même que les marchandises accumulées dans les grands magasins n'apporteraient du dehors aucun germe de maladie, la grande quantité des ballots, des

(1) Dr Berthod, *Raccourcis de médecine sociale et professionnelle*, 1903.

caisses, des étoffes... etc., suffirait par elle-même à constituer un danger au point de vue de l'hygiène (1). » Non seulement, en effet, cette quantité de marchandises diminue la quantité d'air par l'emplacement considérable qu'elles occupent, mais encore elles vicient l'air par les poussières et particules qu'elles répandent, chaque fois qu'on les manipule. En outre, la provenance de ces marchandises que les grands magasins reçoivent directement des pays d'origine, peut présenter un grand danger pour la santé des employés ; nombreux, en effet, sont par exemple les produits d'Orient confectionnés dans des taudis où sont inconnues les règles de l'hygiène la plus élémentaire.

L'agglomération considérable produite par les clients et les employés contribue aussi dans une large mesure à raréfier et à vicier l'air dans les magasins. En temps normal, de trois heures à six heures, à certaines époques (rentrée des classes, jour de l'an, expositions) pendant toute la journée, une véritable cohue encombre les allées des grands magasins.

« Certains magasins, disait M. Razous au dernier Congrès d'hygiène des travailleurs, ont évidemment un cube d'air très suffisant le matin tant qu'il n'y a pas affluence de public : mais lorsque, après déjeuner, les dames viennent se promener dans les galeries, il y a un nombre de personnes tellement grand que non seule-

(1) Exposition universelle de 1900, *Congrès international de sauvetage*, 5^e section. *Rapport des D^{rs} L. O'Followell et Goudal*.

ment les dames, mais les ouvriers et ouvrières, les vendeurs et les vendeuses sont incommodés et ne se trouvent pas dans les conditions d'hygiène nécessaires. Ceci résulte de deux choses : d'abord, parce que le cube d'air à ce moment là est diminué, mais encore, la condition la plus déplorable de mauvaise hygiène est celle qui résulte du non-renouvellement de l'air : de telle sorte que si vers cinq ou six heures du soir, vous pénétrez dans le « Louvre » ou le « Bon Marché », vous sentez une odeur très désagréable (1) ».

Que dire de ces magasins petits et moyens installés soit en province, soit à la périphérie de Paris, dans des appartements plus ou moins bien aménagés, bas de plafonds, sans aération ; ils sont en mal de devenir de grands magasins, mais sont encore obligés d'accoler à leur titre plus ou moins pittoresque le nom du faubourg dont ils sont « le Bon Marché » ou « le Louvre ».

De nombreuses observations ont nettement démontré combien le défaut d'aération nuit à la santé de l'homme et le prédispose plus particulièrement à la tuberculose.

(1) 4^e Congrès de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et des ateliers, 1909, Compte rendu, p. 45.

« Pour les magasins très vastes, construits en forme de hall, si l'éclairage est généralement satisfaisant, il n'en est pas de même de la ventilation. Tant à cause de l'espace occupé par les marchandises que de la présence d'un nombre souvent très grand d'acheteurs, le renouvellement de l'air y est insuffisant et le séjour des employés extrêmement fatigant. Aussi y aurait-il lieu d'imposer à ces grands magasins un taux de renouvellement de l'air supérieur à celui qui est admis pour les ateliers où ne se dégagent pas des éléments insalubres. » (Razous, 4^e Congrès d'hyg.)

Sur 503 tuberculeux soignés à la clinique du Dr Sautnal du 1^{er} juin 1894 au 1^{er} juin 1898, 422 malades appartenaient à des professions à l'air confiné, et 81 seulement à des professions à l'air libre ; parmi les 422 de la première catégorie, on trouvait 94 bureaucrates et employés de magasins ; « il n'est que trop vrai que la réparation vitale qui se fait par la voie digestive est infiniment moins urgente que celle qui a lieu par les voies respiratoires. L'air nourrit, c'est un véritable élément gazeux, et l'expression populaire « vivre de l'air du temps », est moins ironique au fond qu'elle ne prétend l'être. Mais si l'air est vicié, si l'air est déjà respiré, il devient un propagateur de maladies... Il faudrait que la nuit tous les rayons des magasins fussent largement aérés : les courants d'air qui peuvent être dangereux dans la journée, loin d'être redoutés, après le départ des employés, devaient être provoqués... » (1).

L'installation des grands magasins présente encore d'autres dangers pour la santé des employés, notamment l'existence de tapis dans beaucoup de salles de

(1) Dr O'Followell et Goudal, *op. cit.*

L'enquête officielle sur les conditions de travail des demoiselles de magasins à Zurich a provoqué des plaintes sur l'insalubrité des locaux. « Quelques vendeuses signalent l'humidité, l'obscurité, le froid, le manque de ventilation des locaux de vente : d'autres souffrent de la poussière et de la sécheresse causée par le chauffage central. Dans plusieurs magasins, le chauffage est insuffisant ou même nul. Plusieurs vendeuses travaillent à la lumière toute la journée dans des souterrains où toute aération fait défaut (*Bull. Ligue soc. d'acheteurs*, 3^e trim. 1907).

vente ou d'expositions. Ces tapis qui ne sont ordinairement enlevés que tous les six ou sept ans, sont les réceptacles de poussières et de microbes : « Ni employés ni clients ne se font scrupule d'envoyer sur le sol leurs sécrétions bronchiques... ces sécrétions bronchiques sèchent sur le tapis, et ni les balais de riz ni les appareils balais automatiques pour enlever la poussière ne sauraient les détacher le matin à l'heure du nettoyage. Les allées et venues innombrables, au contraire, ont tôt fait de remuer, de dissocier ces foyers d'infection, et cela d'autant plus vite qu'il y a plus de monde dans le magasin, plus d'abris possibles, par conséquent pour les artisans microscopiques de la pneumonie et de la tuberculose... Le sol des grands ateliers comme des grands magasins devrait être formé de dalles que l'on pourrait facilement laver avec de l'eau additionnée d'un désinfectant quelconque (1). »

On peut encore signaler d'autres défauts de l'installation des grands magasins, si bien souvent l'aération manque, parfois elle est mal faite et excessive, dégénérant en courants d'air : dans la *Tribune des employés* (2), journal qui certes contient souvent des allégations peu exactes ou notoirement exagérées, un employé de la « Samaritaine » indique un défaut d'installation : cette plainte a quelque bien fondé.

« Du bas en haut (??), du rez-de-chaussée du bâtiment

(1) Rapport O'Followell et Goudal, *op. cit.*

(2) Numéro de février 1909.

de la rue du Pont-Neuf, tout n'est que courants d'air terribles, depuis le rayon de ganterie et cravates jusqu'au rayon de rubans pour arriver au dernier, celui de la mercerie, où là, le comble bat son plein (!). Dans ce triste rayon, deux portes se font vis-à-vis faisant continuellement tournoyer un véritable cyclone (1); plus loin, au fond du rayon, un ascenseur et un escalier descendant aux sous-sols, forment appel, de sorte que les malheureux commis travaillant et évoluant dans ce maudit coin sont, de droite et de gauche, saisis par une rafle de vent (1); ajoutez à ceux-ci deux caissiers qui, toute la journée, assis pour débiter, grelottent de froid. »

Les caisses sont, en effet, souvent très mal placées : nous avons pu ainsi remarquer qu'une caissière d'un grand établissement de produits chimiques de la rive gauche, et des caissières de différents bazars, se trouvaient toute la journée au milieu des courants d'air ; à ce propos, il est bon d'indiquer que Mme de Guitaut, membre de la Ligue sociale d'acheteurs, a obtenu de la direction des « Galeries Lafayette » qu'une caisse située devant une porte d'entrée, en plein courant d'air, fût déplacée.

Fâcheuses conditions de travail des employés de magasins.

Aux causes d'insalubrité provenant de l'encombre-

(1) Ces expressions sont certainement très exagérées, mais il est exact que les portes sont mal disposées et que les courants d'air sont nombreux.

ment des magasins ou de leurs vices d'installation s'ajoutent celles qui proviennent des conditions mêmes de travail et d'existence des employés (surmenage, nourriture, conditions de travail des femmes, etc.).

1. — *Surmenage.*

Le surmenage des employés de magasins a pour cause tout d'abord le milieu dans lequel ils travaillent et ensuite la durée excessive pendant laquelle bien souvent ils sont astreints à ce travail.

La cohue dont nous parlions plus haut, cohue qui encombre les magasins parfois toute la journée, aggrave singulièrement les conditions de travail des employés. Entre autres exemples, au mois d'octobre dernier, j'ai vu une débitrice d'un grand magasin qui, sans discontinuer, de 8 heures du matin à 7 heures du soir (1), debout près d'une caisse au milieu d'une bousculade indescriptible, dans une atmosphère surchauffée, devait appeler des articles de fournitures scolaires. Obligé bien souvent de servir plusieurs clients à la fois, de les accompagner aux caisses, sans toutefois tarder trop longtemps à regagner son rayon, constamment sous la menace d'une réprimande du chef de rayon, et avec cela devant toujours être souriant et aimable, l'employé de magasin est astreint à un surmenage qu'une durée de travail excessive rend particulièrement pénible.

« La durée de la journée normale autrefois sans

(1) Sauf une heure pour le déjeuner.

limite et variable dans des proportions considérables pour les différents services du même établissement, a été ramenée, en ce qui concerne les maisons de premier et second ordre, tout au moins à onze heures de présence effective. En déduisant l'heure du repas de midi, il reste 10 heures nettes de travail. Mais il n'en est pas de même pour les maisons de troisième et quatrième ordre, où la journée commence à 7 heures du matin pour se terminer à 8 heures, 8 h. 1/2 et même 9 heures du soir.

« Indépendamment de cette durée normale, toutes les maisons de nouveautés imposent à leur personnel des heures supplémentaires pour des causes identiques, jours d'exposition, d'inventaire, etc. (1) ; dans les plus importantes, ces veillées ramenées à des limites raisonnables depuis deux ou trois ans n'ont rien d'excessif, et se produisent en moyenne pendant trente jours, répartis sur toute l'année. Dans les petites maisons, par manque de personnel, les jours de grande vente, samedis et dimanches, veilles et jours de fêtes, la veillée se prolonge jusqu'à 9 h. 1/2 et 10 heures, pour permettre la mise en ordre des marchandises dans leurs rayons (2). »

(1) A propos des veillées, il est intéressant de noter que le « Bon Marché » qui jusqu'à ces derniers temps ne rétribuait point les veillées de son personnel, a décidé, le 20 décembre dernier, de payer un franc par heure supplémentaire ses employés des diverses catégories dont le salaire est fixe. Résultat curieux de cette décision : la période de fin décembre a nécessité un nombre de veillées beaucoup moins considérable que celui des années précédentes...

(2) *L'Employé*, 25 janvier 1906. — M. Besse, dans sa brochure sur

M. Artaud, dans un rapport présenté à l'Association pour la protection légale des travailleurs, rappelait également que dans les grands bazars, on commence à 8 heures du matin, on ne sort qu'à 10 heures du soir ; le samedi on veille quelquefois une heure et demie pour préparer l'étalage, les jours de fête on va jusqu'à 11 heures et minuit (1).

Ces durées excessives de travail qui ne sont ordinairement qu'exceptionnelles à Paris, sont plus fréquentes en province ; il suffit pour, s'en rendre compte, de consulter les tableaux publiés dans le rapport de M. Dalle au conseil supérieur du travail (1901) (2) ; on y voit que dans de nombreux départements, les employés des bazars et des magasins de nouveautés ou de confection, sont soumis en temps normal à une durée de travail variant entre 11 h. 1/2, 12 h. 1/2, 13 h. 1/2 et 14 heures. La situation n'a pas changé, puisque ces jours derniers, M. Besse, le distingué membre du Conseil supérieur du travail pouvait, dans une

l'employé de commerce et d'industrie, indique également « que chez le petit commerçant, l'employé est soumis d'une façon plus étroite aux caprices du patron et aux exigences de la clientèle ; c'est là que nous trouvons des journées de 13 à 14 heures de présence effective au magasin et la durée générale de la journée de travail est subordonnée à la fantaisie du patron et aux nécessités de la vente. »

(1) Les employés des petits magasins établis dans les passages subissent une durée de travail indéterminée ; il est, en outre, à remarquer que le défaut d'air et de lumière, la poussière soulevée par les nombreux passants constituent pour ces employés des conditions de travail déplorables.

(2) P. 37.

lettre adressée (1) à M. Justin Godart, secrétaire de la commission du travail, indiquer que d'après les renseignements fournis par les syndicats de Grenoble, un grand nombre d'établissements commerciaux abusaient de l'organisation d'expositions concurrentes et répétées : « Je puis même vous affirmer, écrivait M. Besse, que les journées de 14 et 16 heures ne sont pas rares, et qu'il est temps qu'une réglementation légale vienne mettre un frein à de pareils usages, incompatibles avec les progrès sociaux et les lois de la plus élémentaire humanité. »

Il est, à ce point de vue, parmi les employés de magasins, une catégorie d'employés dont la condition est particulièrement pénible, ce sont les garçons de magasins : chargés du balayage, du frottage des parquets, du nettoyage des glaces, ils doivent parfois arriver au magasin à 5 heures ou à 5 h. 1/2 du matin et ne sont jamais libres avant 8 heures du soir (2) ; ceux qui sont chargés des livraisons ne sont souvent pas de retour avant 11 heures du soir. De plus, à Paris et surtout en province (Lyon, Grenoble, Marseille, etc.), les garçons de magasin sont souvent logés dans des sous-sols infects (3) ou dans le magasin même, c'est-à-dire dans une atmosphère de

(1) Au nom du bureau de la Fédération des employés de France.

(2) Conditions de travail des garçons de magasins (Besse, *L'enseignement agricole des adultes, son utilité contre le chômage*, 1906, p. 18.

Appointements	Durée du travail	Temps de repas	Vacances
90-150 fr.	15 h. environ	1 h. 1/4	8 jours dans les
(suivant l'ancienneté)			grands magasins.

(3) Cf. XIV^e Congrès de la Fédération des Employés, Lyon, 1900, observation de M. Besse, compte-rendu, p. 87.

poussières, respirant un air qu'ont déjà respiré des centaines ou des milliers de personnes. Bien souvent d'ailleurs, dans les petits magasins, les vendeurs eux-mêmes sont obligés de coucher au magasin. « Dans beaucoup de maisons de peu d'importance, encore maintenant, malgré les inspecteurs du travail et toutes les lois sur la matière, le jeune vendeur couche de la façon suivante : la journée terminée et le magasin fermé, il descend au sous-sol, y prend dans une case numérotée un lit sommaire, composé d'un matelas, de draps et de couvertures, monte le tout au magasin, l'installe sur un comptoir et se couche sans autre forme de procès. (1). »

(1) *L'Employé*, 25 novembre 1905. L. Faussemagne.

Il est un commerce spécial, celui des journaux, qui impose aux travailleurs qu'il emploie, ceux qu'on appelle les « journalistes professionnels » un surmenage dont M. Pottier a donné une idée très nette dans un article publié en 1903 par la *Revue* ; — (*la Revue, Le prolétariat des journalistes*, Paul Pottier, 15 décembre 1903) et commenté en ces termes dans les *Questions pratiques de législat. ouvrière* (nov. 1904), p. 673. Dans cet article, on a rappelé avec raison que les journalistes sont aujourd'hui les ouvriers humbles d'une œuvre qu'ils ne connaissent pas et qui se prépare dans ces usines que sont devenus les journaux. On ne sait pas s'il faut les considérer comme des ouvriers ou comme des employés. Dans ces conditions, il est difficile qu'ils soient protégés par les lois sur l'hygiène et la salubrité industrielles. « Le petit reporter ne grandira pas, il restera petit reporter jusqu'à ce que, épuisé par la privation, brûlé par l'alcool, il meure à l'hôpital.

« On peut ainsi résumer le rude labeur qu'ils accomplissent moyennant leur faible salaire. Arrivée au bureau à midi. Lecture des journaux, distribution de la besogne.

A 1 h. 1/2, départ, déjeuner ; mise en train du travail à l'extérieur (enquêtes, recherches, interviews, récolte des informations et renseignements).

A 5 h. 1/2, rentrée au bureau ; compte rendu des courses effectuées dans l'après-midi, établissement du travail de rédaction.

2. — *Nourriture* (1).

La plupart des employés de magasins de nouveautés sont nourris par les patrons. Ordinairement, dans les grands magasins du moins, la nourriture est bonne ; j'ai pu me rendre compte par moi-même qu'au « Bon Marché » la cuisine est excellente ; chaque employé a droit au déjeuner composé :

d'un plat de viande ou œufs.

« « légumes.

« dessert.

et au choix, vin, bière ou lait (2).

Depuis une dizaine d'années, les employés n'ont plus droit au dîner (3)

A 8 h. 1/2, diner.

A 10 h., retour au bureau ; correction des épreuves ; travail complémentaire d'informations ; le rédacteur est à la disposition des événements.

A 1 h. du matin, cessation du travail à moins d'événements imprévus.

L'heure du déjeuner, celle du diner dans les journaux du matin, sont laissées à la merci des événements. L'irrégularité de ces heures, la hâte qui préside souvent aux repas déterminent chez les journalistes des maladies d'estomac ; l'effort que nécessite tous les jours leur travail les prédispose aux affections nerveuses. »

(1) La « table du soir », encore très répandue en province, retient l'employé jusqu'à 9 heures du soir.

(2) 1^{re} table : 10 h. 10. — 2^e table : 11 h. 10. — 3^e table : midi 10.

Il y a à 1 h. 10 une 4^e table pour les ouvrières : celles-ci ne sont pas nourries, mais peuvent prendre leur repas au magasin pour 0 fr. 75.

(3) Il est à remarquer que depuis la suppression du dîner, les employés ayant déjeuné à 10 h. 10, ne peuvent dîner au plus tôt, qu'à 7 heures 1/4 du soir, c'est-à-dire après la fermeture du magasin.

Au Louvre, les employés du sexe masculin ne sont plus nourris ; ils reçoivent, par contre, une indemnité de 1 fr. 25 pour prendre leur repas aux environs. Cette indemnité n'est, paraît-il, plus accordée aux employés nouveaux.

Les dames sont obligées de prendre leur déjeuner au magasin.

Au Bazar de l'Hôtel-de-Ville, les hommes ne sont pas nourris, mais les dames peuvent déjeuner au bazar, à la cantine, où moyennant 40 francs par mois, elles prennent les deux repas (hors d'œuvre, plat de viande, légume, dessert, carafon de vin, pain à discrétion).

A la Samaritaine, l'état délabré du réfectoire, la qualité de la nourriture ont provoqué ces temps derniers de très vives critiques : « Vos employés, pouvait-on lire dans la lettre ouverte adressée à M. Cognacq en juin 1909, se plaignent que leur réfectoire soit un taudis où s'étalent des détritits de toutes sortes... où l'air est irrespirable... protestent contre la mauvaise nourriture qu'on leur sert journellement : viande mal cuite, souvent brûlée, toujours servie froide, légumes immangeables..... etc ». D'après des renseignements recueillis de divers côtés, nous croyons ces allégations fort exagérées.

Mais si, en général, la nourriture des employés de magasins n'est pas mauvaise, on peut toutefois approuver les plaintes des employés au sujet du temps trop court

dont ils disposent pour déjeuner et de l'interdiction absolue de sortir du magasin.

Au Bon Marché, par exemple, l'employé dispose de 45 minutes pour déjeuner ; mais « ce que le règlement ne dit pas, c'est qu'on ne doit pas quitter son comptoir ou son service avant la sonnerie, et qu'une fois arrivé aux cuisines qui sont au 3^e étage, il faut prendre aux guichets (sept en tout pour 1.200 à 1.300 commis qui montent à la même heure) son plat de viande et son carafon (1). On se bouscule, on se remplit de taches et quand on arrive au guichet, on est littéralement écrasé... Conclusion : nous avons une moyenne de 30 minutes pour prendre nos repas » (2).

« Au Printemps, le personnel dispose pour son déjeuner de 45 minutes, y compris le temps de monter six étages, l'encombrement au guichet... : tout compte fait, il ne reste plus guère que 30 minutes pour déjeuner ; tant pis pour ceux qui attrapent des maux d'estomac (3). »

A la Samaritaine, les employés ont également trois quarts d'heure pour prendre leur repas, « trois quarts d'heure pendant lesquels ils doivent quitter leur rayon,

(1) Pour remédier dans une certaine mesure à ces inconvénients la direction du Bon Marché fait maintenant déposer à l'avance les carafons sur les tables : il a été créé trois guichets supplémentaires,

(2) *Tribune des employés*, juin 1909.

(3) *Ibid.*, février 1909. — Les D^{rs} Allix, Braine, Lucas, Sampolo, Tournay citent en première ligne, parmi les affections le plus fréquemment observées dans le personnel des grands magasins, les dyspepsies, la gastralgie, les troubles gastriques divers, la constipation, les hémorroïdes, etc. (D^r O'Followell, *op.cit.*)

traverser deux magasins et la rue, monter plusieurs étages pour atteindre le réfectoire, s'installer à table et... déjeûner (1).»

En province, dans les grandes villes, les employés disposent ordinairement d'une heure et demie [les employés mangent généralement chez eux et sont logés loin du magasin] ; dans les villes moyennes, ils disposent d'une heure un quart et dans les petites villes il ne leur est accordé qu'une heure (ils logent tout près du magasin), exemples : Lyon 1 h. 1/2 ; Grenoble, 1 h. 1/4 ; Saint-Etienne, 1 h. 1/4 ; Marseille, 1 h. 1/2 ; Bordeaux, 1 h. 1/2 ; Saint-Flour, 1 heure ; Limoges, 1 h. 1/2 ; Vienne (Isère), 1 heure ; Amboise, 1 heure ; Louviers, 1 heure.

Ce qui est encore et surtout regrettable, c'est que, dans la généralité des magasins, il ne soit pas permis aux employés de sortir de l'atmosphère malsaine dont nous parlions plus haut pour pouvoir emplir leurs poumons d'un air moins vicié.

Cette faculté de sortir peut, il est vrai, présenter certains inconvénients : si l'employé peut prendre son repas dehors, ou quitter le réfectoire, il se hâtera de déjeûner pour pouvoir, sitôt son repas achevé, prolonger une partie de billard ou de manille au café voisin, ce qui nuira non seulement à sa santé, mais aussi à son éducation et à sa bourse. Des chefs de rayon m'ont en outre indiqué que l'odeur du tabac rapportée par les employés

(1) Lettre ouverte à M. Cognacq (juin 1909).

à leur retour au magasin, incommoderait les clientes ; cette dernière considération, n'a, croyons-nous, aucune valeur ; qui oserait, en effet, soutenir que le souci de ne pas incommoder quelques clientes délicates doit primer celui de la vie de centaines d'employés ? D'ailleurs, ne pourrait on pas aménager les toits d'immenses magasins, comme le Bon Marché, le Louvre ou la Samaritaine pour y créer à l'usage des employés des jardins semblables aux terrasses des Galeries-Lafayette ? Tout en ne sortant pas du magasin, les employés pourraient respirer un air d'autant meilleur que les toits seraient plus élevés ! Mais tous les magasins ne pourraient offrir ces jardins à leurs employés : aussi devraient-ils accorder à ceux-ci une heure $1/2$ pour le déjeuner et la récréation (1), en fixant à trois quarts d'heure la durée du repas : pendant les trois autres quarts d'heure, les employés qui n'auraient guère le temps de jouer au café, pourraient fumer une cigarette dans les squares environnants.

(1) En ce sens : *LX^e Congrès de la Fédération des employés* (Bordeaux, 1902) : « Le Congrès réclame : l'obligation d'interrompre le travail pendant au moins 1 heure $1/2$ au moment du repas, la faculté de suspendre au moins un quart d'heure dans la matinée et dans l'après-midi et de prendre alors quelque nourriture.

En ce sens également : *XIV^e Congrès* (Lyon, 1907). Le Congrès émet le vœu que le patron soit obligé d'accorder à ses employés une heure $1/2$ au minimum pour la durée des repas.

3. — *Les vendeuses de magasins* (1).

Le sourire des charmantes vendeuses de magasins, sourire commandé, « même quand des larmes seraient si reposantes » (2), nous empêche souvent de songer aux conditions pénibles de leur travail.

Nombreux sont les médecins qui ont dénoncé le danger de la station verticale : « Elle engendre, chez les femmes surtout, des maladies, des infirmités variées et un anéantissement, un épuisement profond. C'est Le Fort qui, le premier, a bien étudié la pathogénie du pied plat valgus douloureux au point de vue professionnel. Ainsi que tous les observateurs qui l'ont précédé, il signale comme cause générale l'âge peu avancé des sujets, 16 à 18 ans, et comme cause spéciale les professions qui exigent non les longues marches, mais au contraire la station debout prolongée comme les valets de chambre, les employés de magasins, les garçons de café, etc... Surmenage et station debout sont encore les causes d'affections abdominales nombreuses, telles que les hernies, les éviscérations d'une part, les maladies des organes génito-urinaires d'autre part. C'est la ptose viscérale qui produit la première catégorie de maladies : ptose intestinale, ptose rénale, ptose utérine, etc. sont

(1) Certaines questions étudiées dans ce paragraphe concernent les employées de commerce en général : mais les vendeuses de magasins constituent d'ailleurs la majorité de ces employées.

(2) *Journal d'une demoiselle de magasin* (Tract. *Action populaire*, n° 211).

le résultat direct d'une trop longue station debout et de la descente toujours rapide et souvent même brutale d'un très grand nombre de marches d'escalier... (1). »

A la première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs tenue à Genève en 1908, la doctoresse Champendal déclarait également que la station verticale engendre des troubles circulatoires susceptibles de déterminer une congestion chronique dans les organes du bassin chez la femme... : cette congestion compromet d'avance l'accouchement par la formation de varicosités dans les organes internes. La station debout favorise aussi le déplacement, la chute des organes abdominaux (estomac, rein, intestins).

Dans un rapport présenté à l'Association pour la protection légale des travailleurs, Mme de la Ruelle indiquait les constatations suivantes du Dr Georges Petit, médecin en chef du dispensaire antituberculeux du XI^e arrondissement. « J'ai observé dans mon dispensaire un grand nombre de femmes, que des malaises généraux, quelques palpitations faisaient considérer comme des tuberculeuses, et qui, en réalité, n'étaient que des détraquées par le travail debout. Il suffit souvent d'un léger repos de quelques jours pour voir les symptômes s'amender. En revanche, la moindre cause peut déterminer une aggravation du mal ; c'est ainsi qu'une grossesse peut faire naître une altération défi-

(1) Drs O'Followell et Goudal, *op. cit.*

nitive du cœur, qu'une bronchite dégénère en tuberculose (1). »

Ces dangers de la station verticale ont, comme nous l'avons indiqué plus haut, ému les cœurs de nobles femmes et attiré l'attention du législateur. Mais avant la loi française du 29 décembre 1900 (2), d'autres pays possédaient déjà des dispositions légales concernant les sièges (3). La loi anglaise du 9 août 1899 prescrit que « dans toutes les salles d'un magasin ou autres locaux actuellement consacrés à la vente au détail et où des femmes sont employées comme vendeuses, le négociant employeur doit veiller à ce que des sièges soient installés derrière le comptoir ou en tel lieu approprié et en proportion d'un siège au moins pour trois femmes employées dans chaque salle ».

En 1899, la caisse de maladie des commerçants de Berlin avait fait une enquête auprès de tous les médecins en rapport avec elle sur les inconvénients que pouvait présenter pour la santé des femmes le défaut de sièges dans les magasins : la question essentielle était la suivante : pensez-vous qu'une trop longue station debout amène des perturbations morbides de l'organisme ? Sur 266 médecins ayant répondu à l'enquête, 240 firent

(1) Rapport de Mme de la Ruelle sur l'extension de la loi du 29 décembre 1900 aux femmes employées dans l'industrie. *A. P. L. T.*, 5 avril 1906.

(2) Voir plus haut, p. 9 et suiv., notre étude des travaux préparatoires et du texte de la loi.

(3) Cf. Sourbès, *Hygiène des travailleurs adultes*, Larose, 1905.

une réponse nettement affirmative, 22 la firent avec réserves ; quatre docteurs seulement répondirent négativement. A la suite de cette enquête, le Conseil fédéral, en vertu de l'article 139 h. de la Gewerbeordnung lequel se réfère à l'article 62 du nouveau Code de commerce allemand (1), rendit l'ordonnance du 30 novembre 1900 (2), aux termes de laquelle : « Dans ceux des locaux des maisons de commerce publiques, où l'on sert la clientèle, ainsi que dans les bureaux annexes, il doit se trouver à l'usage des employés et apprentis y travaillant, un nombre suffisant de sièges par rapport à l'effectif de ce personnel. Pour celui occupé à servir les clients, les sièges doivent pouvoir être installés de façon à pouvoir être utilisés même pendant de courtes interruptions de travail. L'usage des sièges doit être permis aux personnes mentionnées durant le temps où leur besogne ne s'y oppose pas. Reste intacte la faculté pour les autorités compétentes de fixer par la voie de l'arrêté à l'égard de certains magasins publics (§ 139 g. Gew. Ordn.) ou par celle de l'ordonnance collective pour l'ensemble des magasins publics de leur ressort (§ 139 h., al. 2), les conditions spéciales que doit

(1) Article 62 du Code de commerce : « Le patron est obligé d'organiser et d'entretenir les locaux de l'établissement ainsi que le mobilier et les instruments qui les garnissent, et de régler le mode d'exploitation et les heures de travail, de façon que la santé des employés soit protégée et qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux bonnes mœurs ni aux convenances. »

(2) Cf. *Das Recht des Handlungsgehilfen*, p. 20 ; Deutschnationaler Handlungsgehilfen Verband (Hambourg).

présenter l'installation des sièges par rapport à l'effectif du personnel auquel ils sont destinés, de même qu'au point de vue de leur emplacement et de leur nature. »

Aux Etats-Unis, à la fin de 1903, l'obligation de fournir des sièges existait dans 31 Etats (1).

La Floride possède, depuis le 3 juin 1899, une loi sur les sièges particulièrement bien rédigée : « Tous les marchands et patrons qui emploient des demoiselles de magasins, des vendeurs, des caissiers ou caissières ou autres employés de commerce, obligés de se tenir debout ou de se mouvoir pendant leurs occupations, sont tenus, par la présente loi, de fournir à leurs propres frais, des chaises, sièges ou strapontins, attachés aux comptoirs ou aux murs, dont ces employés pourront faire usage quand ils ne seront pas occupés et qu'il ne leur sera pas nécessaire d'être debout pour vaquer à leur besogne. Ces marchands et patrons sont tenus de permettre à leurs employés de faire un usage raisonnable de ces sièges, pendant leur travail, pour prendre le repos qui leur est nécessaire, quand cet usage n'est pas contraire aux obligations humaines et raisonnables de leur emploi. » Il est intéressant de remarquer que cette loi, ainsi que l'ordonnance allemande du 30 novem-

(1) Californie, Colorado, Connecticut, Delaware, Géorgie, Illinois, Indiana, Louisiane, Maryland, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Nebraska, New-Hampshire, New-Jersey, New-York, Dakota Sud, Ohio, Pensylvanie, Rhode-Island, Virginie, Washington. Wisconsin, Alabama, Floride, Iowa, Kansas, Missouri, Caroline Sud, Utah, Virginie occidentale, Wyoming [Tableau dressé par le bureau du travail de l'Etat de New-York]

bre 1900, prescrit aux patrons de mettre des sièges à la disposition de leur personnel, sans distinction de sexe ; nous aurons d'ailleurs plus loin l'occasion de revenir sur ce point.

La loi belge du 25 juin 1905 a reproduit dans son article 1^{er}, § 1, l'article 1^{er} de la loi française, mais a comblé une lacune de celle-ci, en ajoutant dans le paragraphe 2 : l'usage de ces sièges devra être permis aux employées pendant le temps où leur besogne ne s'y oppose pas (1). »

Quels ont été, en France, les résultats obtenus par la loi du 29 décembre 1900 ? -- Les tabourets ou strapon-tins existent, peut-on dire, dans tous les magasins à l'heure actuelle ; dans un certain nombre, les vendeuses ont toute facilité pour s'asseoir. Néanmoins, si l'on consulte les rapports d'inspecteurs ou inspectrices du travail, on s'aperçoit que dans beaucoup de magasins, il est impossible pour les vendeuses de se servir de leurs sièges (2).

Dans certains grands magasins, cette impossibilité provient de la trop nombreuse clientèle ; les vendeuses du Louvre, par exemple, bien que jouissant de toute facilité pour se reposer, ne peuvent guère s'asseoir que quelques minutes vers midi ou une heure ; l'une d'elles me disait dernièrement : « Ce n'est guère notre intérêt de nous asseoir ! »

(1) Cf. *Bull. off. trav.*, octobre 1905.

(2) Actuellement, la Ligue sociale d'acheteurs fait une enquête sur l'inobservation de la loi du 29 décembre 1900.

Dans d'autres magasins trop nombreux encore, l'impossibilité pour les vendeuses d'user de leurs sièges provient de la volonté patronale. « La loi est partout appliquée en apparence, dit M. Laporte : des sièges existent : peut-on s'en servir ? C'est ce que nous ne pouvons affirmer (1). » De même M. Le Roy, inspecteur de la 9^e circonscription : « La seule observation à faire, c'est que, comme partout ailleurs, sans doute, les commises qui font usage de leurs sièges sont souvent mal vues et s'exposent à un renvoi pour un autre motif. »

En 1905, M. Jacques, inspecteur de la 3^e circonscription : « L'application de la loi du 29 décembre 1900 est toujours aussi illusoire dans un grand nombre de magasins où il est défendu aux dames employées de s'asseoir... (2). »

Ces jours derniers, on nous a même indiqué que dans certains magasins, les vendeuses que l'on surprenait assises, étaient contraintes à payer des amendes. Il est malheureusement à peu près impossible de prouver l'existence de ces prohibitions. « Le service, dit M. Lagard, inspecteur de la 10^e circonscription, a reçu des plaintes contre un bazar occupant une centaine de femmes auxquelles on défendait de se servir des tabourets mis à leur disposition. Au cours de l'enquête motivée par ces plaintes, le directeur de l'établissement s'est énergiquement élevé contre de tels dires, et le service

(1) *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail*, 1903, p. 21.

(2) *Rapports sur les lois réglementant le travail*, 1905, p. 74.

n'a pu établir la contravention (1) »... « Des sièges existent dans les magasins, dit M. Gouttes, inspecteur de la 8^e circonscription, et si la loi ne reçoit qu'en partie satisfaction, c'est que le service ne peut connaître si défense est faite ou non de s'asseoir... » (2).

Ce qu'il faut donc, c'est arriver à faire comprendre aux commerçants la nécessité des prescriptions légales, c'est inviter leurs clients à veiller eux-mêmes à l'application de la loi. Aux observations faites par des inspectrices ou des clientes, les directeurs de magasins font toujours, en effet, la réponse suivante : « Le client, s'il voit une vendeuse assise, pourra conclure que le magasin ne fait pas d'affaires. D'autre part, il pensera que le personnel du magasin n'est pas suffisamment dressé à l'obligeance et à l'amabilité. » « Nous autres clientes, s'écriait Mme Brunhes, nous sommes donc la seule cause d'une mesure véritablement homicide ; il me semble que nous ne pouvons porter plus longtemps le poids de cette responsabilité (3).

La première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, réunie à Genève en 1908, a, d'ailleurs, voté le vœu suivant :

« Considérant que c'est pour satisfaire la clientèle que les patrons exigent des vendeuses qu'elles se tiennent debout même lorsqu'elles n'ont pas de clients à

(1) *Ibid.*, 1904, p. 248.

(2) *Ibid.*, 1906, p. 224.

(3) *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*, 1^{er} trimestre 1909.

servir, la Conférence rappelle à tous les acheteurs que c'est à eux au contraire d'exiger dans tous les magasins de vente que les jeunes filles ou femmes inoccupées soient assises... »

Si l'obligation de la station verticale est la principale cause de fatigue pour les vendeuses de magasins, bien d'autres dangers de toutes sortes menacent leur santé physique ou morale, dangers qu'a si bien mis en relief l'auteur du *Bonheur des dames*.

Ne bénéficiant pas de la loi de 1892, les vendeuses de magasins, et les employées de commerce en général, ont particulièrement à souffrir de la trop longue durée d'un travail qui les oblige à avoir les bras tendus, élevés continuellement, à soulever des pièces ou des paquets parfois très lourds : « Rien n'est plus préjudiciable à leur santé et aux événements heureux et prévus de leur vie de femmes et d'épouses (1). »

Jusqu'à ces derniers temps, aucune disposition légale ne protégeait en France la maternité des ouvrières et employées. Mais, d'une part, une loi du 27 novembre 1909 a décidé que « la suspension du travail par la femme, soit pendant le mois qui précède le terme présumé de la grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement, ne peut à elle seule être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce, à peine de dommages-intérêts, au profit de

(1) Besse, *L'employé de commerce et d'industrie*, 1900.

la partie lésée.... » ; d'autre part, le décret du 28 décembre 1909 pris en vertu de la loi du 30 avril 1909, interdit de « faire porter, pousser ou traîner une charge quelconque par des femmes dans les trois semaines qui suivent leurs couches ». Mais ce sont encore là des dispositions insuffisantes. M. le Dr Fauquet, dans un rapport présenté le 29 janvier 1903 à l'Association pour la protection légale des travailleurs, M. P. Gemähling, dans un tract de l'Action populaire ont réuni les opinions de nombreux docteurs, affirmant la nécessité d'un repos absolu plus ou moins prolongé avant et après les couches ; malgré les efforts de MM. Strauss et Dron, les propositions tendant à garantir ce repos aux ouvrières et employées ont échoué devant la nécessité de leur accorder une indemnité compensatrice. « Il y a là (dans notre législation) une lacune que l'on ne peut reconnaître sans quelque honte. Elles ne sont pas nombreuses les législations européennes auxquelles pareil reproche peut être adressé (1). »

Certains directeurs de magasins accordent des indemnités à leurs employées au moment de leurs couches (2) : c'est ainsi qu'au Louvre, depuis 1892, les femmes mariées, ouvrières ou auxiliaires, ayant plus d'une année de présence, ont droit à un repos rémunéré de six semaines. L'allocation est au moins égale

(1) Raoul Jay, *La protection légale des travailleurs*, 1910.

(2) Grands Magasins du Louvre, institutions créées en faveur des employés. — Artaud, *La question de l'employé*.

au traitement et jamais inférieure à 75 francs. La moyenne des indemnités accordées depuis 1893 est de 87 fr. 70, les sommes distribuées jusqu'en 1906 s'élevaient à l'occasion de 484 accouchements à 44.161 fr.80. Au Bon Marché, une allocation de 100 francs est accordée aux employées en couches ; au Printemps, l'indemnité s'élève à 200 francs. Mais ce sont là des initiatives isolées qui ne se rencontrent que rarement dans les maisons de commerce petites et moyennes, où jusqu'ici bien souvent la conservation de l'emploi n'était même pas garantie à l'employée (1).

Tout récemment, la loi du 15 mars 1910 a été votée sur la proposition de M. Betoulle, député. L'article premier déclare « qu'un congé de deux mois avec traitement entier, en dehors des congés pour maladie prévus par

(1) Le 8 juillet 1890, à la tribune de la Chambre, M. de Mun citait, à ce propos, un fait particulièrement poignant : « Une femme du monde, disait-il, en visitant à Paris les familles ouvrières signalées à sa bienfaisance, soigna récemment une jeune femme accouchée le matin dans de terribles souffrances et dans des conditions graves pour sa vie. Comme elle s'informait de ses ressources et du temps de repos que lui laisserait son travail pour réparer ses forces, elle apprit que la jeune accouchée était employée chez une fleuriste en renom et qu'elle devait y retourner dès le lendemain sous peine d'être renvoyée. Ne pouvant croire à une exigence si cruelle, la dame charitable courut au magasin, où, d'ailleurs, elle se fournissait parfois ; elle dit quelle était exactement la situation de la malade et demanda, avec de vives instances, qu'un délai plus humain lui fût accordé. Mais on lui répondit qu'on ne voulait pas savoir si elle accouchait ou si elle n'accouchait pas ; que la jeune vendeuse plaisait à la clientèle par sa figure agréable, qu'elle faisait faire ainsi de belles affaires chaque jour et qu'on ne pouvait se passer de ses services à moins qu'elle ne fût remplacée » (Cité par P. Gemähling, *op. cit.*).

le décret du 9 novembre 1853, est accordé aux institutrices, moitié avant, moitié après les couches. Les institutrices ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé ; en cas contraire, la prolongation du congé nécessaire leur est accordée aux conditions du congé lui-même, jusqu'à concurrence de deux mois. » Il est à souhaiter que cette intéressante et nouvelle disposition légale ne soit bientôt plus isolée dans notre législation, et que les ouvrières et employées ne tardent pas à jouir du repos si nécessaire désormais accordé aux institutrices (1).

C'est dans les petites maisons de détail que la condition des vendeuses est particulièrement pénible. « Là, la journée commencée soit à 7 h. 3/4, soit même à 7 h. 1/2, ne se termine qu'à 8 heures et 8 h. 1/2. Elle est coupée à midi par un court repos qui, dans bien des cas, n'excède pas trois quarts d'heure. Dès l'arrivée, la jeune fille époussette les rayons et fait l'étalage sur le trottoir, l'étalage qu'elle surveille ensuite toute la journée, car, dans ces maisons où l'on ne vend que de la camelote, la totalité de la vente est faite à la porte. Et comme le salaire mensuel est de 50 à 60 francs, la

(1) Cf. *Congrès de la Fédération des employés de France*, 1900. « Le Congrès réclame de toutes ses forces... l'interdiction du travail pour les femmes enceintes ou récemment accouchées durant six semaines à l'époque de leurs couches, avec indemnité quotidienne égale au moins à leur salaire, à la charge des communes. »

Vœu dans le même sens. 2^e Congrès international des Employés (Bruxelles, 1903).

guelle est un appoint trop important pour que l'employée se résigne à rester dans le magasin où l'on ne vend à peu près rien. Le samedi soir, on reste jusqu'à neuf ou dix heures, et il n'est pas rare qu'il soit refusé à l'employée même le temps strictement nécessaire pour se restaurer, et pourtant, par les froids, une nourriture substantielle serait nécessaire pour pouvoir rester aussi longtemps exposée aux intempéries, debout, dans la bise ou sous la pluie dont la tente ouverte ne protège pas suffisamment (1). »

Nous nous étendrons plus longuement sur les dangers physiques et moraux que peut présenter pour les femmes la vente aux étalages extérieurs (2) ; en nous inspirant de travaux statistiques et d'études faites en Allemagne, nous voudrions seulement insister encore quelque peu sur les conséquences physiques redoutables que peuvent produire sur la santé des femmes employées dans le commerce les fâcheuses conditions de travail que nous venons d'indiquer.

Le tableau suivant dressé d'après les statistiques des caisses de maladies allemandes montre tout d'abord que les femmes employées dans le commerce sont plus souvent et plus longtemps éprouvées par la maladie que leurs compagnons masculins : il fait en outre ressortir que la moyenne du nombre et de la durée de leurs ma-

(1) *Tribune des employés*, février 1909.

(2) Voir p. 106 notre chapitre sur les étalages.

ladies est plus élevée que celle des maladies de toutes les ouvrières de l'Empire.

	Malades sur 100 travailleurs				Durée moyenne de l'incapacité de travail			
	Employés de commerce		Moyenne générale de l'Empire		Employés de commerce		Moyenne générale de l'Empire	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
1906								
Barmen.	27,56	32,25			16,01	19,89		
Berlin.	38,27	41,52			25,77	33,35		
Hambourg.	39,94	44,72			—	—		
Magdebourg.	36,05	49,23			15,1	18,1		
D. Handl. Verband.	20,76	—			20,66	—		
Verb. K. K. G.	—	26,31			—	22,39		
	32,52	38,81			19,39	23,43		
1905								
Barmen.	30,23	28,05			14,48	23,71		
Berlin.	37,83	41,93			26,67	34,62		
Breslau.	42,70	53,75			23,16	28,48		
Hambourg.	42,17	54,04			19,67	28,51		
Mannheim.	30,73	58,08			17,91	19,27		
Strasbourg.	45,6	45,3			16,70	18,78		
D. Handl. Verband.	25,21	—			18,74	—		
Kauf. Verb.f. Weibl.	—	22,21			—	28,04		
Arb.	36,35	43,34	42,52	35,04	19,62	25,92	18,52	23,44
1904	33,15	42,35	42,29	35,39	21,27	26,31	18,40	23,24

Recherchant les causes de cette infériorité physique de la femme employée dans le commerce, l'auteur d'une petite brochure publiée par le syndicat de Hambourg⁽¹⁾, déclare que ce n'est pas impunément qu'une femme doit

(1) *Frauenarbeit im Handel* (Hambourg, 1907). — Ces causes ne sont pas particulières à l'Allemagne, mais se retrouvent dans tous les pays. — Cf. également *Deutsche Handelswacht*, Hambourg, 1^{er} février 1905,

travailler pendant treize heures, le corps comprimé dans une « armature de baleines » (Fischbeinpanzer) : la vendeuse doit, en effet, toujours être bien mise, et souvent économiser sur sa nourriture ce qu'elle est obligée de consacrer à sa toilette. De plus, bien souvent, l'employée de commerce ne dispose pas d'un temps suffisant pour prendre ses repas ; si, par raison d'économie, elle vient déjeuner en famille, elle doit, aussitôt le repas terminé, courir pour rentrer au magasin à l'heure fixée... « La plupart des employées, peut-on lire dans le rapport (1902) de la caisse locale de maladies des employés de commerce de Munich, ne gagnent que 60 francs par mois. Si l'on considère que beaucoup d'entre elles sont, avec ces maigres ressources, obligées de soutenir de vieux parents, on constate que c'est la nourriture qui doit, le plus souvent, manquer à ces jeunes filles, surtout à l'âge de leur plein développement... ; quoi d'étonnant que les autorités médicales dénoncent comme maladies professionnelles, la chlorose, l'anémie, les douleurs d'estomac tenaces, des maladies nerveuses, surtout lorsque l'on constate qu'après un séjour au sanatorium, une bonne nourriture et le bon air permettent à ces jeunes filles de reprendre leur travail... »

De Hollande, on m'écrit également que la commission d'Amsterdam a constaté la fréquence des maladies chez les employées de commerce ; un travail trop long et trop fatigant épuise particulièrement les employées des magasins de mercerie et d'articles de toilette pour dames.

Les enquêtes poursuivies à Lucerne (1) et Zurich (2) ont fait ressortir l'existence d'abus semblables en Suisse.

A Lucerne, plusieurs jeunes filles étaient astreintes à 13 heures de travail journalier en moyenne, un grand nombre à 11 heures. Une vendeuse de confiserie, astreinte à 17 heures de travail, envoya son questionnaire par l'entremise de sa mère, en disant que ses maîtres l'avaient grondée d'avoir reçu et accepté la circulaire.. Pour les apprentis de 19 ans, les conditions de travail étaient les suivantes : commencement du travail à 6 heures du matin, suspension à 11 heures ou 12 heures du soir ou plus tard encore ; les repas souvent pris debout ; même travail le dimanche que la semaine : aucun jour libre. Gage mensuel : 30 francs avec pension et chambre etc... ; beaucoup de vendeuses se plaignaient de ne pouvoir jamais ou presque jamais s'asseoir.

L'enquête de Zurich révéla des abus semblables. Cette fâcheuse condition des employées de commerce, et plus particulièrement des employées de magasins est donc générale. Nous verrons dans notre troisième partie quels sont les remèdes les plus efficaces que l'on peut y apporter.

(1) Enquête faite à Lucerne par le *Katholischer Volksverein*, juin-sept. 1905). Cf. *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*, 1^{er} trim. 1907 (Mme de Gottrau-Watreville).

(2) Enquête faite par la *Volkswirtschaftsdirection* du canton de Zurich (oct. 1906). — Cf. *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*, 3^e trim. 1907, Ed. Platzhoff.

CHAPITRE III

LES EMPLOYÉS OU OUVRIERS DE L'ALIMENTATION ET PROFESSIONS SIMILAIRES.

Certains auteurs déclarent que la majorité des travailleurs de « l'alimentation » et professions similaires (cuisiniers, pâtissiers, limonadiers, coiffeurs, préparateurs de pharmacies) ne doivent pas être compris dans la catégorie des employés de commerce ; par contre, la statistique officielle les range parmi les employés. Si, avec M. Pic, on réserve le titre de commis ou employé « aux auxiliaires du commerce dont le travail présente un caractère d'ordre plutôt intellectuel que matériel » (1), si l'on considère qu'ordinairement l'employé participe uniquement à la vente et non à la confection du produit, il faut appeler les salariés de l'alimentation des « ouvriers du commerce » (2). Néanmoins, il en est beaucoup parmi ceux-ci dont le rôle n'est pas absolument déterminé, qui vendent le produit à la confection duquel ils ont pris une plus ou moins grande part. La délimitation

(1) Paul Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 621. — Cf. également d'intéressants développements sur le terme « employé » et la classe des employés dans la *Réforme sociale*, 16 mai 1909. *Les employés*. — V. Brants.

(2) Artaud, *op. cit.*, p. III.

n'est donc pas absolument nette. Ce qui est certain toutefois, c'est qu'au point de vue hygiénique, employés ou ouvriers de l'alimentation et des professions similaires sont victimes des pires abus ; aussi avons-nous cru nécessaire de leur consacrer ce chapitre. Nous présenterons d'abord d'une façon générale les mauvaises conditions dans lesquelles doivent travailler les employés de l'alimentation ; nous étudierons ensuite le principal abus dont à juste titre ils se plaignent particulièrement : le couchage.

§ 1. — Conditions de travail.

Durée excessive du travail.

Le mois dernier (février 1910), me rencontrant un soir dans une réunion avec quelques jeunes employés de l'alimentation, j'étais frappé de voir quelle lassitude accablait ces enfants : les uns cherchaient à lutter contre le sommeil, mais plusieurs, facilement vaincus, laissaient reposer sur les tables leurs petites têtes coiffées de toques blanches. L'un d'eux, employé dans une modeste épicerie du quartier Saint-Sulpice, me déclarait qu'il travaillait de 6 heures du matin à 8 heures du soir ! Et combien d'autres sont soumis à un labeur aussi prolongé ! C'est, en effet, dans les professions de l'alimentation et professions similaires que se rencontrent d'une façon générale les journées de travail les plus longues. Les dépositions de patrons et d'employés consignées

dans le rapport de M. Dalle, l'enquête de l'Office du travail, les enquêtes plus récentes de la Jeunesse Catholique (Congrès d'Albi) et de M. l'abbé Mény, font toutes ressortir que les employés de l'alimentation sont astreints à des journées de travail de 13, 14, 16 heures et parfois davantage.

Il suffit de sortir vers neuf heures du soir, pour constater que c'est seulement à cette heure tardive que les commis épiciers baissent les rideaux de fer des boutiques ; bien souvent encore, une fois le magasin fermé au public, les commis sont astreints au « paquetage » des marchandises ; or, leur travail commence à 6 heures 1/2 du matin, en été, 7 heures, en hiver (1)..., ce qui représente donc 14 à 15 heures de travail.

Dans la boucherie et la charcuterie, le travail commence généralement vers 5 heures du matin pour ne se terminer qu'à 8 heures ou 8 h. 1/2 seulement dans les centres populeux. « Il se prolonge jusqu'à 10 heures du soir quand on doit attendre la viande achetée à l'abattoir. Souvent elle est apportée après dîner si le patron s'est rendu aux abattoirs de la Villette après 3 heures de l'après-midi ; si surtout, voulant bénéficier de la gratuité du transport à domicile, il l'achète aux

(1) Cf. Rapp. Dalle, p. 33. Note du Syndicat de l'épicerie française (Syndicat patronal). D'une façon générale, les épiceries parisiennes ouvrent entre 7 heures et 7 h. 1/2 l'hiver et de 6 h. 1/2 à 7 heures, l'été. La fermeture se fait presque généralement à 9 heures du soir en toutes saisons.

abattoirs de Vaugirard, dont les livraisons sont très tardives » (1).

En province la situation est identique ; si l'on consulte les tableaux du rapport de M. Dalle, on voit que la durée du travail des bouchers varie entre 14 heures et 17 heures dans les départements suivants : Aisne, Bouches-du-Rhône, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gironde, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Manche, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Mayenne, Pas-de-Calais, etc. ; or, la plupart des indications ainsi relatées ont été fournies par les syndicats patronaux. Mais, dira-t-on peut-être, ce travail quoique prolongé n'est pas toujours intense ; dans la boucherie particulièrement, il doit y avoir dans la journée des moments d'accalmie ; à cette observation M. Vénot (2) faisait la réponse suivante : « Dans les boucheries, le patron trouve toujours quelque chose à faire faire à ses employés. Le premier travail commence à 4 heures du matin et se termine à 2 heures de l'après-midi. Nous avons une heure pour les deux repas. A 2 heures, les rangements commencent, puis arrive la clientèle du soir. Il faut préparer les commandes et les livrer, et le travail devient alors plus actif que celui du matin ; il y a une heure de ralentissement, mais jamais de repos. »

(1) Abbé G. Mény, *Le jeune boucher à Paris* (Tract Act. Populaire, n° 165).

(2) Rapp. Dalle. Déposition du délégué de la Chambre syndical ouvrière de la boucherie.

La journée de travail est encore plus abusivement prolongée, dans la boulangerie et la pâtisserie. Dans son récent et très intéressant ouvrage sur le travail de nuit dans la boulangerie, M. Maurice Bouteloup constate que la durée du travail atteint parfois une longueur scandaleuse de seize, dix-huit et vingt heures.

Dans l'enquête préparatoire au Congrès de la Jeunesse Catholique à Albi (1905), il a été signalé que dans les pâtisseries, des enfants de 13 à 14 ans étaient astreints à un travail journalier de 15 heures (1).

« La journée du petit marmiton commence à sept heures en semaine, le dimanche à six et souvent à cinq heures les jours de fête et les veilles de grandes fêtes... En temps normal, le travail des apprentis finit vers huit heures du soir, sauf pour celui dont c'est le tour de prendre la garde et qui reste jusqu'à dix heures ; on attend même parfois la sortie des théâtres pour livrer les dernières commandes... Aux jours de fête, tel Noël avec ses réveillons joyeux, il n'est pas rare de voir ces enfants faire jusqu'à dix-huit et vingt heures consécutives (2). »

Dans les hôtels et les restaurants, les cuisiniers commencent le travail à 8 heures du matin pour ne le terminer qu'à 9 heures du soir, mais se reposent ordinai-

(1) Dossier, cote 4 bis. — Cf. également *Gaulois*, 7 mars 1908, article de M. de Mun, et communication de M. Piot à l'A. P. L. T. (séance du 10 mars 1906).

(2) Abbé Mény, *Nos petits marmitons* ; tract Act. pop., n° 71. — Il est à remarquer que bien souvent les employés de pâtisseries comme de boucheries et d'épiceries n'ont pas la faculté de s'asseoir pendant ces longues journées de travail.

rement de 2 heures à 4 heures : toutefois, le plongeur et « l'officier » commencent le travail à 6 heures du matin (1).

Dans les salons de coiffure, la durée du travail est de 14 heures ; les samedis et veilles de fête, elle est de 15 heures (2). En province, la journée est aussi longue : Saint-Jean d'Angély, 14 heures ; Nantes, 13 heures ; Libourne, 14 heures, etc. (3).

C'est néanmoins dans les cafés et brasseries que l'on trouve d'une façon normale les journées de travail les plus longues : d'après les renseignements qui nous ont été tout récemment fournis, la journée est de 15 heures pour les maisons de premier ordre ; le garçon finissant à 2 heures du matin reprend son travail à 10 heures du matin. Dans beaucoup de brasseries, la journée est de 16 à 18 heures, quelquefois 20 heures, les garçons commencent à travailler à 9 heures du matin pour ne terminer que le lendemain matin à 3 heures ; encore faut-il souvent ajouter le temps de fermer l'établissement, ce qui prend 20 à 30 minutes. En province également la journée des garçons de cafés varie entre 14 et 16 heures (4).

Enfin, les préparateurs en pharmacie se plaignent de

(1) Cf. *Enquête de l'Office du travail*. — du Maroussem, 1893.

(2) *Note de la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris*, Rapp. Dalle, p. 35.

(3) Cf. *Enquête Jeunesse catholique*, cotes 32-45, 71-72 et Rapport Dalle, *Tableau général pour la province*, p. 42.

(4) *Enquête Jeunesse catholique*, cotes 29, 57, 72.

journées trop longues : « En raison du caractère humanitaire de notre profession, disait M. Langlois, délégué du Havre au II^e Congrès des préparateurs (1), nous ne pouvons prétendre à la journée de huit heures ; mais de 8 heures à 15 heures que nous fournissons, il y a vraiment un abus .. » ; cet abus est d'autant plus grand que le préparateur, une fois sa journée de travail terminée, ne peut pas jouir d'un repos complet ; dans beaucoup de pharmacies, c'est, en effet, lui qui doit assurer le service de nuit (2).

Ces divers exemples montrent nettement combien

(1) *Deuxième Congrès national des Préparateurs en pharmacie et parties similaires*, septembre 1904.

(2) On a fort discuté la question de savoir si les boutiques de pharmaciens devaient être assimilées aux établissements commerciaux, et comme tels soumis à la loi du 11 juillet 1903. Aussi avons-nous cru intéressant de reproduire ici le texte de l'arrêt qui a tranché cette question et les principaux passages du rapport de M. le conseiller Petitier (Arrêt du 25 mai 1905, Cour de cass., ch. crim.), *Bull. Insp. du travail*, 1905, p. 179. — « La question de savoir si les pharmaciens sont ou non des commerçants a jadis été discutée. Elle ne l'est plus ; l'affirmative a prévalu tant en doctrine qu'en jurisprudence. On s'était appuyé, dans le sens de la négative, sur ces considérations que la profession de pharmacien n'est pas libre, qu'on ne la peut embrasser qu'après avoir fait des études scientifiques et qu'en justifiant de certaines conditions de capacité... Dans l'opinion contraire qui a prévalu, on fait remarquer que ce qui constitue essentiellement l'exercice de la pharmacie, c'est l'achat de substances et de drogues pour les revendre dans un but de spéculation, soit à l'état naturel, soit après leur avoir fait subir une préparation ; que sous l'ancien régime les pharmaciens étaient rangés dans le second corps des marchands, celui de l'épicerie, ... que les études requises pour être pharmacien ne modifient pas plus la nature de leur profession que les conditions exigées pour être courtier ou agent de change n'enlèvent à ces derniers le caractère de commer-

les employés et ouvriers des différentes corporations de l'alimentation sont encore astreints à des journées de travail beaucoup trop longues : plusieurs d'entre eux doivent en outre travailler dans des conditions notoirement antihygiéniques.

Défaut d'hygiène des locaux de travail.

La plupart des laboratoires des pâtisseries ou charcuteries, les cuisines de presque tous les restaurants sont situés dans des sous-sols. L'humidité, le défaut d'éclairage et d'aération rendent le séjour dans les sous-sols très dangereux pour la santé (1) ; aussi le travail qui y est effectué doit-il être particulièrement pénible quand, à ce défaut d'éclairage et d'aération, vient se joindre une chaleur extrême produite par les fourneaux des cuisines. « Le séjour dans les cuisines des pâtisseries est terrible. Elles sont étroites, situées souvent dans des sous-sols parfois sans aération aucune, quand les loca-

cants... De nombreux arrêts de jurisprudence ont proclamé la commercialité de la profession de pharmacien.

ARRÊT : — Attendu que l'exercice de la pharmacie consiste à acheter des médicaments ou substances médicamenteuses pour les revendre dans un but de spéculation, soit dans le même état, soit après leur avoir fait subir une préparation ; qu'il s'ensuit que la profession de pharmacien est commerciale, que la réglementation dont elle est l'objet dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques, non plus que les conditions d'aptitude exigées de ceux qui s'y destinent ne sauraient en modifier le caractère.....

(1) Cf. Vœu, *III^e Congrès de l'hygiène des travailleurs*, 1907 : Le Congrès émet le vœu : qu'aucune autorisation ne soit donnée à l'ouverture d'installation de fabrication des produits de l'alimentation, dans les sous-sols jusqu'à complète extinction.

taires de la maison se plaignent des mauvaises odeurs et exigent la fermeture des fenêtres... La chaleur s'élève à 30 degrés dès le mois d'avril pour monter jusqu'à 45 degrés durant le fort de l'été. Ajoutez l'oxyde de carbone qui se dégage en grande quantité des plaques de fonte rougies des vastes fourneaux ; les émanations des vieux os conservés dans un coin et dont la vente constitue le bénéfice du plongeur ou du marmiton qui le remplace ; le mauvais goût des eaux de vaisselle ; celui des résidus des casseroles et détritiques de toute sorte gardés jusqu'à six et huit jours (1). Parfois la proximité des cabinets, assez souvent mal tenus, apporte de nouvelles complications, surtout dans le cas fréquent où les cuisines se trouvent en contre-bas de l'égout (2). » Bien souvent, ces cuisines sont en outre fort mal tenues ; les sauces répandues et les débris de toute sorte accumulés sur le plancher forment dans quelques établissements un revêtement épais tout bosselé qui s'oppose au nettoyage (3).

Le travail dans les cuisines de restaurants est encore plus terrible : « Un personnel quelquefois fort nombreux y est occupé, ruisselant de sueur, devant trois ou qua-

(1) Cf. Rapport de M. Jaraczewski, inspecteur, 6^e circ., 1905 : « L'inspecteur de Rouen s'est efforcé de mettre fin à une pratique en usage dans les cuisines de restaurant, les laboratoires de pâtisseries et de charcutier : elle consistait à jeter dans des barriques qui n'étaient jamais nettoyées, les épluchures et débris organiques inutilisables. »

(2) Abbé Mény, *Nos petits marmitons*, op. cit.

(3) Cf. Rapport Gouttes, 8^e circ., 1905.

tre bouches du fourneau, un gril et une broche. En plein hiver, il n'est pas rare d'y trouver une température de plus de 40 degrés centigrades. C'est dans cette atmosphère surchauffée, empreinte d'odeurs nauséabondes, que les garçons de cuisine accomplissent des journées de 15 et 16 heures, et nous pouvons ajouter que plus ces locaux sont malsains, moins ils ont la chance d'être assainis par l'ouverture des portes ou des vasistas qui risquerait d'apporter vers les clients les odeurs les moins appétissantes. Les malheureux travailleurs qui ont à certains moments 2.000 assiettes à laver à l'heure, n'ont même pas la ressource de monter prendre l'air, parce que leur tenue forcément légère et sale ne leur permet pas de se montrer au public (1) ». Un travail si pénible dans une atmosphère si chaude enlève tout appétit aux cuisiniers ; obligés de boire quantité d'eau de seltz ou de citronnades glacées, ils transpirent énormément et souffrent de dyspepsies (2).

(1) Rapport de la Commission permanente du 1^{er} Congrès de l'hygiène des travailleurs (1904).

(2) Il est, à ce sujet intéressant d'indiquer le fait suivant rapporté par M. l'inspecteur Foissac, 9^e circ., 1906. « Au cours de l'été 1905, nous avons été amené à prescrire l'aération d'une cuisine en sous-sol d'un grand restaurant de Toulouse en spécifiant que la température ne devrait y dépasser 35° à un mètre du fourneau. Muni de notre thermomètre de poche, nous y sommes revenu en 1906 et avons constaté 42° à deux mètres du fourneau, à hauteur de la figure, le thermomètre présentant sa gaine de bois audit fourneau qui, à 6 heures du soir, était naturellement rouge. Le chef de l'établissement avait cependant fait appeler son architecte qui avait déclaré que la cuisine n'était pas plus mauvaise qu'une autre et qu'il n'y avait rien à faire. Sur la menace d'un procès-verbal pour inexé-

Les conséquences de ces fâcheuses conditions hygiéniques de travail ont été nettement indiquées par le D^r Calendreau médecin de la Société de secours mutuels des cuisiniers (1) ;

— Douleurs rhumatismales causées et entretenues par l'air malsain de certaines cuisines humides, manquant d'air et de lumière, situées généralement dans des sous-sols et arrière-boutiques ;

— Inflammation de la gorge et des voies aériennes provoquée par les boissons glacées et les courants d'air.

— Dyspepsies causées par l'abus des boissons alcooliques, résultat de la chaleur excessive et du surmenage dans les cuisines mal et insuffisamment aérées ou ventilées ;

— Phtisie pulmonaire.

Le rapport qu'a récemment présenté au Conseil d'hygiène du département de la Seine M. le D^r Laveran, indique également que les conditions de travail dans la boulangerie sont bien peu hygiéniques. « L'hygiène des fournils parisiens, écrit-il, laisse en général beaucoup à désirer ; les fournils installés dans des sous-sols prêtent surtout à la critique : ils sont mal aérés ; les eaux usées

cution de la mise en demeure, le patron a immédiatement suivi nos conseils et dans 48 heures, grâce à deux ventilateurs ou agitateurs d'air électriques placés l'un au soupirail de cette cave et l'autre sous la cheminée d'appel insuffisante qui avait été placée antérieurement, la température au même point était ramenée à 28°, la température extérieure étant de 26° ».

(1) Cf. Rapport Dalle, *op. cit.*, p. 123.

ne pouvant pas s'écouler à l'égout doivent être remon-
tées, et, afin de réduire ce travail au minimum, les ou-
vriers font usage d'une eau très sale pour se laver ; le
sol est profondément souillé ; parfois il n'y a pas de
latrines à proximité et on y supplée en mettant des ba-
quets dans les fournils eux-mêmes... Le pétrissage à
bras nécessite des efforts répétés à courts intervalles qui
occasionnent une grande fatigue. D'après les recherches
de MM. Arpin et Ammann, la perte de poids du gindre
(ouvrier chargé du pétrissage) pendant une pétrissée
est de 200 à 340 grammes : cette perte est représentée
surtout par la sueur qui ruisselle à la surface du corps
de l'ouvrier... La température élevée du fournil, les
poussières qui souillent l'air, le fait que le travail s'exé-
cute pendant la nuit, tout concourt à augmenter la fa-
tigue de l'ouvrier boulanger et les dangers auxquels sa
santé est exposée principalement lorsque, à peine vêtu
et le corps en sueur, il s'expose à l'air froid du de-
hors (1). »

La tuberculose sévit particulièrement chez les coif-
feurs : leur métier, en apparence peu pénible, est en
effet fatigant et malsain. « L'ouvrier se calfeutre dans
une pièce mal aérée, à l'atmosphère viciée par les clients
fumeurs (2). Certains jours...l'ouvrier coiffeur se livre à
un véritable surmenage. Durant de longues heures, il

(1) Rapport présenté par le Dr Laveran, 1909. — Cf. également
art. du Dr Letulle, *Les Travailleuses*, nov. 1909.

(2) Du moins dans les quartiers ouvriers.

faut rester debout la poitrine légèrement courbée, dans le voisinage immédiat de clients atteints quelquefois d'affections désagréables ou même de maladies. Comment la santé ne subirait-elle pas le contre-coup d'un pareil régime (1) ? »

Enfin, les garçons de café sont trop souvent victimes de l'atmosphère malsaine dans laquelle ils sont obligés de travailler. « Dans un espace beaucoup trop restreint par rapport au nombre de consommateurs qui s'y pressent l'hiver, aux heures de café et d'apéritif..., l'atmosphère n'est presque jamais renouvelée. Elle est saturée par la fumée de tabac, les vapeurs d'alcool, les odeurs de nourriture qui étreignent les meubles depuis des années... Les consommateurs n'y passent que le temps qu'ils veulent bien, mais les employés (garçons, gérants, caissière) qui de 9 heures du matin à 2 ou 3 heures de la nuit, y vivent... en meurent. » (2).

Triporteurs. — Surcharges.

Combien fâcheusement inspiré fut l'inventeur de ces tricycles porteurs ou triporteurs si répandus dans le commerce, véritables instruments de supplice pour tant d'enfants et jeunes gens. Qui de nous, en effet, n'a pas été pris de pitié en voyant ces jeunes employés obligés de pédaler souvent plusieurs heures de suite, ruisselant de sueur, transportant des poids souvent fort lourds, se

(1) Bergeron, *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trim. 1905.

(2) *L'ouvrier limonadier restaurateur*, octobre 1909.

faufilant entre les voitures et constamment exposés au danger d'être renversés par quelque automobile ou accrochés par quelque tramway ? Le mal ne serait relativement que peu considérable si, pour un tel travail, l'on ne choisissait que des jeunes gens suffisamment développés âgés d'au moins 18 ans ! Mais, le mois dernier encore, à Passy, j'ai pu surprendre un jeune marmiton, d'une pâtisserie des environs de la gare Saint-Lazare qui, âgé de 15 ans 1/2 seulement, devait faire sur un triporteur des courses souvent éloignées ; un autre jour, un enfant de 13 ans 1/2, employé d'un grand magasin de comestibles du quartier de la Madeleine, m'a déclaré être obligé pendant toute la journée de pédaler sur son triporteur !

Le décret du 28 décembre 1909, pris en vertu de la loi du 30 avril 1909, est venu remédier à ces abus, mais d'une façon encore insuffisante. Aux termes de ce décret, le transport sur tricycle porteur est interdit aux enfants de moins de 14 ans et aux femmes de tout âge : la charge maxima transportée par tricycles porteurs est fixée pour garçons ou hommes :

de 14 ou 15 ans, à 50 kilogs véhicule compris,

de 16 ou 17 ans, à 75 kilogs — — —

Nous croyons que ce mode de transport impose une fatigue excessive aux enfants et qu'il serait bon de le leur interdire tant qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 18 ans. Le décret aurait pu tout au moins adopter l'âge de 16 ans ; en effet, d'après les renseignements que nous

ont fournis les constructeurs, un triporteur pèse ordinairement 45 à 50 kilogs et peut supporter une charge de 120 kilogs ; en fixant à 50 kilogs le poids maximum du triporteur (véhicule et marchandises) poussé par un enfant âgé de moins de 16 ans, le décret permet donc à ce dernier de ne transporter au maximum que 5 kilogs de marchandises. N'eût-il pas été plus simple d'interdire complètement les triporteurs aux enfants âgés de moins de 16 ans, et n'aurait-on pas ainsi rendu les fraudes moins faciles ?

Ce décret viendra aussi, espérons-le, mettre fin aux abus dont sont victimes les porteuses de pain : attelées à des voitures pesant parfois des poids considérables, obligées de monter des centaines d'étages, et de faire leur tournée dans un temps relativement restreint (1), ces femmes sont véritablement assimilées à des bêtes de somme ; qui de nous n'en a vu obligées de recourir à l'aide de passants pour pouvoir monter avec leur lourde voiture certaines côtes un peu dures ?

Une porteuse de pain m'a, ces jours derniers, détaillé le poids de sa charge au départ de la boulangerie :

Sa voiture vide pèse 160 à 180 kilogs, et reçoit chaque matin 195 kilogs $1/2$ de pain à savoir :

20 pains de 4 livres . . .	40 kilogs
15 — 3 — . . .	22 — 50
64 — 2 — . . .	64 —

(1) Tous les clients veulent, en effet, être servis à la même heure.

108 pains de 1 livre. . . .	54 kilogs
150 petits pains de 100 gr. .	15 —
Total	195 kilogs 50
Voiture (poids minimum) .	160 —
Charge totale. . . .	355 kilogs 50

Le décret du 28 décembre 1909 réglemeute comme suit le transport sur charrettes à bras à deux roues dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras..., etc. :

Garçons ou hommes de 14, 15, 16 ou 17 ans : 130 kilogs, véhicule compris ; filles ou femmes de 18 ans et au-dessus : 130 kilogs, véhicule compris.

L'exemple précédent montre combien cette limite imposée par la loi est exagérée, le poids du véhicule vide excédant notablement le poids légalement fixé : il serait, croyons-nous, judicieux de porter la limite légale à 200 kilogs, véhicule compris, sinon l'on expose les prescriptions légales à une complète inobservation.

De plus, comme le faisait remarquer M. le sénateur Boucher dans son rapport : « Les faits de surcharge que la loi veut prévenir ou réprimer et dont peuvent souffrir les enfants et les femmes employés par le commerce, se produisent surtout à l'extérieur des ateliers, au cours des livraisons, et les agents auxquels est confiée la surveillance de la rue peuvent beaucoup plus souvent les constater que les inspecteurs du travail, dont le temps est surtout occupé par des surveillances intérieures. L'action des inspecteurs sera principalement préven-

tive ; celle des officiers de police judiciaire seule peut être efficacement répressive. Il aurait donc été préférable de charger avec précision les officiers de police judiciaire de l'application des dispositions de la loi, dans le domaine de leurs attributions et concurremment avec les inspecteurs du travail... (1) » Les officiers de police judiciaire ne sont pas, il est vrai, dessaisis du droit général d'intervention que leur donne l'article 20 de loi du 2 novembre 1892 ; « mais il est démontré que dans la pratique l'intervention des officiers de police judiciaire aurait été singulièrement plus active et efficace si elle avait été prévue par la loi, au lieu de résulter seulement d'un défaut de dessaisissement (2). » Il faut donc, croyons-nous, regretter que l'administration n'ait pas déféré aux instances de M. le sénateur Boucher qui demandait que tout au moins les règlements d'administration publique prévoient nettement l'intervention des officiers de police judiciaire : on cherche en vain cette indication dans le décret du 28 décembre 1909.

§ 2. — Couchage et nourriture.

Les faits.

Ces temps derniers, dans les conversations de salons

(1) Notamment pour relever les contraventions aux dispositions concernant les surcharges, par exemple les triporteurs ou le colportage décrits ou d'illustrations immorales.

(2) Rapport de M. Boucher sur la loi du 30 avril 1909 (*Doc. parl.*, 1909, ann. n° 44, p. 42).

ou de fumoirs, les garçons épiciers avaient pris une place que leur avaient abandonnée les électriciens assagis du moins momentanément... On avait, en effet, lu dans les journaux, que les commis épiciers, en nombre plus ou moins considérable, avaient manifesté d'une façon peut-être un peu violente, leur désir de n'être plus couchés ni nourris par leurs patrons ! « Ces revendications sont incompréhensibles, s'écriaient alors de bonnes gens certes fort bien intentionnées ; pourquoi supprimer encore ces vestiges des anciennes corporations ; de la vie familiale qui unissait le patron à l'employé ; quel intérêt peuvent avoir ces garçons à renoncer à des avantages si évidents ? »... et nombreuses étaient les personnes partageant un tel étonnement..

S'il m'eût été possible, j'aurais voulu pouvoir emmener avec moi ces partisans de la vie familiale des ateliers et boutiques de jadis, pour leur faire voir dans quel taudis un patron d'une petite épicerie de Montmartre loge ses deux commis. Cette chambre que, non sans stratagèmes, je pus voir à l'insu du patron, est un alcôve sombre et humide de 4 mètres de long sur 2 mètres de large environ ; deux paillasses légèrement isolées du sol servent de lits aux deux commis ; la porte s'ouvre dans une dépendance de l'épicerie où les bonbonnes de pétrole et d'essence exhalent des parfums peu agréables et sont une menace d'incendie pour les deux commis.

Et ce n'est pas là un cas isolé. Si, dans certains grands magasins, comme Félix Potin, dont grâce à l'obligeance

de M. Labbé, j'ai pu visiter ces jours derniers les spacieux dortoirs et réfectoires de la rue de Rennes, les commis sont couchés dans d'excellentes conditions d'hygiène physique et morale, il n'en est pas de même dans la plupart des petites épiceries, des pâtisseries, ou des boucheries. Il suffit de consulter quelques rapports des inspecteurs du travail pour se rendre compte de la généralité des abus. Le couchage est ordinairement pratiqué dans l'industrie de l'alimentation, c'est-à-dire dans les pâtisseries, charcuteries, boucheries, crémeries qui logent toujours les apprentis, souvent les ouvriers adultes et fréquemment les filles de boutique (1). Les locaux de couchage sont souvent des chambres au 6^e étage, quand on n'oblige pas à coucher dans le laboratoire ou arrière-boutique, taudis d'une saleté repoussante, sans moyen d'aération autre qu'une lucarne ; le plus souvent les chambres renferment plusieurs lits placés côte à côte, se touchant presque, et trop fréquemment chaque lit est destiné à coucher deux personnes (2). »

« Les constatations faites dans les chambres des employés sont partout les mêmes, dit M. Drancourt (1905) (3), cube d'air insuffisant, malpropreté des locaux et de la literie, surabondance de vermine, absence de lavabos et de meubles pour les effets, lits jamais faits. »

(1) La plupart des vendeuses de confiseries sont logées dans des conditions déplorables.

(2) Rapport Laporte, 1^{re} circ., 1903, 14.

(3) Rapport, 1^{re} circ. 1905, p. 18 et suiv.

« Dans certaines chambres, écrit M. Lenoury (1905) (1), les occupants ne disposent d'aucun espace pour circuler et doivent, par conséquent, s'habiller et se déshabiller sur leurs lits ; la hauteur des plafonds est inférieure à 1 m. 80 et parfois tellement insuffisante que ceux qui sont appelés à occuper ces locaux ne peuvent se tenir assis dans leurs lits. »

M. l'abbé Mény, dans ses études sur les petits marmitons et le jeune boucher à Paris, rapporte des faits analogues : « Très fréquemment, écrit-il, pour ne pas dire toujours, le marmiton doit partager son lit avec un de ses jeunes collègues. Naturellement, il n'est tenu aucun compte des sympathies ou antipathies de caractère. On ne songe pas davantage au degré de santé ou de moralité de celui dont le nouveau venu va occuper une partie du lit. Il n'existe aucune espèce de surveillance. Presque toujours les apprentis couchent six ou huit dans la même chambre, et on pourrait citer telle maison de la rive droite où quatre apprentis sont entassés dans une pièce ayant à peine trois mètres de côté, campés sur des sortes de lits de camp, ne possédant qu'une méchante couverture pour se garantir du froid en hiver... (1). »

(1) Rapport, 1^{re} circ. 1905, p. 18 et suiv.

(1) G. Mény, *Nos petits marmitons*, *op. cit.*, p. 15. — Voir aussi *Le jeune boucher à Paris*, *op. cit.*, p. 11. — Dans les magasins de province, les conditions de couchage sont, comme le montrent les différents rapports d'inspecteurs, à peu près identiques : aux environs de Boulogne-sur-Mer, par exemple, j'ai pu voir, au mois de septembre dernier dans une boulangerie-pâtisserie, des ouvriers logeant dans une soupenle au-dessus du four.

Aux environs de l'église de Passy, un boucher place dans une étroite pièce attenant à sa boutique, deux lits côte à côte où couchent quatre employés.

Dernièrement un jeune boucher âgé de 16 ans, me déclarait que dans une boucherie du quartier de la place d'Italie, il était obligé de coucher avec un garçon qui s'enivrait souvent ; ayant quitté cette place pour entrer dans une boucherie voisine du boulevard des Italiens, il devait coucher dans la même chambre qu'un garçon de 22 ans et sa maîtresse.

Les préparateurs de pharmacies se plaignent également des fâcheuses conditions de couchage : « Le cubage d'air est toujours insuffisant, m'écrit-on de Lyon ; l'ouverture donne dans l'arrière-boutique ou dans le laboratoire... Pour augmenter les toxines résultant d'un air saturé impropre à la respiration, il faut y ajouter les odeurs fortes des plantes pharmaceutiques dont les rayons viennent jusque dans la chambre ; quelquefois même les vapeurs des flacons d'acides et les émanations résultant de la combustion des gaz qui montent au plafond dessèchent l'air encore davantage, surtout l'hiver. »

Les ouvriers coiffeurs sont encore assez souvent logés par le patron ; « dans ce cas, ils couchent dans des arrière-boutiques ou dans des cabinets noirs, c'est-à-dire dans des locaux n'ayant pas d'ouverture permettant d'aérer. Il leur arrive même de coucher sur un lit pliant dans le magasin où ils ont travaillé toute la journée...

quelquefois, plusieurs employés couchent dans la même pièce et deux dans le même lit (1). »

Ces exemples que l'on pourrait multiplier montrent dans quelles tristes conditions les ouvriers et employés de l'alimentation viennent se reposer des pénibles et longues journées de travail dont nous avons parlé plus haut.

A l'étranger, d'ailleurs, dans bien des pays, le couchage des employés est aussi défectueux. En Allemagne, par exemple, souvent l'employé est logé dans des dépendances du magasin, encombrées de marchandises dégageant de fortes odeurs, dans des mansardes à peine aérées, ou dans d'humides sous-sols (2).

En Russie, l'employé est, même par le « Statut du commerce », considéré quelque peu en état de servage. Ce statut ou Code de commerce déclare par exemple (§ 12) « qu'il est permis au patron de corriger par la rigueur domestique l'employé de commerce qui mène une vie peu convenable ou prodigue ; s'il ne se corrige pas, le patron peut le traduire en justice. » Ce statut ne fait allusion qu'aux devoirs des employés, non à ceux du patron, et passe sous silence toutes les prescriptions relatives à l'hygiène. La police seule a la mission de veiller à la propreté des boutiques ; mais on sait que

(1) J. Bergeron, *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trimestre, 1905.

(2) Cf. *Ostdeutscher Weckruf.*, Danzig, 1^{er} juillet et 1^{er} novembre 1909, *Die freie Station* et *Das Recht des Handlungsgehilfen*. Hambourg, p. 48.

les « wziatki » (pourboires) font facilement taire le policier russe. Aussi, quoi d'étonnant que les employés soient couchés dans des taudis infects où sont entassés trois, cinq et même six personnes, et qu'ils soient presque exclusivement nourris de poissons, saucisses et pain noir ?

Ce n'est pas en effet seulement du couchage que se plaignent les employés de l'alimentation, mais aussi de la façon dont les nourrissent leurs patrons.

« Dans les boucheries, surtout en été, la viande est parfois avariée, et pour la faire passer, très épicée ; d'une façon générale, les patrons utilisent pour leur personnel les morceaux invendus ou invendables. C'est ainsi que dans les établissements où l'on débite de la viande cuite, ou du bœuf bouilli, ce sont les restes de cette vente qui servent presque exclusivement à l'alimentation des employés (1). »

Dans l'épicerie, la nourriture est aussi mauvaise ; « pour en être persuadé, il suffit de questionner les commis-épiciers pris pêle-mêle, dans les grandes et petites maisons, dans n'importe quel quartier, pour les entendre se plaindre de la qualité et de la quantité de nourriture que leur servent les patrons. Quel est le commis-épicier qui n'a eu comme repas, même chez un bon patron, du poulet vert, des abatis qui avaient cinq à six jours d'étalage, des légumes pourris ? Quel est celui qui, ayant passé dans une maison au moment de l'ou-

(1) G. Mény, *Le jeune boucher de Paris*, op. cit., p. 10.

verture du rayon de volaille n'en a pas mangé pendant six ou sept jours ? Et n'en est-il pas de même pour le poisson. (1) ? »

Les préparateurs en pharmacie se plaignent également de la mauvaise nourriture et dans leurs différents Congrès (Paris, 1904, Lyon, 1907) réclament la suppression du paiement en nature.

Il faut, en outre, remarquer que les employés des boucheries, crémeries, pharmacies ou petites épiceries, non seulement doivent manger très rapidement, mais encore sont constamment dérangés pendant leurs repas par des clients qu'ils doivent servir : ce qui est tout à fait déplorable au point de vue de leur santé.

Les garçons limonadiers sont fort mal nourris. D'après une note que m'a communiquée le syndicat des limonadiers, le menu ne varie guère : bœuf ayant bouilli douze à quatorze heures pour en extraire le consommé. Ce bœuf est servi de différentes façons, tantôt sec, tantôt sauté, tantôt en sauce, ou en salade. Lorsque le menu varie, ce sont des viandes achetées à bas prix, ayant fait l'étalage et ne pouvant plus être vendues à la clientèle par les fournisseurs de la maison. Tels bifteacks, côtelettes, charcuterie, pieds de porc..., légumes secs, toujours ; comme vin, mixture quelconque.

Le délai accordé étant d'une demi-heure pour avoir regagné son poste, les repas sont pris en 20 minutes,

(1) *L'Epicier libre*, 5 octobre 1909. — Cf. également *Vie illustrée*, 15 janvier 1910. *La révolte des épiciers* et *Bulletin de la Semaine* du 5 janvier 1910, vigoureux article du Dr Raoul Desormeaux.

dans des sous-sols où l'air ne se renouvelle pas, où l'humidité suinte des murs. Ces réfectoires sont presque toujours en contact avec les plonges et les cuisines, souvent les latrines. Ils servent également de vestiaires où s'habille et se déshabille tout le personnel de la maison.

Les conséquences.

Un couchage et une nourriture aussi déplorables doivent fatalement avoir une profonde influence sur la santé physique et surtout la santé morale de ceux qui en sont les victimes.

Combien de jeunes employés de l'alimentation, ont contracté la tuberculose dans des chambres humides, sans air ni lumière, où leurs patrons les obligeaient à coucher (1). Combien de jeunes et robustes campagnards, hier pleins d'appétit et de santé, aujourd'hui devenus commis épiciers, souffrent de maladies d'estomac, dyspepsies, entérites, etc., causées par une nourriture malsaine ou trop rapidement absorbée ?

Mais, en réclamant la suppression du couchage, les employés de l'alimentation font ressortir surtout les fâcheuses conséquences morales et sociales qu'il entraîne (2). L'obligation de coucher chez le patron enlève à l'employé la possibilité de fonder une famille : « Nous

(1) Rapport de M. Lenoury, inspecteur du travail (1^{er} circ., 1905, p. 18). « La tuberculose fait en ce moment grand bruit, et tout le monde cherche à en découvrir les diverses causes. J'ai la conviction que la source la plus féconde, c'est le dortoir exigü, sans air, sans lumière, sans propreté. »

(2) Voir plus loin p. 126 un résumé des plaintes des commis-épiciers au moment de leur grève de 1905.

préférons ne pas avoir d'employés mariés, » me disait dernièrement un grand patron : nous verrons plus loin quelles peuvent être les causes de cette préférence. Il n'en est pas moins vrai que voilà des jeunes gens privés des joies nobles et douces de la vie de famille ; venus la plupart de la campagne, ils se trouvent isolés dans les grandes villes et fatalement livrés durant leurs heures de sortie aux funestes amis qu'une promiscuité malsaine leur a donnés. Au lieu que l'ouvrier peut, au retour de l'atelier, se reposer des fatigues de la journée, en jouant avec ses enfants, en se plaisant à orner son intérieur ou à cultiver son esprit, l'employé de l'alimentation, lui, n'a pour se reposer de 13 ou 15 heures de travail, qu'un méchant grabat que bien souvent il doit partager avec un être alcoolique ou débauché ! Comment le taudis, que ne vient jamais égayer le soleil et dont seule une lampe fumeuse vient éclairer les murs noircis, pourrait-il jamais être pour les hôtes qui y sont entassés, autre chose que la chambre anonyme, que la geôle dont le patron est le gardien ? Impossible pour l'employé de l'alimentation de posséder cette chambrette que le jeune homme aime embellir, qui reflète sa personnalité, et mieux que les dortoirs le préserve de la rue, parce qu'il y est librement retenu.

Aussi quoi d'étonnant que, n'ayant aucune attache, aucun foyer et aucune force morale, souvent congédiés à 40 ou 45 ans, parce que trop vieux, beaucoup d'em-

ployés de l'alimentation se laissent facilement entraîner et aillent grossir les rangs des apaches ou des vagabonds ?

Avant d'étudier par quels moyens il conviendrait de lutter contre ces abus, il est bon de chercher tout d'abord pourquoi les employés de l'alimentation sont logés et nourris par leurs patrons, ensuite pourquoi ils sont ordinairement si mal couchés.

Avec les domestiques, les employés de l'alimentation sont les seuls travailleurs qui soient logés et nourris par leurs patrons. Si l'on demande à ceux-ci pourquoi ils s'obstinent à loger leur personnel, ils répondent que la plupart de leurs employés venant de la campagne, c'est pour eux une obligation morale de les loger et les nourrir et de veiller ainsi sur leur conduite. Les faits rapportés plus haut montrent combien beaucoup de patrons ont souci de la moralité de leurs employés. Les patrons de l'alimentation déclarent aussi qu'ils ne tiennent pas à ce que leurs employés se marient, parce qu'une fois mariés, ils sont trop tentés par les marchandises qui les entourent et dont ils pourraient faire vivre leur ménage. A cela l'on peut répondre que les boucheries, épiceries ou pâtisseries ne sont pas les seuls magasins où les employés pourraient distraire des marchandises au profit de leur famille, qu'il suffit d'exercer une étroite surveillance (1) et que les considérations

(1) Surveillance qui existe, par exemple, dans toutes les fabriques de chocolat ; les ouvriers ne quittent pas l'usine sans que l'on se soit assuré qu'ils n'emportent pas de marchandises.

morales présentées plus haut doivent l'emporter sur le risque de perdre quelques boîtes de conserves.

En réalité, si les patrons de l'alimentation et professions similaires tiennent tant à loger et nourrir leurs employés, c'est qu'ils veulent pouvoir en disposer à leur gré ; ils sentent bien que du jour où le couchage et la nourriture seront supprimés, il leur sera presque impossible d'imposer à leur personnel les durées de travail excessives dont nous avons parlé précédemment : pourquoi ne ferment-ils pas leurs boutiques ou du moins ne laissent-ils pas à leur personnel une heure de répit au moment du déjeuner ? C'est parce qu'en nourrissant leurs employés, ils peuvent, même pendant le repas, les utiliser ! De plus, la nourriture du personnel permet d'écouler des marchandises que n'achèterait pas la clientèle et devient ainsi très économique.

Ces véritables causes du couchage apparaissent encore plus clairement si l'on considère les causes du mauvais couchage. Si, en effet, les employés de l'alimentation sont couchés dans des conditions aussi déplorables, c'est que les petits commerçants ne disposent pas de locaux assez grands ; or, malgré cette difficulté, ils tiennent à loger leur personnel.

Le décret du 28 juillet 1904 est bien venu apporter une réglementation très étroite des locaux de couchage.

Quels en ont été les effets ? Les inspecteurs du travail, malgré leur zèle auquel il faut rendre hommage, sont trop peu nombreux : aussi les faits que nous avons indiqués plus haut montrent combien existent encore

de criants abus. Ce décret n'a pas été cependant sans influence. Il a eu comme conséquence de faire renoncer plusieurs patrons au couchage de leur personnel.

« A Nantes, écrit dans son rapport M. Le Gouis, inspecteur de la 7^e circonscription (1904) (1), les boulangers ne logent pas leur personnel et les autres industries de l'alimentation ont une tendance marquée à loger leurs employés au dehors, en leur tenant compte du loyer de leur chambre. Il est vraisemblable que ce système se généralisera pour éluder les prescriptions du décret du 28 juillet 1904. »

Les inspecteurs de Reims signalent la tendance dans le commerce à ne plus coucher le personnel (2). « Dans les constructions anciennes, écrit M. Jacques (3^e circ., 1904) (3), beaucoup d'assujettis qui ne pourront disposer de locaux présentant le cube d'air réglementaire se verront forcés de ne plus loger leur personnel. »

Plusieurs inspecteurs s'affligent de cette disparition du couchage. Les employés non logés louent au plus bas prix une chambre encore moins hygiénique que celle où les logeait leur patron (4). M. Touchais (rapport,

(1) Rapport Le Gouis, 7^e circ., 1904, p. 160.

(2) Rapport Grégoire, 4^e circ., 1907.

(3) P. 64.

(4) Rapport, 1^{re} circ. (1907) : « Les malheureux auxquels on a donné sous forme d'indemnité de couchage la liberté de louer un local à leur convenance, n'ayant aucune notion d'hygiène, cherchent à réaliser des économies et sont souvent plus mal logés après qu'avant. Mais, comme ils sont chez eux, en vertu de l'inviolabilité du domicile privé, le service ne peut intervenir. »

1^{re} circ., 1905) (1) indique même le fait suivant : « Un restaurateur couchait son personnel dans trois locaux distincts dont aucun ne satisfaisait aux prescriptions du décret. Mis en demeure de se conformer au règlement, il a prévenu ses employés qu'il ne les logerait plus à l'avenir et a alloué à chacun deux 10 francs par mois pour se pourvoir. Qu'ont fait les employés ? Ils ont loué à leur compte un des locaux et s'y sont entassés à tel point qu'ils couchent à deux dans un même lit, alors qu'ils avaient précédemment chacun une literie séparée. » De plus, comme me l'indiquait M. Boulisset, l'aimable inspecteur divisionnaire du département de la Seine, certains commerçants continuent à loger impunément leur personnel dans des conditions déplorables, en réussissant à tourner la loi. « Quand nous trouvons une chambre malsaine, me disait M. Boulisset, nous mettons en demeure le patron d'avoir dans un certain délai à blanchir les murs, à aérer le local, etc. Une fois le délai expiré, nous venons vérifier l'exécution de nos prescriptions : rien n'a été fait et nous ne pouvons pas sévir. Le patron nous déclare, en effet, qu'il ne loge plus ses employés, mais que ceux-ci lui louent la chambre : nous n'avons pas le droit de pénétrer dans leur domicile. »

Ces deux conséquences fâcheuses de la réglementation, locaux malsains loués par les employés d'une part, prescriptions éludées par la ruse d'autre part, peuvent, croyons-nous, être évitées par une entente entre les ser-

(1) P. 48 et suiv.

vices d'hygiène organisés par la loi du 15 février 1902 et le service de l'inspection du travail. Là où ne pourrait plus pénétrer l'inspecteur du travail, l'inspecteur de l'hygiène, sur l'indication de ce dernier, viendrait prescrire les mesures d'assainissement nécessaires, c'est-à-dire rendre hygiéniques les locaux loués par les employés de l'alimentation, soit à des particuliers, soit à leurs patrons(1) ; ces derniers réussissant à échapper au décret du 28 juillet 1904 tomberaient sous le coup de la loi de 1902.

Si par là l'on réussit à prévenir l'insalubrité des locaux où peuvent coucher les employés de l'alimentation, on ne peut, croyons-nous, que se réjouir de la suppression du couchage par le patron. Plusieurs inspecteurs ne partagent pas cet avis : « Va-t-on sévir les délais expirés ? écrit l'inspecteur de Creil (6^e circ. 1905) (2) ; c'est le renvoi de tous ces apprentis bouchers, charcutiers, pâtisseries, de la maison du patron à la tombée de la nuit, c'est-à-dire à l'heure où ils ont besoin d'être surveillés.... » La suppression du couchage, écrit M. Jacques (3^e circ., 1904) (3), soulèvera le mécontentement des pères de famille qui, avec juste raison, trouvent une garantie morale dans le logement de leurs enfants chez les patrons. »

(1) On pourrait également déjouer la ruse des commerçants en ajoutant à l'article 1^{er} de la loi de 1893-1903 la phrase suivante : « seront considérés comme dépendances des établissements les locaux même loués au personnel » ; — ce qui permettrait l'intervention des inspecteurs du travail.

(2) Rapport, 6^e circ. (1905), p. 156.

(3) *Id.*, p. 64.

Les faits rapportés plus haut montrent combien les patrons ont généralement souci de la tenue morale de leurs dortoirs et quels édifiants exemples les jeunes employés sont engagés à suivre. Aussi sommes-nous persuadés que la suppression du couchage libérerait quantité d'honnêtes jeunes gens d'une promiscuité obligatoire dont tôt ou tard ils sont victimes. Cette libération pourra provoquer l'éclosion d'œuvres philanthropiques destinées à accueillir aussi bien les jeunes employés que les jeunes ouvriers venus de la campagne et isolés dans les grandes villes, œuvres que devraient soutenir les patrons et dont nous reparlerons d'ailleurs dans la troisième partie. Il serait toutefois bon, croyons-nous, d'introduire dans la loi une disposition interdisant le couchage des employés à partir de 21 ans.

La réglementation fermement appliquée aura donc pour heureux effet de déterminer quantité de patrons à la suppression du couchage compensée par une augmentation de salaire (1). Le couchage ne se maintiendra qu'à un âge déterminé et dans les grands établissements, c'est-à-dire là où du moins, au point de vue hygiénique, il peut avoir les moindres inconvénients. De tels résultats combleront les vœux des employés de l'alimentation et de tous ceux qui sincèrement désirent la préservation de leur santé physique et morale.

(1) A Paris, quelques maisons d'épicerie ont déjà adopté ce système et s'en trouvent fort bien. Ex. : Maisons Hémier, rue de la Gaité ; Corcellet, avenue de l'Opéra. Thibault, avenue Kléber, etc.

CHAPITRE IV

LES ÉTALAGES.

Depuis quelques années les étalages extérieurs des magasins prennent une telle extension que bientôt les piétons ne pourront plus circuler librement sur les trottoirs de nos villes.

Si ces étalages n'avaient pour conséquence qu'un encombrement des rues, le mal serait minime : ils présentent hélas ! un plus grave inconvénient, c'est celui de compromettre gravement la santé physique et morale des hommes et des femmes qui les surveillent.

Les abus des étalages ont été remarquablement mis en lumière dans un article fort pittoresque que M. Emile Auzou écrivit l'an dernier dans le *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs* (1) et dont nous tenons à donner les quelques extraits suivants : « Sept heures du matin, rue Oberkampf, le vent du nord souffle, souffle, enfile la rue ; emmitouflés n'importe comment, les travailleurs dévalent ; la laide foule moderne, noire, terne, triste, en deuil de la gaieté de jadis..... La porte de l'épicier s'est ouverte ;... le patron secoue ses garçons en

(1) *Bull. Ligue soc. achet.*, 1^{er} trim. 1909 et même numéro : *Les étalages en hiver*.

tablier de toile ; ils relèvent vite la devanture grinçante, sortent les tréteaux, les caisses odieuses aux passants, jusqu'au baril d'olives à l'entrée, où ses suintements huileux tacheront les clients... Voilà le poisson ! le garçon le déballe, l'empoigne tout froid sous les doigts et le range, dans la boutique, au bon coin choisi par le patron. Tous se hâtent, tout est placé. Maintenant, ils ont chaud les garçons. Ils peuvent rester à l'étalage, bien droits, les pieds glacés, les bras croisés sur le tablier de toile que la bise pénètre, pénètre jusqu'au corps ; le patron n'aime pas les gros vêtements de dessous : cela alourdit, on sert moins vite et les clients se plaignent. Il n'y a plus qu'à souffrir douze heures : *pendant le froid, le poisson est à l'intérieur...*

« Le Luxembourg est blanc, la neige tourbillonne autour de l'Odéon ; quelques moineaux au cri perçant dans le silence, cherchent un grain dans le crottin que la neige voile et fuient sans bruit sur les corniches..... Le vent s'engouffre sous les galeries, soulève les coins des partitions fixées par des ficelles... Les employés de librairie restent loin des lumières, près des baies ouvertes, par où le vent vient en rafales de neige sur les cartons. Un petit tousse, tousse, pommettes rouges, l'œil vitreux, larmoyant. « Qu'il est long, cet animal là ! » gromelle un étudiant qui vient d'acheter une gaudriole et attend en battant la semelle que le petit, les mains raidies, les ongles froids, ait plié le papier, enveloppé, ficelé le paquet ; ses doigts crevassés ont mal lié ; le

paquet tombe cinq pas plus loin. « Sacré maladroit ! » dit tout haut l'étudiant pendant qu'un autre repousse le petit commis de la chaleur du gaz pour regarder gratis un numéro de l'*Emancipateur des prolétaires* ! et son visage s'éclaire en lisant un article tapé sur les jouisseurs capitalistes... Oh ! dans quel hiver, mes frères, dans quel hiver enfin lirai-je : *Pendant les froids, les hommes sont à l'intérieur ?* »

Ce tableau est particulièrement caractéristique. Qui de nous n'a vu, aux environs de la place de la République par exemple, ces femmes grelottant sous de petites pèlerines, obligées de rester toute une journée devant l'étalage d'un magasin de nouveautés ou de chaussures, exposées à toutes les plaisanteries et provocations des passants ?

Depuis plusieurs années, de différents côtés, l'on a songé à mettre fin à ces abus.

Dès 1898, après une vigoureuse campagne de la chambre syndicale, le conseil municipal avait voté le règlement suivant (1) :

« Aucun permis d'un emplacement public ne sera délivré que si le bénéficiaire s'engage à n'employer aucun enfant à la garde de l'étalage, à ne faire travailler ses employés que onze heures par jour au plus..... ; de plus, les étalages ne seront tolérés le dimanche que jusqu'à midi ; les autres jours ils ne devront exister que

(1) Rapport Adrien Weber, n° 126.

de 8 heures du matin à 7 heures du soir ou de 9 heures du matin à 8 heures du soir. » Mais ce règlement n'a jamais été mis en vigueur.

Dans leurs différents Congrès, les employés ont réclamé une réglementation des conditions de travail aux étalages extérieurs.

En 1907, le XIV^e Congrès de la Fédération des Employés de France (Lyon) émettait le vœu suivant : « Que la vente aux étalages extérieurs des magasins et la surveillance desdits étalages soient interdits aux jeunes filles et aux femmes, ainsi qu'aux jeunes gens de moins de 20 ans. »

En 1908 le XV^e Congrès réuni à Rouen émettait le vœu : « Qu'il soit interdit d'occuper des jeunes gens ou jeunes filles âgés de moins de 18 ans devant les étalages extérieurs des magasins ; — que le stationnement aux étalages ne puisse être imposé à un même employé plus de 4 heures par jour : 2 heures le matin, 2 heures l'après-midi ; — que ces étalages soient interdits à partir de 5 heures du soir du 15 octobre au 31 mars et à partir de 6 h. 1/2 du soir, du 1^{er} avril au 14 octobre.

Enfin, à la dernière session du Conseil supérieur du travail, 21 membres ont émis un vœu dont les termes sont identiques à celui émis par le 15^e Congrès de la Fédération des employés.

Il est à souhaiter que la réglementation du travail aux étalages extérieurs ne tarde plus à aboutir. Cette vente peut présenter certains avantages pour les em-

ployés en leur permettant de travailler en plein air ; mais il importe que tout d'abord ils soient suffisamment couverts et qu'ensuite leur station aux étalages ne soit pas trop prolongée : aussi la vente aux étalages devrait-elle être faite par roulement.

En raison des dangers physiques et moraux que cette vente présente pour les femmes, nous croyons qu'elle devrait leur être interdite d'une façon absolue ; nous nous en sommes d'ailleurs entretenus avec divers patrons qui approuvent cette interdiction (1).

Cette réforme nécessaire est d'ailleurs facile à accomplir : la loi du 30 avril 1909, en confiant au gouvernement le soin d'indiquer les travaux « présentant des causes de danger ou excédant les forces ou dangereux pour la moralité qui seront interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes », lui permet par là même de supprimer, en partie du moins, les abus causés par la vente aux étalages extérieurs. Souhaitons qu'il use bientôt de cette faculté.

(1) Il importerait naturellement de préciser l'interdiction en indiquant d'une part que les femmes ne pourraient vendre aux étalages extérieurs des *magasins* (ce qui exclurait les marchés) et d'autre part que la vente *permanente* seule serait interdite, la vente *passagère* aux étalages des petites fruiteries, épiceries, ne présente pas en effet les inconvénients des stations prolongées aux étalages des magasins de nouveautés, chaussures, bazars, etc.

CHAPITRE V

UNE STATISTIQUE.

Grâce à l'aimable entremise de M. le professeur Letulle, nous avons eu la bonne fortune de pouvoir faire dresser à l'hôpital Boucicaut une statistique indiquant très nettement quels ravages la maladie et particulièrement la tuberculose, peut faire parmi les employés.

Pour dresser cette statistique, que l'on trouvera en annexe (1), on a relevé sur les listes de malades entrés à Boucicaut depuis dix ans, tous les employés et ouvriers du commerce, leur âge, leur profession, la maladie dont ils étaient atteints, et le résultat (sortie normale de l'hôpital ou décès).

Cette statistique nous a permis de dresser le tableau suivant.

Ce tableau fait ressortir d'une façon toute particulière l'âge précoce auquel sont atteints la plupart des employés de commerce : en 1907, par exemple, sur les 127 employés et ouvriers du commerce entrés à Boucicaut, 63 ; en 1908, sur 130, 71, et en 1909, sur 114, 68 n'avaient pas 31 ans ! Le nombre des tuberculeux et des décès par tuberculose est aussi profondément affligeant.

(1) Cf Appendice.

ANNÉES	Nombre total des malades en- trés à Boucicaut	Nombre total des employés du commerce entrés à Boucicaut	Employés et ouvriers du commerce		Employés et ouvriers du commerce ayant 30 ans et au-dessous	Employés et ouvriers de l'alimen- tation	TUBERCULEUX		Décès par tuberculose	Employés du Bon Marché malades
			Hommes	Femmes			Nombre total des employés et ouvriers du commerce tuberculeux	Employés et ouvriers de l'alimenta- tion tuberculeux		
1900	1399	62	49	13	48	14	32	7	8	9
1901	1298	85	60	25	51	16	55	9	22	3
1902	1356	79	60	19	49	19	48	19	15	5
1903	1364	83	56	27	42	15	47	7	12	14
1904	1417	111	77	34	62	19	56	8	23	14
1905	1481	112	75	37	66	22	64	15	32	15
1906	1469	110	57	53	63	19	54	8	18	11
1907	1319	127	73	54	65	29	70	14	29	14
1908	1465	130	76	54	71	36	70	22	28	16
1909	1415	114	66	48	68	29	57	15	23	9

Étaient atteints par la tuberculose :

En 1905, 65 sur 113, 32 décès.

En 1906, 54 sur 110, 15 décès.

En 1907, 70 sur 127, 29 décès.

En 1908, 70 sur 130, 28 décès.

En 1909, 57 sur 114, 23 décès.

Cette statistique est le plus éloquent et le plus triste commentaire des chapitres qui précèdent : voyons maintenant d'une façon générale par quels moyens l'on peut lutter contre des abus qui entraînent des conséquences aussi funestes pour l'ensemble de la nation !

LIVRE III

MOYENS DE LUTTER CONTRE LES ABUS

CHAPITRE PREMIER

ACTION DES INTÉRESSÉS DIRECTS.

1. — *Action patronale.*

Dans l'industrie, les patrons ont presque tous des moyens suffisants pour appliquer dans leurs usines les « pratiques essentielles » qu'avait déterminées Le Play lors du « nouvel ordre de récompenses » décernées à l'occasion de l'exposition de 1867 (1). Il n'en est pas hélas ! de même dans le commerce ; si certains grands commerçants peuvent, par d'importantes institutions patronales, montrer la conscience qu'ils ont de leurs devoirs, combien de petits boutiquiers, hier encore employés, doivent à leur économie et à leurs efforts persévérants de ne pas sombrer dans une concurrence que l'existence des grands magasins comme le nombre ex-

(1) Cf. Le rapport si remarquable de *M. Emile Cheysson*.

cessif des petits rend chaque jour de plus en plus terrible... Nous voudrions rechercher néanmoins comment grands et petits commerçants peuvent ou pourraient les uns et les autres contribuer à la protection de la santé de leur personnel.

Au cours du livre précédent, nous avons déjà eu l'occasion de signaler que certains grands magasins fournissent à leur personnel une nourriture saine et abondante, allouent aux employées des indemnités au moment de leurs couches, etc. Nous croyons utile néanmoins de présenter un tableau d'ensemble des institutions patronales de quelques grands magasins, en tant qu'elles contribuent à protéger la santé des employés.

La Société des Grands Magasins du Louvre a créé en faveur de son personnel plusieurs institutions ; tous les employés, bénéficient tout d'abord des caisses de secours et d'assistance médicale ; ces caisses, alimentées depuis 1900 uniquement par les versements de la Société, permettent de venir en aide à tout adhérent que le malheur ou la maladie viendraient à frapper (soins médicaux et pharmaceutiques) : de plus des séjours dans les hôpitaux et les maisons de convalescence sont payés aux employés malades. Les employés fatigués ou convalescents peuvent être envoyés au sanatorium de Tournan (près Coulommiers). Cet établissement, voisin de l'hôpital Péreire, comprend une maison d'habitation contenant seize chambres à coucher et un parc d'une super-

ficie de près de 110 ares avec un jardin potager de 40 ares environ. Cette fondation a coûté à la Société du Louvre 125.000 francs environ en frais d'établissement ; les dépenses annuelles ne s'élèvent qu'à 5.000 francs environ, grâce au rattachement du sanatorium à l'hôpital Péreire (1).

Le sanatorium de Tournan reçoit chaque année 30 à 40 employés y séjournant 3 à 4 semaines (2). De plus, chaque année un certain nombre d'employées anémiées sont envoyées aux frais de la Société à Champrosay (Seine-et-Oise), cures rurales pour un séjour de un à deux mois (3).

La Société du Louvre favorise la création d'habitations à bon marché. Comme nous l'avons déjà indiqué, elle assure aux femmes en couches un repos rémunéré pendant six semaines. Enfin, les employés du magasin qui n'ont pas de famille à Paris sont gratuitement logés, s'ils le demandent, dans un immeuble de la Société du Louvre qui porte le nom d'Hôtel du personnel. Les employés ont formé une Société de tir et une Société de vélocipédie auxquelles la Société du Louvre accorde

(1) *Grands magasins du Louvre. Institutions créées en faveur des employés.*

	Dépense totale	Nombre de journées	Nombre d'employés
(2) 1903.	2.342	744	24
1904.	1.754	554	24
1905.	2.707	796	27
1906.	3.981	1.111	39

(3) Cf. Plantet et Delpy, *Colonies de vacances et œuvres du grand air*, Hachette, 1910, p. 173.

annuellement des allocations de 1.000 à 2.000 francs.

De 1880 à 1907, la Société du Louvre a dépensé en faveur de son personnel 10.509.874 fr. 10 : l'Académie des Sciences morales et politiques a couronné de tels efforts en décernant en 1901 à la Société des Grands Magasins du Louvre la médaille d'or du prix Jules Audéoud.

L'administration des Magasins du Bon Marché a surtout développé les institutions de retraites (Caisse de prévoyance Boucicaut. Fondation Boucicaut), dont l'étude sortirait du cadre de cet ouvrage. Tous les employés du Bon Marché doivent faire partie d'une Société de secours mutuels : deux médecins sont attachés à la maison : les consultations sont gratuites. La maison du Bon Marché loge les employées n'ayant pas de famille à Paris, dans les étages supérieurs de l'annexe de la rue Duroc : un salon, avec bibliothèque, piano et jeux, est à leur disposition. Les jeunes gens au-dessous de 20 ans qui ne peuvent habiter chez leurs parents, sont logés 106, rue du Bac.

Les femmes en couches ont droit à une allocation de 100 francs (employées) ou de 60 francs (ouvrières). Un salon de coiffure ouvert de 8 h. 1/4 du matin à 1 heure de l'après-midi est mis à la disposition des employés (1). Le personnel du Bon Marché a formé une société cho-

(1) Il est à signaler qu'en été des rafraîchissements sont servis de 2 heures à 4 heures aux employés, dans deux locaux dont l'un est réservé aux demoiselles.

rale et une société musicale que soutient l'administration des Magasins.

A la Samaritaine, une caisse de secours alimentée par le patron vient en aide aux employés nécessiteux. Les enfants des employées de la maison sont élevés gratuitement dans un pouponnet ; à partir de 60 ans, le personnel est reçu gratuitement dans une maison de retraite que la Samaritaine possède à Rueil.

Des institutions analogues existent au Printemps, à la Belle-Jardinière, au Bazar de l'Hôtel-de-Ville, etc.

Mais, comme nous l'indiquons au début de ce chapitre, la plupart des commerçants ne peuvent faire bénéficier leur personnel d'institutions patronales aussi précieuses : tous, néanmoins, pourraient, croyons-nous, veiller à la santé de leurs employés. Il suffirait pour cela qu'ils soient animés de sentiments bienveillants envers leur personnel, qu'ils aient davantage conscience de leur responsabilité et des devoirs qui en sont la conséquence.

Au moment du déjeuner, les grandes administrations ne pourraient-elles pas toutes accorder à leurs employés une heure de liberté, ou tout au moins mettre à leur disposition un local autre que leurs salles de travail ?

Nous avons vu combien le défaut d'air et de lumière contribuait à rendre les employés de magasins victimes de la tuberculose. Certes, les modifications des locaux ne sont pas toujours faciles : de plus, les patrons ne peuvent pas tous offrir à leurs employés des cures d'air

comme celle de Tournan ; mais ne pourraient-ils du moins permettre aux employés de sortir un moment dans la journée et de respirer un air moins vicié que celui du magasin ?

Les patrons devraient comprendre la nécessité absolue des sièges pour les vendeuses, et appliquer loyalement les dispositions de la loi de 1900. Ils devraient également obéir à des sentiments d'humanité en ne choisissant pour la conduite de leurs triporteurs, que des jeunes gens âgés d'au moins 18 ans, en établissant un roulement parmi les employés aux étalages ou du moins en s'assurant que ceux-ci sont suffisamment vêtus ; le souci de la moralité devrait également ne leur faire jamais employer les femmes à la vente permanente aux étalages extérieurs.

Les commerçants de l'alimentation ne pourraient-ils pas admettre les légitimes revendications de leurs employés, en tant qu'elles concernent le couchage et la nourriture ? Ne pourraient-ils du moins s'efforcer d'améliorer les chambres de leurs employés, fournir à ceux-ci une literie convenable, en un mot veiller à l'hygiène physique et morale du personnel qu'ils logent ?

En ce qui concerne enfin la durée de la journée de travail et le repos hebdomadaire, une entente est nécessaire entre les commerçants d'une même ville ou d'un même quartier. Les patrons qui savent si bien s'entendre quand il s'agit de lutter ou tout au moins de se défendre contre leurs employés, ne pourraient-ils cher-

cher à s'entendre également quand il s'agit d'améliorer la condition des travailleurs qu'ils emploient ?

Les alliances, les ententes internationales ont eu et ont souvent encore pour but la défense contre un ennemi commun, mais ne voit-on pas aujourd'hui les nations conclure entre elles des conventions dont le but est le relèvement physique et moral des travailleurs ? Il est à souhaiter que les patrons eux aussi abandonnant leur égoïsme, ne concluent pas des alliances uniquement défensives, mais qu'ils comprennent combien nécessaires et fécondes seraient pour la nation tout entière des alliances protectrices de la santé des travailleurs !

Mais, d'une part, les faits que nous avons rapportés montrent combien nombreux sont encore les commerçants qui se désintéressent complètement des conditions de travail et d'existence de leur personnel. D'autre part, les campagnes menées dans divers pays en faveur de la fermeture des magasins à des heures ou jours déterminés, ont montré combien il était difficile d'aboutir à des ententes entre commerçants. « En France, comme ailleurs, l'expérience a trop souvent démontré que, lors même que la majorité, peut-être l'immense majorité des commerçants d'une ville est disposée à s'entendre pour fermer en même temps leurs magasins, il suffit parfois de l'obstination de quelques individus pour empêcher l'entente de se réaliser ou de produire des effets durables..... M. Monis, le 5 avril

1900, appelait en ces termes l'attention du Sénat sur la lettre qu'il avait reçue de M. Gourzat, président, à Angoulême, d'un syndicat de patrons : « Il m'a dit : Il est d'une importance capitale que la loi pour le jour de repos soit votée, parce qu'il y a impossibilité sur ce point, entre patrons, de s'entendre, car il y aura toujours, dans une corporation de marchands et de commerçants, au moins un homme qui aura cette pensée d'ouvrir quand tous les autres fermeront, de faire sa fortune là où les autres auront consenti à donner un gage à la pacification et à l'hygiène des classes ouvrières (1). »

L'inertie de beaucoup de patrons en face des fâcheuses conditions d'existence de leur personnel comme les obstacles que montrent ceux qui désirent les amé-

(1) Raoul Jay, *Le repos du dimanche et la nouvelle loi française*, tract n° 122, *Action populaire*. En Hollande, diverses ententes entre patrons ont été tentées, quelques-unes avec succès. C'est ainsi que les directeurs des six grands magasins de confections d'Amsterdam ont convenu par écrit de fermer leurs magasins toute la journée du dimanche, pendant les six mois de morte-saison et de ne les ouvrir pendant les mois de grande activité qu'entre 9 heures et 3 heures (hiver) et 9 heures et 4 heures (été). En 1901, les coiffeurs ont conclu une entente aboutissant à la fermeture des salons de coiffure à partir de 9 heures du soir. Les bouchers ont également convenu de fermer le dimanche ; en ce moment, les coiffeurs d'Amsterdam cherchent à s'entendre pour fermer leurs salons à midi le dimanche. Néanmoins, dans la commune d'Enschede, la mauvaise volonté de quelques boutiquiers a fait échouer la fermeture des magasins à 9 heures ; pour les mêmes raisons à Amsterdam, une entente conclue entre les commerçants sur l'initiative du président de l'Association des boutiquiers (*Allgemeine Winkeliersvereniging*) n'a pu se maintenir que pendant trois ans (1900 à 1903).

liorer tout en n'étant pas victimes de concurrents moins généreux, rencontrent la nécessité d'une intervention plus efficace. Voyons si l'action des employés eux-mêmes peut aboutir à de sérieux résultats.

2. — *Action des employés.*

Pris tout d'abord individuellement, les employés pourraient certes faire beaucoup pour la protection de leur santé, en observant les règles de l'hygiène.

Beaucoup d'employés ne sont obligés d'arriver au bureau ou au magasin que vers huit heures ; ils habitent ordinairement la périphérie des villes ; ne pourraient-ils s'astreindre à quitter un peu plus tôt leur demeure pour faire le plus souvent possible le trajet à pied.

Au lieu de passer leurs instants de liberté au café ne feraient-ils pas mieux d'aller prendre l'air dans les squares avoisinant leurs magasins ?

Tous les employés devraient faire partie de sociétés sportives, profiter de leurs quelques jours de sorties pour faire de longues courses à pied ou à bicyclette, prendre part à des matches de football, etc.

Enfin, il faut reconnaître que les employés de l'alimentation sont vraiment négligents ; si leurs chambres sont malpropres, c'est que bien souvent ils sont trop paresseux pour la nettoyer.

Il y a là toute une éducation à faire, éducation à laquelle pourrait s'employer l'action collective ou syn-

dicale des employés. Au III^e Congrès de l'Hygiène et de la Sécurité des travailleurs (1), le Dr Martial s'adressait en ces termes aux syndicalistes : « En hygiène, autant que dans toute branche de la sociologie, peut-être plus encore, l'équation personnelle intervient avec une valeur considérable. Les lois, les institutions, les instruments destinés à assurer l'hygiène et la salubrité publiques ne vaudront qu'autant que vos camarades seront hygiéniques eux-mêmes, autant qu'ils auront compris la nécessité de l'être, et s'y emploieront pratiquement eux et leur famille... Notre société... ne saurait-elle s'apercevoir quand il en est temps encore, qu'il ne suffit pas d'appuyer les revendications des travailleurs, mais qu'il faut aussi éduquer ceux-ci ? Ne voudrait-elle au moins rien essayer alors que s'offre à elle ce vaste champ d'action qui s'appelle les syndicats et les coopératives ? autant de groupements où il serait peut-être plus aisé qu'on ne le croit de jeter la bonne semence. »

Les syndicats d'employés devraient donc tout d'abord s'efforcer de répandre les notions d'hygiène par des conférences, publications, etc., de montrer que « si la santé est le premier des biens, ce bien ne pouvant être acheté, n'appartient pas plus à ceux qui possèdent qu'à ceux qui peinent pour gagner le pain quotidien et qu'on peut l'acquérir d'une façon presque certaine par l'hygiène » (1).

(1) Paris, 1907.

(2) *Le Sillon*, B. Audollent, 25 avril 1903.

Ils devraient ensuite créer des sociétés sportives, sociétés de vélocipédie, de tir, de football, etc., qui seraient des plus salutaires pour la santé physique et morale de leurs membres. Ils devraient également créer des restaurants coopératifs, organiser des villégiatures syndicales. Le syndicat des employés, dit des Petits-Carreux, organise chaque année des villégiatures qui ont grand succès ; en 1905, à Saint-Laurent-sur-Mer dans le chalet de l'Œuvre des Saines vacances, en 1906, dans deux chalets au Crotoy : en 1907 et 1908 à Onival, et en 1909 à Villers, dans un hôtel loué par le syndicat pour la saison d'été : la durée du séjour est de 2 à 5 semaines, au gré des syndiqués ; le prix de la pension est de 3 francs par jour (3 fr. 25 au mois d'août), non compris les frais de voyage.

Les syndicats professionnels féminins de la rue de l'Abbaye envoient également leurs syndiqués dans plusieurs colonies de vacances dépendant des sœurs de Saint-Vincent de Paul : à Roscoff, Nemours, Villers-sur-Mer, Drancy (Seine), Pen-Bron, etc. Ils ont également des villégiatures de repos à Villers-sur-Mer, Orly, et en Savoie.

Mais les syndicats disposent encore d'autres moyens pour améliorer les conditions hygiéniques de travail et d'existence des travailleurs du commerce.

Les grèves d'employés de commerce ont été jusqu'ici peu nombreuses, et les résultats obtenus par elles furent insignifiants. Deux grèves ont eu plus particulièrement

pour but des mesures protectrices de la santé des employés : la grève des commis épiciers en 1905 et celle des employés des Galeries Lafayette en 1907.

Le 22 décembre 1905, le Comité de grève des commis épiciers lançait l'appel suivant :

« ... Par son indifférence, toute une corporation a jusqu'à ce jour subi passivement les rigueurs d'un esclavage moderne.... Jugez si nos revendications sont exagérées.... 1° Notre journée de travail n'a pas de limite : elle varie entre 12 et 16 heures. Nous voulons la limitation de la journée de travail.

« 2° Jamais nous n'avons de repos ; nous travaillons sans relâche du premier au dernier jour de l'année. Nous voulons le repos hebdomadaire.

« 3° Nos patrons ne se contentent pas des bénéfices qu'ils réalisent sur les denrées qu'ils livrent aux consommateurs ; ils en réalisent d'autres en nous nourrissant avec des denrées avariées qu'ils ne peuvent plus vendre, ce qui leur permet de nous gratifier d'un salaire dérisoire de 50 francs par mois. Nous voulons la suppression de la nourriture et la fixation d'un salaire minimum ;

« 4° Nos patrons nous logent en commun dans des chambres où aucune condition d'hygiène n'est observée ; ils nous tiennent ainsi sous leur tutelle. La nuit comme le jour, nous sommes séquestrés. Ces conditions de vie nous condamnent au célibat. Nous voulons la suppression du couchage. Nous voulons être libres, no-

tre travail terminé. Nous voulons avoir un foyer, afin de pouvoir nous créer une famille et sentir autour de nous cette affection sans laquelle la vie n'est qu'un martyre.....»

Les commis-épiciers ne réussirent à obtenir que des promesses, et la tentative de grève générale aboutit à un échec.

Le 1^{er} octobre 1907, les employés des Galeries Lafayette réclamèrent à leurs directeurs :

1° Une réduction d'un quart d'heure sur la journée des garçons de magasins qui travaillent de 6 h. 1/2 du matin à 8 h. 1/2 ou 9 h. 1/2 du soir, parfois plus tard.

2° La libre disposition pour les jeunes employés du temps accordé pour les repas.

3° Un supplément de 10 minutes sur le temps accordé aux employés mangeant hors des magasins.

Ces bien légitimes et modestes revendications, loin d'être accueillies par MM. Bader et Kahn, déterminèrent le renvoi du délégué syndical des garçons : 750 employés se mirent aussitôt en grève ; malgré l'appui de la chambre syndicale des employés, et de l'opinion publique conquise par une campagne de presse et de conférences à laquelle le *Sillon* prit une part très active, après deux mois de lutte, les employés durent s'avouer vaincus.

Si les syndicats d'Employés n'ont pas pu jusqu'ici faire triompher au moins partiellement de justes revendications, cela tient tout d'abord à la diversité, à la

rivalité des syndicats. A Paris seulement, plusieurs syndicats se partagent les employés :

Syndicat des employés du commerce et de l'industrie
dit Syndicat des Petits-Carreaux.

Syndicat des employés du département de la Seine.
Cercle amical des employés.

Chambre syndicale des employés.

Il existe, en outre plusieurs fédérations rivales.

Fédération des employés de France, dite Fédération de Rouen.

Fédération nationale des syndicats d'employés.

Fédération nationale des employés (siège : 16, place de la République), sous le patronage du parti radical et de la Fédération des commerçants détaillants de France.

De plus, les grèves d'employés de commerce pourront difficilement réussir, à cause de la compétence peu spécialisée de beaucoup d'employés. Alors qu'il est souvent impossible à l'industriel de remplacer des ouvriers en grève, il suffit au commerçant pour reconstituer son personnel, de faire appel à cette quantité d'employés sans place, de solliciteurs, possédant une certaine instruction générale qui leur permette de se mettre assez rapidement au courant de leurs nouvelles fonctions.

Enfin, comme le fait fort justement remarquer M. Artaud (1), le syndicalisme n'est pas exactement le

(1) Artaud, *La question de l'employé*, *op. cit.*

même chez l'employé que chez l'ouvrier. « Cela tient à la situation même de l'employé, à son rôle économique. Placé plus près du patron, il n'a pas l'indépendance de l'ouvrier, n'ayant pas comme lui l'outil protecteur. D'où l'hésitation de l'employé à se syndiquer : le mot l'effraie. D'instinct, l'employé est réformiste, non révolutionnaire. Au syndicat il demandera avant tout d'améliorer sa situation immédiate par des œuvres de prévoyance et de mutualité, de lui procurer un emploi et, par un enseignement professionnel pratique, de le mettre à même d'exercer utilement cet emploi... »

Aussi croyons-nous que le syndicat d'employés doit, par la valeur de ses membres et surtout de ses chefs, chercher tout d'abord à acquérir un certain prestige, une autorité morale. Une fois ce résultat acquis, une œuvre particulièrement féconde s'offre à son activité : celle du placement. Par le placement, le syndicat peut, en effet, exercer une grande action : si par l'honorabilité de ses membres, par la stabilité de son organisation, le syndicat engage les patrons à s'adresser à lui pour le recrutement de leur personnel, il peut par là-même, réussir à imposer aux patrons certaines conditions hygiéniques de travail et d'existence pour les employés qu'il leur procure. Mais pour arriver à un tel résultat, il importe essentiellement que le syndicat, par la valeur professionnelle et l'honorabilité des employés

qu'il fournit puisse placer les patrons dans l'alternative de laisser échapper un bon employé ou de consentir les améliorations réclamées. « L'institution du bureau de placement, écrit M. de Contenson (1), qui est la première cellule du syndicat, risque de demeurer sans efficacité si, d'autre part, la valeur professionnelle de ses membres ne vient pas rehausser la réputation de l'association. Il faut que celle-ci, pour employer un terme de métier, soit avantageusement connue sur la place, pour qu'on puisse en tirer un rendement utile (2). »

Certains syndicats, notamment le syndicat des employés du commerce et de l'industrie, et les syndicats professionnels féminins de la rue de l'Abbaye, ont réussi, d'une part, à procurer à leurs membres d'immenses avantages matériels, intellectuels et moraux (réductions obtenues pour leurs achats : restaurants, villégiatures, sociétés sportives, mutualité, placement, conférences) et d'autre part à obtenir des patrons d'importantes concessions.

Il faut néanmoins reconnaître que, soit par la violence, soit par la diplomatie, les syndicats d'employés

(1) Ludovic de Contenson, *Les syndicats professionnels féminins*, Bloud, 1910.

(2) M. Zirnheld me faisait dernièrement justement remarquer que les bureaux de placement établis dans les différentes mairies pourraient utilement seconder l'action de l'inspection du travail et des syndicats en refusant de procurer un employé à tout patron qui n'offrirait pas à son personnel des conditions de travail et d'existence satisfaisantes.

n'ont pu encore réussir à faire triompher, d'une façon générale, leurs principales revendications, et que même, au jour encore lointain où ils pourront grouper un très grand nombre d'adhérents, ils se heurteront sans doute à une organisation patronale plus riche, donc plus forte.

CHAPITRE II

ACTION PHILANTHROPIQUE.

Avant d'aborder l'étude de l'action légale protectrice de la santé des employés de commerce, nous voudrions en quelques mots indiquer ce qu'ont pu faire ou ce que pourraient faire en leur faveur les philanthropes, dont le nombre et la générosité entretiennent dans notre pays une si belle floraison d'œuvres sociales.

C'est naturellement en faveur des jeunes filles employées dans le commerce qu'ont été créées un grand nombre d'œuvres, d'ailleurs assez diverses (1).

De nombreux patronages et maisons de famille accueillent les jeunes employées et ouvrières pendant leurs instants de loisirs. Les principales maisons de famille sont les maisons de Notre-Dame de Bonne-Garde (Filles de la Charité), les maisons de famille des sœurs dominicaines de la Présentation de Tours, celles qu'ont fondées les religieuses de Marie-Auxiliatrice à Toulouse, Lyon et rue de Maubeuge à Paris : dans cette dernière maison, les jeunes employées paient de 45 à 60 francs par mois pour le logement et la nourriture. Le syndicat

(1) Cf. Rivière, *La protection de la jeune ouvrière*, tract *Action populaire*, n° 84.

de l'Aiguille a ouvert trois maisons de famille, dont la principale se trouve 35, rue Boissy-d'Anglas (cité du Retiro). On peut aussi mentionner l'hôtellerie populaire pour femmes, fondée rue Fontaine-au-Roi, n° 10, par l'Armée du Salut, les deux maisons construites par la Société philanthropique (maison Marjolin, 35, rue des Grandes-Carrières et fondation Stern, rue de la Folie-Regnault), la maison de famille de la rue de Lille (n° 101), etc.

Une des œuvres les plus remarquables est le cercle Amicilia, fondé en 1898 par un groupe de dames protestantes. Ce cercle loge 61 pensionnaires, à raison de 30 à 45 francs par mois, y compris le déjeuner simple du matin, le chauffage, l'éclairage, le service. Le restaurant est ouvert même aux jeunes filles non logées : les membres du cercle ont à leur disposition des salles de lecture, de conversation, de correspondance, une bibliothèque, des journaux, etc. : des cours du soir et conférences sont faits aux demoiselles de magasin.

Il a été en outre créé de nombreux restaurants spéciaux pour les femmes seules : les principaux sont ceux du Foyer de l'Ouvrière [(Unions chrétiennes de Jeunes filles) : les mets varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 60 ; il en existe cinq dans Paris], l'Oasis, 85, rue de Sèvres (cercle et restaurant). Le restaurant féminin de la rive gauche, 5, rue des Grands-Augustins, ceux de l'Œuvre fami-

(1) Rue du Parc royal, n° 12.

liale des ouvrières, 47, rue d'Hauteville, le Réchaud de Midi des Travailleuses, 338, rue Saint-Honoré, etc. (1).

Enfin de nombreux patronages et cercles facilitent aux employées un séjour de quelques semaines au bon air (2). C'est ainsi que le cercle du Travail féminin, dirigé par Mme Jules Siegfried organise, chaque année, des colonies de vacances avec le concours de l'Association des villégiatures du Travail féminin : en 1907, le cercle a envoyé dans ses différentes villas à Jouy-en-Josas, Saint-Prix, Onival, 301 dames et jeunes filles.

L'Œuvre des Maisons de familles pour jeunes filles isolées (101, rue de Lille) possède une maison de repos à Bois-Guillaume, près Rouen : en 1909, 200 jeunes filles y ont passé de 21 jours à un mois (prix du séjour : 60 francs par mois en dortoir, 70 francs en chambre).

De nombreuses œuvres de colonies de vacances sont spécialement destinées aux jeunes employées et ouvrières.

L'Œuvre du Repos pour les Jeunes Parisiennes (63, boulevard Malesherbes) a envoyé en 1907, 250 jeunes filles de 16 à 28 ans dans ses deux maisons de Beaumesnil (Eure) et de Saint-Germer-de-Fly (Oise).

Les cures rurales de Champrosay (25, rue de Maubeuge) ont reçu en 1908, 42 jeunes filles.

L'Œuvre des Cures d'air des jeunes ouvrières et em-

(1) Il existe également quelques restaurants pour employés. Union chrétienne des jeunes gens, rue de Trévisé, restaurants du Sillon, etc.

(2) Cf. Plantet et Delpy, *op. cit.* (1910).

ployées de Paris (président M. Paul Strauss ; vice-président délégué : M. le Dr Letulle, 7, rue de Magdebourg) envoie chaque année 40 à 50 jeunes filles ou jeunes femmes anémiées dans ses maisons de repos de Fresnes-les-Rungis (Seine) et Clarens (Suisse).

Les OEuvres des Bonnes Vacances (17, rue Hamelin), et du Rayon de Soleil pour la jeune fille (127, av. de Villiers) envoient également de nombreuses jeunes filles passer quelques semaines à la mer ou à la montagne.

En province, aux environs de Saint-Etienne, à Lardreyt et la Bourlaratte, M. le pasteur Comte a fondé l'OEuvre des Marguerites pour jeunes filles anémiées, à Saint-Viaud, près Paimbœuf (Loire-Inférieure), dans le manoir de Pré-au-Midy, a été ouvert un superbe établissement (parc de 30 hectares) pour jeunes filles anémiées. A Tarbes, l'OEuvre des Midinettes, — à Lyon, l'Association des jeunes filles à la campagne, etc., envoient également des employées ou ouvrières se reposer au bon air.

Si les dangers physiques et moraux auxquels sont exposées les jeunes employées de commerce, ont attiré sur elles la bienveillance des philanthropes, les lamentables conditions de travail des employés de l'alimentation devaient également éveiller l'attention des hommes d'œuvres. En 1898, quelques jeunes gens, frappés de l'abandon moral dans lequel se trouvent la plupart des jeunes « alimentaires », ont fondé pour eux un

cercle, connu sous le nom de Cercle des Marmitons. Le lundi et le jeudi de chaque semaine, de 8 heures à 10 heures du soir, une salle de l'Institut catholique de Paris (74, rue de Vaugirard) est mise à la disposition des jeunes pâtissiers, bouchers, charcutiers, épiciers, là, ils trouvent du papier à lettres, des livres, des jeux : tous les lundis une conférence avec projections leur est faite par un des confrères, le plus souvent par le dévoué président du Cercle, M. J. Laurentie ; le jeudi, ce sont des conférences sur les grandes institutions nationales, la littérature française, etc... « Le spectacle était, en vérité, étrange et révélateur, lit-on dans le rapport de l'année 1908, lorsque, dans l'atmosphère chargée de tabac, bouchers et pâtissiers, bourgerons bleus et vestes blanches, imposant silence à leur brusque et sanguin tempérament ou à leur bavarde vivacité parisienne, écoutaient spontanément attentifs, les « colères » de Dom Diègne, l'Ode à Bonaparte ou les admirables arpèges du Lac. » Le Vendredi Saint, seul jour de liberté de beaucoup d'alimentaires, le cercle organise une grande promenade aux environs de Paris. Ainsi, grâce à quelques hommes dévoués, un peu de joie, de bien-être, d'idéal vient égayer la vie rude des pauvres petits employés de l'alimentation (1).

Certes, ces cercles sont des œuvres admirables, et

(1) Un cercle semblable a été récemment fondé, 22, rue de Naples, pour les « alimentaires » de la rive droite.

dont tous les patrons devraient comprendre l'absolue nécessité.

Il est néanmoins des œuvres qu'il reste, croyons-nous, à fonder : ce sont des Maisons de famille pour les jeunes employés de l'alimentation. Nous avons vu plus haut, d'une part, à quels dangers physiques et moraux étaient exposés ces enfants et jeunes gens par le couchage chez le patron ; et d'autre part, comment la réglementation avait pour conséquence la suppression progressive du couchage. Par des maisons de famille semblables à celles qui existent pour les apprentis de l'industrie (1), on soustrairait les jeunes alimentaires aux abus dont ils sont victimes lorsqu'ils couchent chez le patron ; on les empêcherait également de louer des locaux malsains et de succomber aux dangers de la rue : en un mot, on donnerait à ces enfants et jeunes gens, avec le foyer dont ils sont actuellement privés, l'éducation qui leur fait tant défaut. Souhaitons que les patrons de l'alimentation prennent l'initiative de cette création ! Bien souvent, s'ils logent si mal leurs employés, c'est que la place fait défaut ; en renonçant au couchage, et en versant des allocations à ces Maisons de famille, ils éviteraient bien des ennuis ; ils se déchargeraient surtout de la terrible responsabilité qui pèse actuellement sur eux : celle de contribuer à la décadence physique et morale d'une partie de la jeunesse ouvrière.

(1) Ex. Maison de famille de la Société des Amis de l'enfance, 19, rue de Crillon.

CHAPITRE III

ACTION LÉGALE

Des chapitres précédents il ressort combien impuissante est l'action des patrons et des syndicats, ou celle des philanthropes à améliorer d'une façon notable les conditions de travail et d'existence de la majorité des employés de commerce. Pour mettre fin aux abus, il faut une force plus grande ; ces abus devenant par leurs conséquences un véritable péril social, il importe à la société elle-même de se défendre, en venant par la loi protéger la santé des travailleurs. Les adversaires de la protection légale, opposent ordinairement à celle-ci le danger de la concurrence extérieure ; dans le domaine industriel, cette objection a certes une grande valeur, et bien inconséquents seraient les législateurs qui n'en tiendraient pas compte : les conventions internationales comme celles de Berne ; les traités comme le traité franco-italien de 1904, ont précisément pour but de soumettre au même moment les industriels des différents pays aux mêmes prescriptions. Mais lorsqu'il s'agit de la protection des employés de commerce, l'objection n'a plus de valeur : seuls, en effet, les grands commerçants sont appelés à lutter sur les marchés étrangers ;

or, nous l'avons vu, c'est dans le grand commerce que les employés sont le mieux traités et que les prescriptions légales sont le mieux observées. Le petit commerce, au contraire, n'a qu'un champ d'action très étroit : il ne vend les produits que sur le marché national, et le plus souvent uniquement sur le marché de la cité. Aussi n'est-ce pas contre la concurrence étrangère que doit être protégé le petit commerce, mais bien contre la concurrence intérieure. Nous avons vu plus haut combien rarement aboutissaient les tentatives d'ententes entre commerçants dans le but d'améliorer les conditions de travail de leur personnel : aussi la loi est-elle nécessaire pour imposer à tous des prescriptions identiques, et empêcher les patrons bienveillants d'être victimes de leur générosité.

Nous avons déjà, au cours de cet ouvrage, en exposant la législation actuelle et indiquant les abus, montré par là même combien était encore insuffisante dans notre pays la protection légale de la santé des employés de commerce. Beaucoup de législations étrangères ont depuis longtemps devancé la nôtre dans cette voie ; nous avons déjà vu (1) comment, dans les différents pays, la loi assurait des sièges aux demoiselles de magasins : un rapide examen des législations étrangères montrera que, dans les différents pays, des mesures d'hygiène générale ont été prescrites dans les établissements com-

(1) Cf. p. 60 et suiv. (vendeuses de magasins).

merciaux avant notre loi de 1903, et que la durée de la journée de travail des employés de commerce y est légalement limitée, disposition que nous attendons encore (1).

En *Allemagne* l'article 62 du Code de commerce, que nous avons mentionné précédemment, oblige le patron, d'une façon générale, à installer ses magasins, à régler la durée du travail, à coucher et nourrir ses employés, etc., en sorte que leur santé, leur moralité, leur culture intellectuelle ou religieuse ne soient en rien compromises.

La loi du 30 juin 1900 est venue préciser et compléter ce texte général. Cette loi incorporée à la *Gewerbeordnung* (§ 139 c à 139 m) prescrit que dans tous les magasins de vente ouverts au public, sauf quelques exceptions (2), les employés doivent jouir d'un repos interrompu d'une durée minima de dix heures : dans les villes de plus de 20.000 habitants, et dans les magasins occupant deux employés et plus, ce repos doit être de onze heures ; des règlements locaux fixent la durée du repos dans les localités plus petites. Pendant la journée de travail, un repos doit être accordé vers midi aux employés : si ces derniers doivent prendre leur repas en

(1) Cf. Justin Godart, Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi relatif à la réglementation du travail (*Doc. parl.*, 1907 ; Ann. n° 876) ; Bezançon, *op. cit.*, p. 236 ; Sourbès, *op. cit.*, p. 253.

(2) Pour empêcher la perte de la marchandise, pour les travaux d'inventaire, pour les installations et déménagements et pendant 30 autres jours par an.

dehors de l'établissement, le repos doit être d'une durée minima de 1 h. 1/2 (§ 139 c). — Sauf autorisations spéciales, les magasins doivent être fermés de 9 heures du soir à 5 heures du matin (§ 139 e). — Sur la demande des deux tiers des patrons, l'autorité supérieure peut, après avis des autorités communales, ordonner la fermeture des magasins de 8 à 9 heures du soir à cinq ou sept heures du matin (§ 139 f) ; en 1905, deux cents villes avaient ainsi la fermeture complète ou partielle des magasins à 8 heures du soir.

A Berlin, un arrêté du préfet de police entré en vigueur le 1^{er} novembre 1908, prescrit la fermeture de tous les magasins à partir de huit heures du soir tous les jours sauf le dimanche.

A Brême, une ordonnance du 29 mars 1908 fixe entre 8 et 9 heures du soir, la fermeture des magasins de vente, à l'exception des magasins de tabacs et sauf les samedis.

En *Autriche* l'article 74 de la loi du 8 mars 1895 dispose que les chefs d'entreprises commerciales ou autres doivent avoir soin de maintenir les locaux de travail dans un état constant de propreté, d'y assurer le renouvellement de l'air, et de mettre à la disposition de leur personnel des logements parfaitement salubres.

Pour les jeunes employés, jusqu'à l'âge de seize ans, le travail est interdit de 8 heures du soir à 5 heures du matin.

Le Comité du Conseil supérieur a proposé en 1902,

en faveur des employés, un repos ininterrompu de 11 heures et la fermeture des magasins de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

Enfin, en janvier 1908, la Chambre des députés a adopté un projet de loi, accordant des vacances aux employés, et sur lequel nous donnerons plus loin quelques détails (1).

En *Angleterre*, depuis 1878 et 1883 (2), le commerce de la boulangerie est soumis à une réglementation hygiénique très étroite : les plafonds, couloirs et escaliers des boulangeries doivent être peints, vernis ou blanchis à la chaux ; les chambres à coucher doivent être séparées de la boulangerie et posséder une fenêtre sur l'extérieur ; aucun cabinet d'aisance ne peut être situé dans une boulangerie ou communiquer directement avec elle : les lois du 6 juillet 1895 et du 17 août 1904 sont venues compléter et préciser ces dispositions, en subordonnant notamment à une autorisation du conseil de district l'installation des boulangeries dans des sous-sols ; au cas de refus d'autorisation, le boulanger peut en appeler dans un délai de 21 jours à la Cour de juridiction sommaire.

Le Shop Hours Act de 1892 fixe la durée du travail des employés de moins de 18 ans à 74 heures par semaine, y compris les heures de repas.

Le Shop Early Closing Act du 15 août 1904 confie

(1) Voir ch. V, *La question des vacances*.

(2) Lois du 27 mai 1878 et du 25 août 1883.

aux autorités locales le soin de fixer les heures de fermeture des magasins. Si les deux tiers des commerçants désirent la fermeture, l'autorité locale doit, sous réserve de la ratification par le Parlement, imposer la fermeture : celle-ci ne doit pas être fixée avant 6 heures du soir pendant 6 jours de la semaine, et avant 4 heures de l'après-midi le septième jour.

Mais la loi prescrivant la fermeture de l'établissement et non la cessation du travail, le travail se prolonge derrière les volets. Aussi sir Charles Dilke a-t-il déposé un projet de loi aux termes duquel un maximum de 60 heures par semaine serait fixé pour tous les employés et le travail serait interdit une demi-heure après la fermeture du magasin.

Dans les *Colonies britanniques*, la santé des employés de commerce a déjà depuis longtemps fait l'objet de dispositions légales. En Nouvelle Zélande, « the Shop and the Shop Assistants Act » de 1894 prescrit dans son article 17 la propreté, l'aération des magasins et comptoirs. La loi d'Ontario (10 avril 1900) interdit la vente de marchandises fabriquées dans les locaux, dont la propreté et l'installation hygiénique n'auraient pas été certifiées par une autorisation de l'inspecteur : les magasins doivent être bien aérés, non encombrés par les employés, etc... Au Natal, la loi du 26 août 1905 stipule que les magasins seront complètement fermés les dimanches et fêtes ; du lundi au jeudi inclus ils doivent être fermés à 5 h. 30 du soir ; le vendredi à 4 heures

du soir ainsi que les veilles de fêtes, le samedi à 2 heures de l'après-midi et la veille de Pâques à 5 h. 30. En Australie (Queensland) (1), les magasins doivent être fermés : les lundi, mardi, mercredi et jeudi à 6 heures du soir ; le vendredi à 9 heures du soir et le samedi à 1 heure de l'après-midi.

En *Belgique*, la loi du 2 juillet 1899 (2), dans son article 1^{er}, déclare que « le gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des ateliers ou du travail et de la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales, dont l'exploitation présente des dangers même lorsqu'elles ne sont pas classées comme dangereuses, insalubres et inconfortables ».

En *Suisse*, dans le canton de Neuchâtel, la loi du 26 avril 1901 protège d'une façon particulière la santé des femmes employées dans les magasins, boutiques, hôtels, restaurants, etc... ; elle prescrit notamment dans les locaux où travaillent les femmes une propreté constante, l'éclairage, l'aération et le chauffage suffisant.

Le conseil communal de la ville de Lausanne (3) a adopté, le 25 juin 1907, un règlement concernant les magasins, comptoirs, bureaux, hôtels, brasseries, etc.,

(1) *Bull. off. du trav.*, 1909, nos 6-7.

(2) *Annuaire légis. étrangère*, 1899. — *Bull. off. trav.*, août 1899.

(3) Cf. *Bull. Ligue sociale d'acheteurs*, 4^e trim. 1907, Platzhoff-Lejeune.

règlement aux termes duquel les mineurs âgés de moins de 14 ans ne peuvent être employés en permanence dans ces établissements (art. 3) ; les employés, même du sexe masculin, doivent avoir un siège à leur disposition (1) ; les femmes ne peuvent être astreintes à reprendre leur travail avant 15 jours dès leur accouchement (art. 5) ; la durée du travail ne peut excéder 65 heures par semaine, une heure au moins doit être accordée pour le repas principal au milieu du jour ; le travail doit être interrompu la nuit pendant 9 heures consécutives : est considéré comme travail de nuit, celui compris entre 9 heures du soir et 6 heures du matin ; ne sont pas soumis à ces dispositions concernant la durée du travail les magasins de l'alimentation, entreprises de transports et travaux publics, hôtels ; mais le règlement de service de ces établissements doit être soumis à l'approbation de la municipalité (art. 8).

Dans le canton de Zurich, la loi du 17 août 1894 détermine la durée du travail dans les bureaux commerciaux, magasins, etc., où sont employées des femmes ; le travail ne peut dépasser 8 heures pour les bureaux, 10 heures pour les autres établissements ; ces heures se répartissent en été entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, en hiver entre 8 heures du matin et 8 heures du soir. — L'interruption du travail à

(1) On ne trouve qu'en Floride une disposition semblable, très utile d'ailleurs. Nous l'avons signalé précédemment (*Sièges*, p. 62).

midit doit être de 4 h. 1/2. — Une loi à peu près identique a été adoptée par le canton de Bâle.

La loi de Berne, du 23 février 1908 (1), prescrit dans son article 15 que « les personnes du sexe féminin employées dans les magasins peuvent être tenues de servir la clientèle sans restriction, pendant tout le temps que l'établissement est ouvert, mais jusqu'à 8 heures du soir au plus tard, et à la condition qu'il leur soit accordé des pauses suffisantes pour le repas et un repos de nuit ininterrompu de 10 heures au moins ». Cette même loi prescrit également en faveur des ouvrières un congé annuel (2).

Dans les cantons de Genève et Glaris, les lois cantonales sur la durée du travail s'appliquent aussi bien au commerce qu'à l'industrie.

Au *Danemark*, la loi du 19 juin 1908 déclare que « sont interdits de 8 heures du soir à 4 heures du matin, à l'exception du temps compris entre 8 heures et 11 heures le samedi soir, la vente et l'achat dans les rues, marchés, places publiques et dans les boutiques et magasins de marchands, fabricants, artisans, ainsi que l'exercice des professions de barbier et coiffeur. Ces boutiques et magasins, ainsi que les salons des barbiers et coiffeurs, doivent, sous la réserve prévue plus haut (du samedi), être fermés de 8 heures du soir à 4 heures du matin... Les clients qui se trouveraient dans les bou-

(1) *Bull. off. intern. du travail*, 1908, p. 125.

(2) Voir plus loin, ch. V.

tiques et magasins au moment fixé pour la fermeture... peuvent encore être servis dans un délai d'un quart d'heure après ledit moment ».

Ces dispositions ne sont pas applicables aux pharmacies, à la vente des journaux, ou des boissons rafraîchissantes dans les lieux à ce désignés : boulangers et pâtisseries peuvent vendre chez eux des produits à consommer sur place et sur l'heure... ; la loi comporte certaines exceptions pour quelques époques de l'année.

En *Hollande*, il n'y a pas de protection légale spéciale des employés de commerce : la loi de 1906 sur le contrat de travail s'applique aussi bien à l'industrie qu'au commerce ; or, cette loi oblige l'employeur à veiller à l'entretien et à la propreté des locaux de travail, à organiser le travail de sorte que l'ouvrier ou l'employé ne puisse subir aucun dommage physique ou moral : sinon l'ouvrier ou l'employé pourrait l'actionner en dommages-intérêts (art. 1638 x, C. civ.). Un arrêté royal du 10 août 1909 modifiant l'article 4 de la loi de 1889 sur le travail, interdit de faire travailler les enfants âgés de moins de 14 ans.

En *Russie*, la protection de la santé des employés de commerce est, comme nous l'avons vu précédemment, encore bien imparfaite : néanmoins un décret du 15 novembre 1906 (*Recueil des lois et arrêtés*, 19 nov.-2 déc. 1906) est venu réglementer la durée du travail dans le commerce. Aux termes de ce décret : « dans les établissements commerciaux de toute sorte... les opérations

commerciales ne peuvent se prolonger pendant plus de 12 heures par journée de 24 heures. Les établissements où l'on vend des aliments et des boissons pour être consommées sur place...., de même que les établissements de bains, les étuves ne peuvent rester ouverts plus de 15 heures par journée de 24 heures : il en est de même pour la vente des articles de première nécessité comme pour la vente du tabac et d'articles de fumeur par les colporteurs ou dans des étalages volants (art. 1).

La durée du travail dans les établissements autres que ces derniers (c'est-à-dire autres que ceux où la durée de travail peut être prolongée jusqu'à 15 heures), peut être augmentée de 2 heures pendant 40 jours par an : ces 40 jours sont déterminés par les autorités municipales ou le gouvernement régional (art. 2). Sauf les cas de force majeure, de danger pour les marchandises ou le magasin, on ne peut faire travailler au delà de la limite fixée par la loi, que si les employés y consentent et moyennant une rétribution spéciale ; même, dans ce cas, le magasin doit être fermé au public à l'heure fixée. Les personnes employées dans les magasins qui restent ouverts plus de 8 heures par journée de 24 heures, ont droit pour leur repas à un repos dont la durée totale ne peut être inférieure à 2 heures : dans les autres établissements, elle ne doit pas être inférieure à une demi-heure (1).

(1) Cf. *Bull. off. intern. du travail*, 1908, p. 614.

Outre ces dispositions légales, il est à remarquer qu'en Russie, surtout en Pologne, les associations d'employés commencent à se développer ; ces jours derniers (avril 1910) s'est réuni à Varsovie le premier Congrès de toutes les associations d'employés de commerce et d'industrie de Pologne (1). Au programme du Congrès figuraient entre autres questions les suivantes : de la fondation d'asiles pour les employés âgés ; moyens de faciliter des « cures » aux employés ; conditions de travail des femmes dans les magasins et bureaux du commerce et de l'industrie ; législation actuelle et projetée concernant les employés de commerce et d'industrie. Nous ne doutons pas que ces efforts des employés n'aboutissent à faire bientôt rapidement progresser leur protection légale.

Enfin, aux *Etats-Unis*, dans de nombreux Etats, les lois réglementent surtout l'hygiène du travail dans les boulangeries ; ainsi dans l'Etat de Missouri, la loi du 29 mai 1899 dispose que les dortoirs des ouvriers boulangers doivent être complètement séparés des locaux de travail, et prescrit pour ces derniers diverses mesures hygiéniques ; les mêmes prescriptions se trouvent également dans les lois de New-York du 13 mai 1897, de Pensylvanie du 27 mai 1897, etc...

(1) Société de secours mutuels des employés de commerce et d'industrie de Varsovie. Société de secours mutuels des commis-voyageurs de Varsovie. Ligue des comptables de Varsovie. Société de retraite des employés privés de Pologne. Association des femmes employées dans l'industrie, le commerce et les bureaux. Syndicat des employés de banques de Varsovie, etc...

De cette vue d'ensemble des législations étrangères, il ressort plus particulièrement une lacune de notre législation, l'absence de toute réglementation de la durée de travail des employés de commerce. M. Besse, ces temps derniers, attirait sur ce point l'attention de M. Justin Godart, député, secrétaire de la commission du travail : « Je viens à nouveau, écrivait-il, appeler votre attention sur cette question de la limitation des heures de travail ; elle devient, en effet, des plus pressantes, aucune disposition légale n'assurant une limite aux forces contributives de nos camarades.... Le régime de travail mixte place les femmes, les adultes, et les enfants dans les mêmes conditions de durée journalière de travail ; il est donc juste que, sans restrictions, la loi de 10 heures soit appliquée aux employés de toutes catégories ; une seule loi est donc normalement applicable : c'est la loi Millerand-Colliard limitant à 10 heures la durée du travail journalier du salarié.... Au moment où M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale vient, par décret, d'arrêter les abus des veilles pour les ouvrières, vous estimerez avec moi tout l'intérêt qui s'attache aux dispositions législatives que je réclame en conformité des vœux de nos Congrès corporatifs.... Les employés ont les mêmes droits que les ouvriers qui, eux, en ateliers mixtes, ne doivent travailler que 60 heures par semaine, soit 10 heures par jour, avec le repos hebdomadaire contrôlé et assuré... »

Le projet de loi relatif à la réglementation du travail, déposé par le gouvernement le 10 juillet 1906, généralise la journée de dix heures dans l'industrie, réglemente le travail à domicile, apporte des modifications à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et enfants et au contrôle de la journée de travail. Mais, en outre, il réglemente la durée de travail des employés de commerce en prescrivant que le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à 10 heures. La Commission du travail a porté la durée de ce repos à 11 heures. Mais, comme l'indiquait récemment M. Godart : « Est-ce parce que le temps a fait défaut à la Chambre ? Est-ce parce que le projet englobait trop de questions ? Une séance fut consacrée au commencement de la discussion générale (1) et ce fut tout. La Commission du travail a alors pensé qu'il fallait, pour aboutir, présenter séparément à l'étude de la Chambre les divers chapitres de ce trop vaste projet, et déjà la Chambre a voté les dispositions concernant le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels... »

Le 2 mars 1910, M. Justin Godart demandait à la Chambre de se saisir « d'un des articles du projet le plus impatiemment attendu par les intéressés et dont l'adoption mettrait fin aux abus réels dont souffrent

(1) 12 juillet 1908.

non seulement des adultes, mais des femmes et des enfants..... », celui qui assurerait aux employés de commerce, de bureau et d'industrie un grand repos régulier et suffisant chaque jour. L'article 1^{er} de cette proposition de loi est, en effet, ainsi conçu :

« Dans les établissements commerciaux, c'est-à-dire dans les magasins, boutiques, bureaux du commerce et de l'industrie, les restaurants, laboratoires, cuisines, caves, chais, fournils et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement ou de bienfaisance, le travail journalier de toute personne employée doit être suivi d'un repos ininterrompu dont la durée ne peut être inférieure à onze heures. »

Mais déjà beaucoup de députés, ne songeant plus à aucun repos, avaient gagné leurs circonscriptions, les autres plus consciencieux ou plus certains de leur réélection, étaient néanmoins impatients d'inaugurer leur campagne électorale : aussi le projet de loi de M. Justin Godart n'a-t-il pu être discuté : souhaitons qu'au nombre de ses premiers travaux la prochaine Chambre inscrive la limitation de la journée de travail des employés de commerce en reprenant l'intéressante proposition de M. Justin Godart !

Mais la limitation de la durée du travail n'est pas le seul remède que devrait apporter le législateur à la condition des travailleurs du commerce. Il devrait en

outre reprendre la proposition du baron Piérard, et étendre au moins partiellement aux femmes et enfants employés dans le commerce la protection accordée aux femmes et enfants employés dans l'industrie.

Nous croyons pouvoir affirmer que cette question de l'extension de la loi de 1892, du moins aux enfants employés dans le commerce sera posée à la nouvelle Chambre. Nous ne doutons pas que bientôt, non seulement les enfants employés dans le commerce seront efficacement protégés mais qu'en outre seront conjurés les effets du fâcheux avis du Conseil d'État de 1893.

Nous avons d'ailleurs relevé avec plaisir qu'en 1907, le tribunal de simple police de Fécamp s'est dégagé de cet avis qui n'a pas force de loi (1) ; il sera néanmoins utile de préciser dans la loi l'extension de la loi de 1892 non seulement aux enfants employés dans le commerce, mais encore aux enfants employés dans les industries et le commerce de l'alimentation. Il est enfin à souhaiter que le gouvernement, usant du pouvoir que lui accorde la loi du 30 avril 1909, réglemente comme nous l'avons indiqué la vente aux étalages.

Mais il ne suffit pas de légiférer ; il faut encore et surtout veiller à l'application de la loi.

(1) Un procès-verbal avait été dressé contre un patron charcutier pour conduite d'une brouette à bras sur la voie publique par un garçon âgé de moins de 14 ans. Le tribunal de simple police de Fécamp a admis en condamnant le contrevenant l'application du décret du 13 mai 1893 et par suite de la loi du 2 novembre 1892 aux patrons charcutiers (Rapp. Jaraczewski, 6^e circ., 1907).

Pour atteindre ce but, il faut tout d'abord une inspection du travail capable d'imposer le respect de la loi.

« Je suis convaincu, disait M. Millerand en 1900 (1), que sans une sérieuse inspection du travail, sans un corps d'inspecteurs bien recrutés, et comprenant bien leur mission, toutes les lois du travail ne sont que des documents morts qui ne peuvent servir de rien. »

Or, l'extension de la protection légale aux travailleurs du commerce accroît d'une façon notable la tâche des inspecteurs : le tableau (2) suivant l'indique clairement :

	Nombre d'établissements soumis à l'inspection	Personnel —
1894.	267.906	2.454.946
1896.	296.797	2.673.314
1898.	299.468	2.633.570
1901.	327.703	2.865.832
1903 (extension au commerce de la loi de 1893).	528.703	3.550.829
1905.	511.783	3.726.578
1906 (loi sur le repos hebdomadaire).	548.225	3.864.007
1907.	552.130	3.999.402
1908.	545.932	4.048.862

Le nombre des inspecteurs du travail est manifestement insuffisant ; malgré tout le zèle qu'ils déploient, en 1908, sur 545.932 établissements à inspecter, 162.059 seulement ont été visités. Quoi d'étonnant que de nombreux abus existent encore ?

Il est impossible d'augmenter d'une façon suffisante les crédits affectés à l'inspection du travail ; aussi est-il

(1) Séance d'ouverture du Congrès de la protection des travailleurs.

(2) Cf. Rapports sur l'application des lois réglementant le travail.

nécessaire de faire aboutir les projets de réforme et notamment de faire collaborer toujours davantage les ouvriers et employés à l'œuvre de l'inspection du travail (1).

Mais l'action même des inspecteurs se heurte parfois à de sérieux obstacles : nous avons déjà signalé, à propos du couchage, comment quelques patrons réussissaient à tourner la loi, et comment une entente entre les bureaux d'hygiène et l'inspection du travail mettrait fin à ces abus.

Bien souvent une autre difficulté plus sérieuse encore vient annihiler les efforts de l'inspecteur (2). Les commerçants sont rarement propriétaires de l'immeuble qu'ils occupent : ils se sont installés comme ils ont pu dans un local se prêtant souvent fort peu à sa nouvelle destination. Des modifications sont-elles nécessaires ? L'inspecteur se heurte alors à des impossibilités matérielles provenant soit de la construction de l'immeuble, soit même des clauses restrictives mentionnées dans le bail. Désirant triompher de ces difficultés, M. Fauquet, à l'une des dernières séances de l'Association pour la protection légale des travailleurs, proposait l'addition du paragraphe suivant à l'article 7 de la loi du 11 juin 1893-11 juillet 1903. « Les tribunaux pourront reporter

(1) Cf. exposé des défauts de l'inspection du travail, des réformes proposées dans notre brochure sur « *L'Inspection du travail* ». Tract *Action populaire*, n° 206.

(2) Cf. Rapport Laporte, 1^{re} circ. (1903).

sur les propriétaires la responsabilité civile des condamnations prononcées contre leurs locataires, lorsque les contraventions résulteront de l'état de la chose louée. Toutefois les propriétaires ne pourront être mis en cause par application du présent paragraphe, que s'ils ont été eux-mêmes l'objet d'une mise en demeure ou d'un avertissement dans les formes prévues à l'article 6. »

Il nous paraît difficile de faire peser une telle responsabilité sur le propriétaire, qui bien souvent, en louant l'immeuble, ne sait pas d'une façon précise l'usage qu'en fera le locataire, le personnel qu'il emploiera, etc... ; il serait peut-être plus judicieux de n'engager la responsabilité du propriétaire qu'au seul cas où, soit par une clause restrictive du bail, soit par un refus opposé au locataire mis en demeure, il empêcherait les modifications réclamées.

Il existe d'ailleurs un moyen peut-être plus pratique de mettre en cause le propriétaire et de l'obliger à rendre hygiéniques les locaux loués au commerçant ; il consiste à faire encore jouer la loi de 1902 sur l'hygiène publique. C'est ainsi que M. Le Gouis (7^e circ., 1907) écrivait les lignes suivantes : « M. l'inspecteur de Brest constate les heureux effets de l'intervention du directeur du bureau d'hygiène touchant la réfection et l'installation des cabinets d'aisances qui véritablement ne pouvaient être mises à la charge du locataire, modeste serrurier travaillant avec un seul ouvrier adulte et deux apprentis. N'ayant aucun recours contre le propriétaire,

nous signalâmes le cas à M. le Dr A....., directeur du bureau d'hygiène de Brest, qui, après enquête et en application de la loi du 15 février 1902, intervint et ordonna la réfection complète et d'urgence du cabinet et de la fosse d'aisance. La loi permettant aux bureaux d'hygiène, en cas de refus de la part du propriétaire intéressé, de faire exécuter d'office et à ses frais, les réparations jugées indispensables à l'hygiène publique, la transformation complète fut exécutée de bon gré conformément aux prescriptions qui furent faites à celui à qui légalement elle incombait », et il ajoutait : « Cette intervention des bureaux d'hygiène dans les villes où il en existe, peut, dans bien des cas, faciliter l'action du service. »

Ceci vient encore montrer combien il est nécessaire que l'inspection du travail et les bureaux d'hygiène agissent toujours de concert.

Enfin, l'action légale se heurte bien souvent à la mauvaise volonté des patrons, à leur inintelligence de l'utilité des mesures protectrices des travailleurs ; nous en avons vu un exemple frappant dans l'inapplication de la loi des sièges : il est absolument impossible à l'inspecteur du travail de constater l'interdiction faite aux demoiselles de se servir des sièges : il n'est pas de procédés que n'emploient de nombreux patrons pour tourner les dispositions légales, échapper à la surveillance des inspecteurs ; l'application de la loi du repos hebdomadaire l'a particulièrement fait ressortir.

La loi à elle seule est donc souvent impuissante à remédier aux abus ; pour que son action soit efficace, il faut qu'elle soit complétée par les efforts des consommateurs eux-mêmes ; il ne suffit pas de voter des lois, il faut encore que ces lois aient été préparées dans l'opinion publique, que le consommateur en comprenne l'utilité, et veille à leur application.

CHAPITRE IV

ACTION DES CONSOMMATEURS.

Parmi les abus que nous avons signalés, abus qui compromettent gravement la santé des travailleurs du commerce, certains ont uniquement pour cause les exigences de la clientèle. « L'acheteur, disait M. Joseph Brunhes à la *Semaine sociale de Marseille* (1908), a un devoir vis-à-vis du travailleur, parce que principal bénéficiaire du travail, il en influence les conditions si même il ne les dicte pas. « Le consommateur est roi dans le monde économique », a déclaré M. Gide, ajoutant : « mais c'est un roi fainéant ». La puissance de l'acheteur est assez directe et certaine pour qu'il puisse, par sa volonté concertée, améliorer les conditions du travail, assez inéluctable pour que son irréflexion, malgré lui, les rende pires ». Si les chefs de rayons empêchent souvent les demoiselles de magasins de se servir des sièges, c'est que la clientèle est mal impressionnée en voyant les vendeuses assises. Si les garçons de magasins, les livreurs subissent des journées si longues, c'est que les clients attendent le dernier moment pour faire leurs achats et en exigent la livraison immédiate. Quant aux magasins de l'alimentation, le ministre du

commerce proclamait à la séance de la Chambre du 16 juin 1896 qu'ils sont absolument dominés par la volonté même du consommateur et ses besoins (1).

Aussi importe-t-il tout d'abord d'éduquer les consommateurs, de leur faire connaître les fâcheuses conditions de travail et d'existence des employés, de leur montrer enfin comment dans le commerce plus que partout ailleurs, leur intervention d'autant plus puissante qu'ils seront mieux groupés, peut apporter la plus efficace collaboration à l'œuvre du législateur.

C'est cette tâche qu'ont entreprise les fondateurs des Ligues sociales d'acheteurs. L'action des Ligues a été particulièrement mise en lumière par Mme Nathan Maud, présidente de la Ligue de New-York (2). Quand la Ligue sociale d'acheteurs de New-York commença son œuvre, tous les magasins exigeaient que leurs employés travaillassent de 8 heures du matin à 6 heures du soir. Quelques magasins en outre restaient ouverts les samedis jusqu'à 10 heures du soir ou même plus tard, et durant la saison de presse (1^{er} décembre à Noël), cette fermeture tardive était de règle chaque soir. D'abord par la force de l'opinion publique gagnée et entraînée par la propagande active de la Ligue et ensuite par des lois résultant de l'action continue de la Ligue, ces lon-

(1) Sur cette action des consommateurs dans le commerce de l'alimentation, cf. de Mun, *Gaulois*, 7 mars 1908.

(2) Communication à la première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, Genève, 1908.

gues journées ont été abrégées et maintenant les journées de travail pour les filles mineures sont limitées à 10 heures, et pour les enfants de 14 à 16 ans à 9 heures par jour.

« En résumé, la Ligue en éveillant la conscience publique des acheteurs a établi un salaire minimum de 6 dollars (30 fr.) par semaine pour les vendeuses adultes ayant une année d'expérience ; elle a proclamé que la journée de travail ne doit pas dépasser 9 heures ; elle a fomenté le mouvement pour la clôture des magasins les samedis après-midi : elle a demandé pour les vendeuses une semaine de vacances payée et a matériellement amélioré les conditions cruelles faites aux vendeuses et résultant des achats tardifs des étrennes à Noël et au jour de l'an, etc... ».

Depuis 1902, la France possède une Ligue sociale d'acheteurs très active, fondée par Mme Jean Brunhes. Cette Ligue a fait œuvre d'éducation auprès des acheteurs en « donnant aux personnes qui veulent bien réfléchir à l'action qu'elles exercent, par leurs achats, sur le travail humain, les moyens de se renseigner sur leur devoir et de le remplir » : elle a fait diverses enquêtes, éclairé le public par de nombreux tracts, par des cartes postales, etc.

Elle a, en outre, agi avec succès auprès des commerçants en faisant auprès d'eux de nombreuses démarches et surtout en faisant, par la publication de listes blan-

ches, une très utile réclame aux patrons qui suivaient ses conseils.

Il est à souhaiter que ces ligues se développent de plus en plus, que les acheteurs ne songent pas uniquement à la qualité ou au bon marché des marchandises qui leur sont vendues, mais qu'ils aient conscience de leur puissance et de la responsabilité qu'elle entraîne. Le jour où les commerçants verront une grande partie de leur clientèle s'intéresser aux conditions de travail de leurs employés, menacer de les quitter s'ils n'observent pas les prescriptions légales, ce jour-là, les inspecteurs du travail auront leur besogne notablement simplifiée, car ils auront trouvé dans les consommateurs eux-mêmes les auxiliaires les plus précieux.

Le récent appel de Mgr Amette, archevêque de Paris, en faveur des boulangers, ne semble-t-il pas avoir consacré cette influence du consommateur, et inauguré une ère nouvelle dans les rapports sociaux, en proclamant le programme des Ligues sociales d'acheteurs, à savoir le développement chez les acheteurs du sentiment de leurs responsabilités sociales ?

CHAPITRE V

LA QUESTION DES VACANCES.

Tous ceux auxquels leur fortune ou leurs loisirs permettent de passer au bon air les chaudes journées d'été, savent avec quelle impatience est attendue la période dite des « vacances » ; après une année de travail assidu, l'homme éprouve un véritable besoin d'oublier pendant quelques semaines ses occupations, et d'aller au sein de la nature puiser de nouvelles forces physiques et morales... Or, jusqu'à ces dernières années, les vacances étaient demeurées le privilège des riches, souvent des oisifs ; ceux qui avaient le plus besoin de suspendre leur pénible labeur étaient privés de cette joie des vacances et ne pouvaient que jeter des regards d'envie vers les privilégiés que les trains emportaient vers la mer ou la montagne ! Grâce à de généreux philanthropes, les enfants pauvres ont les premiers pu goûter le bienfait de séjour au bon air en colonies de vacances, œuvres actuellement répandues dans le monde entier.

Les travailleurs adultes ont tout d'abord bénéficié du repos hebdomadaire. Mais celui-ci étant, au point de vue physique, absolument insuffisant, l'idée s'est peu

à peu fait jour, d'accorder aux travailleurs, outre le repos hebdomadaire, un « repos groupé », une période de vacances.

S'il est une catégorie de travailleurs auxquels il est le plus nécessaire comme aussi le plus facile d'accorder des vacances, c'est bien celle des travailleurs du commerce. Nous avons vu que le surmenage auquel ils sont soumis, et surtout leur travail dans un air confiné, non renouvelé, sont les principales causes des ravages que fait parmi eux la tuberculose : aussi importe-t-il de permettre à ces travailleurs d'aller pendant quelques semaines emplir leurs poumons d'un air moins vicié que celui des bureaux ou des magasins ! La morte-saison que subissent pendant les mois d'été la plupart des commerçants rendrait l'absence des employés très peu gênante.

Aussi est-il naturel que les employés de commerce aient été les premiers à réclamer un congé annuel payé. De nombreux patrons accordent, en effet, des vacances à leur personnel, mais sans aucune rétribution : de telles vacances sont dérisoires ; tantôt elles équivalent à un débauchage du personnel pendant la morte-saison ; ce chômage, loin de permettre au travailleur de refaire ses forces physiques et morales, le condamne au contraire à de dures privations : tantôt, ces vacances non payées sont facultatives ; ne peuvent donc en bénéficier que les employés rentiers.

C'est donc de vacances payées qu'il s'agit. Le 10^e Con-

grès de la Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique, tenu à Charleroi les 15 et 16 août 1903, a émis le vœu suivant :

« Considérant qu'un repos de quelques jours est indispensable après une année complète de labeur, non seulement aux employés et voyageurs, mais à tous les travailleurs ;

« Considérant que des vacances continues d'une ou deux semaines rendent seules possible le repos complet ou les voyages, ce qui permettrait aux employés et voyageurs, en acquérant des connaissances nouvelles, de compléter leur éducation professionnelle ;

« Considérant que cette mesure existe pour les employés d'administrations publiques et certaines administrations privées :

« Le Congrès décide qu'il y a lieu de poursuivre l'obtention d'un congé annuel de 15 jours, sans perte de salaire. »

De même dans une assemblée générale tenue le 21 novembre 1906, la Société zuricoise des employés de magasins, entre autres vœux, émettait le suivant :

« La question des vacances sera réglée par la loi et ne dépendra plus de la bonne volonté du patron. La moitié au moins du salaire sera payée pendant ce temps. »

Le deuxième Congrès international des employés, tenu à Bruxelles en septembre 1903 émettait ce vœu :

« qu'un congé annuel de 15 jours avec solde entière »

fût accordé à chaque employé, selon les besoins du service. »

Enfin, dans une pétition adressée au Reichstag, le syndicat des employés de commerce (Hambourg) réclamait « la fixation par la loi d'un congé annuel de 14 jours » (1).

En France, comme en Allemagne et en Angleterre d'ailleurs, l'usage d'accorder des vacances aux employés se généralise de plus en plus dans presque toutes les maisons sérieuses, le personnel jouit d'un congé annuel payé variant entre 8, 15, parfois 20 jours (Belle Jardinière : 14 jours, 7 en hiver, 7 en été. Félix Potin : 8 jours. Grande maison : 14 jours, etc.), ces vacances se prennent par roulement, sans aucune interruption de service.

En Hollande, les vacances se généralisent également. Certains patrons ont même déclaré qu'ils y voyaient un avantage particulier : celui de pouvoir contrôler le travail de l'employé absent par celui qui le remplace temporairement. L'usage des vacances commence à s'introduire même dans le petit commerce : la durée du congé annuel varie entre 3 et 14 jours.

Le tableau suivant donne une idée assez nette du nombre d'employés bénéficiant de vacances payées ainsi que la durée de celles-ci :

(1) *Verbandsblätter*, 1^{er} avril 1906.

ÉTABLISSEMENTS	Nombre d'entreprises enquêtées	Employés jouissant de vacan- ces payées	2 à 4 jours	5 à 6 jours	7 à 14 jours	15 à 30 jours	Plus de 30 jours	Durée incertaine ou d'après le choix	Pas de vacances	Renseignements sur les va- cances non four- nis
Entreprises indus- trielles.....	66	55	11	2	37	—	—	5	8	3
Commerce } gros...	34	28	9	3	14	—	—	2	4	2
Commerce } détail..	36	29	3	8	16	—	—	2	4	3
Agriculture.....	3	2	—	—	2	—	—	—	1	—
Transports.....	14	13	1	—	12	—	—	—	1	—
Banques, sociétés de crédit.....	38	23	—	1	20	1	—	1	12	3
Assurances.....	34	27	—	2	21	3	—	1	5	2
Bureaux de juris- consultes.....	4	3	—	1	1	—	1	—	1	—
Bureaux divers....	11	3	1	—	2	—	—	—	3	5

En Italie, d'après le Dr Guglielmetti (1), à Rome, sauf en cas de maladie, aucune demoiselle de magasin ne peut prétendre à quelques jours de congé, si elle veut continuer à percevoir intégralement ses appointements.

Certains pays ont récemment introduit dans leur législation protectrice des travailleurs des dispositions concernant les vacances.

C'est ainsi qu'en Suisse, la loi de Berne, du 23 février 1908, stipule (art. 14) que « toute ouvrière ou employée dans une maison depuis plus d'une année, qui n'est pas payée à la tâche ou à l'heure, a droit à un congé ininterrompu de 6 jours pendant lequel elle sera salariée comme à l'ordinaire, mais à la condition que durant

(1) Communication à la Conférence des ligues sociales d'acheteurs (Genève, 1908).

ce temps-là, elle ne travaille pas ailleurs contre rétribution. Au bout de deux ans, le congé sera de huit jours ; au bout de trois ans de dix jours, et au bout de quatre ans de douze jours (1).

En Autriche également, en juillet 1908, la Chambre des députés a adopté un projet de loi d'après lequel les employés au service d'un patron, depuis 6 mois sans interruption, ont droit à un congé de 10 jours au moins ; les employés ayant 5 années de service ont droit à un congé de deux semaines, et ceux ayant 15 ans de service à trois semaines. Le salaire doit être payé pendant le congé. Dans les entreprises n'occupant pas plus de trois employés, le congé peut être accordé en deux fois.

Importe-t-il d'introduire en France cette obligation légale ? C'est là une question toute nouvelle que l'on n'a pas encore étudiée, et à laquelle nous n'osons pas répondre d'une manière absolue par l'affirmative. Peut-être y aurait-il lieu de ne donner droit aux vacances payées qu'aux jeunes employés jusqu'à l'âge de 25 ans par exemple : c'est, en effet, de 15 à 25 ans que les jeunes gens ont le plus besoin de se fortifier. Il nous paraît néanmoins difficile d'obliger tous les commerçants à accorder à tout leur personnel des vacances payées : ce serait imposer à certains petits commerçants un sacrifice qu'il leur serait impossible de supporter.

Il est pourtant à souhaiter que les patrons compren-

(1) *Bulletin officiel international du travail*, 1908, p. 125.

nent de plus en plus la nécessité d'accorder à leur personnel un congé payé (au moins à demi-salaire) ; et que les ligues sociales d'acheteurs s'emploient avec énergie à démocratiser les vacances.

CONCLUSION

Nous espérons avoir ainsi montré par quels moyens l'on pourrait remédier à la triste condition des employés de commerce. Mais il ne faut pas croire que les différents personnages que nous venons d'étudier doivent agir isolément : leur action doit être commune.

Le législateur doit se garder de surcharger inutilement le commerçant, qui souvent, dans son petit commerce, a mis tout son avoir. « Il y a, dans le commerce, fait remarquer M. Justin Godart, un prolétariat nombreux qui est intéressant et qu'il ne faut point surcharger. » Le législateur doit donc laisser une certaine initiative aux patrons. Mais il a néanmoins le devoir de mettre fin aux abus que nous avons essayé de mettre en lumière, abus qui ruinent une partie de la nation physiquement et moralement.

Le patron conscient de son devoir comprendra l'utilité de la protection légale ; il devancera même le législateur : « Il garantira à ses employés des conditions de travail normales, une durée de travail ne dépassant pas la durée en usage, et contrôlera soigneusement l'hygiène et la salubrité dans son établissement. Il reconnaîtra franchement, sincèrement et sans arrière-pensée, le syndicat ouvrier, n'exclura personne pour affiliation

au syndicat ou participation active à la question syndicale, et n'encouragera jamais la délation ou la félonie (1). »

Mais pour que le patron puisse ainsi admettre la légitimité de l'intervention du syndicat, il importe que celui-ci ait uniquement pour but le relèvement physique et moral de ses membres, et qu'il ne serve pas d'échelon à quelques politiciens révolutionnaires. Notre enquête nous a malheureusement fait constater combien peu sérieux étaient plusieurs syndicats d'employés : dans leurs publications, nous avons relevé des allégations inexactes ou notoirement exagérées : que les chefs de ces syndicats soient persuadés qu'ils n'aboutiront à aucun résultat en employant de telles méthodes. Au lieu d'organiser de bruyants meetings où l'on vilipende les patrons, au lieu d'aller briser des vitres, ou préconiser le « sabotage » des produits alimentaires, les chefs syndicalistes ne feraient-ils pas œuvre plus féconde en éduquant tout d'abord les syndiqués, en répandant parmi eux les notions d'hygiène, de moralité, en leur faisant prendre conscience non seulement de leurs droits, mais encore de leurs devoirs, en un mot, en formant parmi eux l'élite de la classe ouvrière ?

Que patrons et syndiqués méditent souvent ces lignes qu'écrivait l'an dernier M. Henri Lorin : « De par leur nature les syndicats sont des centres de cristallisa-

(1) Bourguin, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 360 (Colin, 1907).

tion autour desquels doit venir s'ordonner la masse encore chaotique du monde du travail. C'est par eux que dans la vie même peut se préparer l'organisation générale et régulière des professions que requiert le bon ordre social » (1).

Puissions-nous avoir attiré l'attention sur les tristes conditions d'existence de beaucoup de travailleurs du commerce, avoir montré combien leur santé était souvent menacée, et combien d'entre eux succombaient à la tâche !

Puissions-nous surtout avoir plus particulièrement fait ressortir les dangers physiques et moraux auxquels sont exposés ces pauvres petits parias, employés de l'alimentation qui entassés dans les taudis, aspirent au jour de leur libération ! Au lendemain de la proclamation de la liberté du travail, Camille Desmoulins écrivait dans le *Vieux Cordelier* : « O nuit heureuse pour l'artisan dont l'industrie est libre... Aura une boutique qui pourra. Le maître tailleur, le maître cordonnier, le maître perruquier pleureront, mais les garçons se réjouiront et il y aura illumination dans les mansardes. »

Souhaitons que bientôt l'illumination des mansardes fête la libération des jeunes employés de l'alimentation, et la disparition des vestiges de l'esclavage antique !

Le « pain de chaque jour », ce « pain » dont nous

(1) *Chronique sociale de France*, avril 1909.

formulons la demande en récitant le *Pater*, comprend aussi la santé, et tout travailleur a le droit, un droit absolu, un droit auquel lui-même ne peut pas renoncer, de prendre le repos nécessaire.... mais le pain comprend encore la vie intellectuelle et morale : tout travailleur doit avoir, dans la mesure où il en est capable, la possibilité de cultiver son esprit, de former sa conscience, de vivre sa vie d'intelligence et de cœur : il a un droit égal à vivre sa vie religieuse, et s'il a quelque religion, d'en remplir les devoirs (1). »

(1) Abbé Naudet, *Les documents du progrès*, janvier 1909.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. JAY.

Vu

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD,

ANNEXES

I

STATISTIQUE

concernant les différentes catégories d'employés
traités à Boucicaut,
du 1^{er} Janvier 1900 au 1^{er} Janvier 1910.

Année 1900.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M	Garçon de magasin.	27	Bronchite aiguë.	S.
M	Etalagiste.	18	Pleurésie.	S.
M	B. M. (1)	30	T.	D.
M	Boulangier.	23	Pneumonie.	D.
M	Livreur.	44	T.	S.
M	Garçon boucher.	26	T.	D.
F	Fille de magasin.	22	Typhoïde.	S.
M	Pâtissier.	23	Méningite T.	D.
F	B. M.	26	T.	D.
M	Bureau.	23	Angine.	S.
M	Bureau.	25	Mal de Pott.	S.
M	B. M.	25	Angine.	S.
M	Magasin.	39	Abcès froids.	S.
M	d°	25	T.	S.
F	d°	30	T.	S.
M	d°	25	T.	S.
M	Bureau.	15	Anémie.	S.
M	Magasin.	33	Entérite.	S.
M	B. M.	25	Dyspepsie.	S.
F	Caissière.	25	Mal de Pott.	S.
M	Bureau.	27	T.	S.
M	Garçon charcutier.	18	Grippe.	S.
M	Magasin.	25	T.	S.
F	d°	47	Hémorragie cérébrale.	D.
M	Epicier.	25	Mal de Pott.	S.
M	Magasin.	24	T.	S.
M	B. M.	26	T.	S.
M	Bureau.	59	Pneumonie.	S.
M	Magasin.	25	T.	S.
M	Banque.	37	T.	S.
M	B. M.	37	Abcès froids.	S.
M	Magasin.	30	T.	S.
M	Charcutier.	21	Typhoïde.	S.
M	Bureau.	47	T.	D.
M	Boulangier.	26	T.	S.
M	B. M.	26	T.	D.
M	Magasin.	29	T.	S.
M	Epicier.	68	T.	Présent.
M	Bureau.	17	Rhumatisme.	S.
M	Magasin.	30	T.	S.
M	Bureau.	24	T.	S.
M	Pâtissier.	18	Bronchite.	S.
M	Pharmacien.	19	Pleurésie.	D.
M	Bureau.	35	Grippe.	S.
M	Magasin.	23	T.	S.
M	d°	29	T.	S.
F	d°	35	Pneumonie.	S.
M	Epicier.	27	T.	S.

(1) B. M. = employé du Bon Marché.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M	Etalagiste.	34	Urémie.	D.
F	Magasin.	23	T.	S.
M	Bureau.	17	Entérite.	S.
M	Banque.	34	T.	S.
M	Magasin.	23	Grippe.	S.
M	Bureau.	19	T.	S.
F	Confiseuse.	32	T.	D.
M	B. M.	28	Rhumatisme.	S.
M	Bureau.	16	Anémie.	S.
F	Magasin.	20	T.	D.
F	B. M.	23	T.	S.
F	Magasin.	22	Lympho-dermite.	S.
M	Coiffeur.	21	T.	S.
M	d°	53	Emphysème.	S.

Résumé pour 1900.

Nombre de malades passés en médecine.....	1,309
Nombre d'employés compris dans ce nombre.....	62
Sur ces 62 employés la tuberculose en a enlevé.....	10

Année 1901.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M	Magasin.	24	Emphysème.	S.
M	Vendeur.	26	T.	S.
M	Magasin.	27	Angine.	S.
F	d°	23	T.	D.
M	Bureau.	25	T.	S.
F	Charcutière.	38	T.	D.
M	Etalagiste.	40	T.	S.
M	Epicier.	26	T.	S.
M	d°	19	T.	S.
F	Bureau.	31	T.	S.
M	Magasin.	23	T.	S.
M	Comptable.	62	Pneumonie.	D.
F	Magasin.	32	T.	S.
F	Tulliste.	21	Pleurésie.	S.
M	Magasin.	19	Scarlatine.	S.
M	d°	21	T.	S.
F	d°	29	T.	S.
M	B. M.	37	T.	S.
M	Magasin.	34	Grippe.	S.
M	Bureau.	35	Pleurésie.	S.
M	Coiffeur.	32	Mastoidite.	S.
M	Pâtissier.	25	T.	S.
M	Magasin.	28	T.	D.
M	d°	22	T.	D.
M	Bureau.	30	T.	S.
F	Magasin.	39	T.	D.
M	Porteur aux halles.	34	T.	D.
M	Bureau.	52	T.	S.
M	Magasin.	30	T.	D.
M	Boulangier.	35	Coliques néphrétiques.	S.
M	Magasin.	27	T.	S.
M	Comptable.	44	T.	D.
M	Magasin.	20	T.	S.
F	d°	21	T.	D.
M	d°	29	T.	S.
M	d°	25	Angine.	S.
F	B. M.	25	T.	S.
F	Caissière.	37	T.	D.
M	Bureau.	67	Hémiplégie.	D.
M	Epicier.	34	T.	D.
M	B. M.	35	T.	D.
M	Coiffeur.	25	Rhumatisme.	S.
M	Pharmacie.	37	Pneumonie.	S.
M	Magasin.	24	Typhoïde.	S.
F	d°	31	d°	S.
F	d°	27	T.	D.
M	d°	25	Typhoïde.	S.
F	Coloriste.	43	T.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M	Magasin.	29	T.	D.
M	d°	47	Cirrhose alcoolique.	D.
M	Bureau.	25	Grippe.	S.
M	Charcutier.	26	T.	D.
M	Magasin.	26	T.	S.
M	d°	37	Paludisme.	S.
M	d°	33	Angine.	S.
F	d°	30	T.	S.
M	d°	34	Pneumonie.	S.
M	Confiseur.	20	T.	S.
M	Magasin.	19	T.	D.
M	Comptable.	54	T.	D.
M	Epicier.	31	Pneumonie.	S.
M	Magasin.	25	Typhoïde.	D.
M	Etalagiste.	28	Névropathie.	S.
M	Banque.	52	T.	S.
F	Magasin.	28	T.	S.
F	d°	19	T.	D.
M	d°	24	Pneumonie.	D.
F	d°	37	T.	S.
F	d°	18	Anémie.	S.
F	d°	21	T.	D.
M	Boulangier.	40	Emphysème.	S.
M	Magasin.	32	T.	S.
M	d°	19	T.	D.
M	d°	25	T.	S.
F	Epicerie.	46	Cirrhose hépatique.	S.
M	Halles.	33	T.	S.
F	Magasin.	19	Angine.	S.
F	d°	22	T.	S.
M	d°	17	T.	D.
M	d°	30	Pneumonie.	D.
F	d°	26	Bronchite aiguë.	S.
M	d°	25	T.	S.
F	d°	19	T.	D.
M	d°	31	T.	S.
F	d°	26	T.	S.

Résumé pour 1901.

Nombre de malades passés en médecine.....	1,298
Nombre d'employés compris dans ce chiffre.....	85
Sur ces 85 employés, la tuberculose en a enlevé.....	22

Année 1902

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
F	Magasin.	24	T.	D.
M	d.	22	T.	S.
M	d.	28	Rhumatisme.	S.
M	d.	28	T.	S.
M	d.	19	Typhoïde.	S.
M	Bureau.	18	T.	S.
M	Epicier.	18	T.	D.
M	Boulangier.	42	T.	D.
M	Bureau.	64	Anévrisme.	D.
F	Magasin.	29	Gastrite.	S.
F	d.	29	T.	S.
M	Banque.	45	T.	S.
M	Magasin.	26	T.	S.
F	d.	48	Zona.	S.
F	d.	23	T.	D.
M	Epicier.	40	T.	S.
F	Bureau.	25	Laryngite.	S.
M	Boulangier.	48	T.	D.
M	Bureau.	43	Rhumatisme.	S.
F	Magasin.	48	T.	S.
M	Boulangier.	36	Grippe.	S.
M	Coiffeur.	19	T.	S.
M	Charcutier.	38	Paludisme.	S.
M	Magasin.	32	T.	S.
M	Bureau.	17	Angine.	S.
M	Boucher.	26	Angine.	S.
M	Bureau.	41	T.	D.
M	d.	48	T.	D.
M	Boulangier.	43	Rhumatisme.	S.
M	Magasin.	28	T.	D.
M	d.	25	Amygdalite.	S.
M	Etalagiste.	38	T.	S.
M	Comptable.	47	Neurasthénie.	S.
F	Magasin.	21	Amygdalite.	S.
F	d.	31	T.	S.
M	d.	27	T.	S.
M	Coiffeur.	20	T.	S.
M	Magasin.	30	Typhoïde.	D.
M	Pharmacie.	26	Typhoïde.	S.
F	Caissière.	30	T.	S.
M	Magasin.	34	T.	S.
M	Bureau.	44	Congestion pulmonaire.	S.
M	Magasin.	22	Emphysème.	S.
M	Boucher.	20	T.	S.
M	Magasin.	20	T.	D.
M	Halles.	40	T.	S.
M	B. M.	35	T.	D.
M	Magasin.	30	Typhoïde.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Pâtissier.	27	T.	S.
F.	Vendeuse.	37	T.	D.
M.	Comptable.	65	Grippe.	S.
M.	B. M.	39	T.	S.
M.	Bureau.	17	T.	D.
F.	Magasin.	23	T.	S.
M.	Charcutier.	19	T.	S.
M.	Bureau.	56	Grippe.	S.
M.	Etalagiste.	50	Cirrhose alcoolique.	D.
M.	Magasin.	24	T.	D.
M.	d'	56	Hémiplégie.	S.
M.	d'	26	T.	S.
M.	Charcutier.	25	T.	S.
F.	B. M.	21	Anémie.	S.
M.	Confiserie.	17	T.	S.
M.	Magasin.	22	T.	S.
M.	Pharmacie.	24	Congestion pulmonaire.	S.
F.	Boucherie.	30	T.	D.
M.	Magasin.	24	Etylisme aigu.	S.
M.	d'	24	T.	S.
M.	Caissier.	51	Alcoolisme chronique.	S.
F.	Magasin.	22	T.	D.
F.	d'	18	Anémie.	S.
M.	d'	21	T.	S.
M.	B. M.	30	T.	S.
F.	Parfumerie.	32	T.	S.
M.	B. M.	25	Pleurésie.	D.
F.	Magasin.	18	T.	D.
M.	Boulangier.	29	T.	S.
F.	Magasin.	20	Anémie.	S.
M.	Bureau.	31	T.	S.

Résumé pour 1902.

Le nombre des malades admis en médecine a été de.... 1.356
 Sur ce nombre, on a compté, comme employés..... 79
 Sur ces 79, la tuberculose en a enlevés..... 79

Année 1903.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
F.	Magasin.	29	T.	S.
F.	d.	27	Surmenage.	S.
M.	Boucher.	24	T.	D.
M.	d.	18	Orchite.	S.
M.	B. M.	32	Grippe.	S.
M.	Tonnelier.	33	T.	S.
M.	Magasin.	49	T.	D.
F.	Épicerie.	39	Phlébite.	S.
M.	Magasin.	20	Bronchite aiguë.	S.
F.	B. M.	30	T.	S.
M.	Boulangier.	38	T.	S.
M.	B. M.	39	Pleurésie double.	S.
M.	Étalagiste.	40	Néphrite.	S.
M.	Pâtissier.	35	Phlébite.	S.
M.	B. M.	37	T.	S.
M.	Coiffeur.	32	Aliénation mentale.	S.
N.	Magasinier.	45	Pleurésie.	S.
N.	Bureau.	44	T.	D.
F.	Magasin.	43	T.	S.
M.	B. M.	22	T.	S.
M.	Magasin.	27	T.	S.
M.	Bureau.	52	T.	D.
M.	d.	64	T.	S.
F.	Magasin.	29	T.	S.
M.	B. M.	37	T.	S.
M.	Bureau.	64	Pleurésie.	S.
M.	B. M.	48	Ictère.	S.
F.	Vendeuse.	26	T.	S.
M.	Épicier.	33	Cancer.	D.
M.	Magasin.	35	T.	S.
F.	Charcuterie.	26	T.	S.
M.	B. M.	20	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	24	Zona.	S.
M.	d.	25	T.	D.
M.	d.	25	T.	S.
M.	Pharmacie.	30	T.	D.
M.	Magasin.	27	T.	S.
F.	d.	32	T.	S.
M.	d.	24	T.	S.
F.	B. M.	22	T.	S.
M.	Magasin.	26	Emphysème.	S.
M.	Boucher.	40	Cirrhose hépatique.	S.
F.	Magasin.	24	T.	S.
M.	Épicerie.	18	T.	S.
M.	Magasin.	43	Ivresse.	S.
F.	d.	40	Leucémie.	S.
M.	d.	20	T.	S.
F.	B. M.	28	T.	D.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Magasin.	36	T.	S.
M.	Bureau.	70	Ictère.	S.
M.	B. M.	21	T.	S.
F.	Pâtisserie.	38	Eczéma.	S.
F.	Magasin.	28	T.	S.
M.	Bureau.	59	Neurasthénie.	S.
F.	Magasin.	23	Sciatique.	S.
M.	Banque.	44	T.	D.
M.	B. M.	34	T.	S.
F.	Magasin.	35	T.	D.
M.	d.	19	T.	S.
F.	d.	24	T.	S.
M.	d.	32	Gastrite.	S.
M.	Magasinier.	55	Aliénation mentale.	S.
F.	Dactylographe.	23	T.	S.
M.	Comptable.	60	Néphrite.	S.
F.	Magasin.	24	T.	S.
M.	B. M.	29	T.	S.
F.	Caissière.	55	T.	D.
F.	Epicerie.	19	Anémie.	S.
M.	Magasin.	31	Grippe.	S.
M.	Parfumerie.	19	T.	S.
M.	Photographie.	26	Gastrite.	S.
F.	B. M.	24	T.	D.
M.	Magasin.	27	T.	D.
F.	Vendeuse.	41	Neurasthénie.	S.
F.	Magasin.	22	T.	S.
M.	d.	40	Cirrhose du foie.	D.
M.	d.	36	Goître.	S.
M.	Boulangier.	32	T.	S.
M.	Coiffeur.	18	T.	S.
M.	Boulangier.	27	Pneumonie.	S.
F.	Magasin.	23	T.	S.
M.	d.	28	Broncho-pneumonie.	D.

Résumé pour 1903.

Le nombre des malades admis en médecine a été de.....	1.364
Sur ce chiffre, on a compté comme employés.....	82
Sur ces 82 employés, la tuberculose en a enlevé.....	12

Année 1904.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M.	Boucher.	18	T.	S.
M.	Magasin.	28	T.	S.
M.	d.	30	T.	D.
F.	d.	19	T.	S.
M.	d.	19	Grippe.	S.
M.	Dactylographe.	18	Mal de Pott.	S.
M.	Magasin.	29	Gastrite.	S.
F.	d.	26	T.	S.
M.	d.	23	Rhumatisme aigu.	S.
F.	d.	23	T.	D.
M.	Boulangier.	43	Cirrhose hépatique.	S.
M.	Charcutier.	31	Typhoïde.	S.
M.	Magasin.	34	T.	D.
M.	d.	33	Broncho-pneumonie.	D.
F.	d.	24	T.	S.
M.	d.	20	Grippe.	S.
M.	d.	41	T.	S.
M.	d.	45	Tabès.	S.
M.	d.	40	Phlébite double.	S.
M.	d.	34	Tabès.	S.
M.	Magasinier.	39	Tabès.	S.
M.	Magasin.	24	T.	S.
M.	d.	29	Typhoïde.	S.
F.	Modiste.	36	T.	S.
F.	Magasin.	23	T.	S.
M.	Charcutier.	19	T.	S.
F.	Parfumerie.	29	Péritonite aiguë.	S.
M.	Magasin.	36	T.	D.
M.	Bureau.	58	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	37	Grippe.	S.
M.	d.	27	Pleurésie.	S.
M.	d.	28	Saturnisme.	S.
M.	B. M.	41	T.	D.
M.	B. M.	19	T.	D.
M.	Comptable.	44	T.	D.
M.	Bureau.	54	T.	S.
M.	d.	48	T.	D.
M.	B. M.	18	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	33	T.	D.
F.	Caissière.	53	Maladie de Raymond.	S.
M.	Magasin.	32	Bronchite.	S.
F.	d.	24	T.	S.
M.	d.	24	Grippe.	S.
F.	d.	27	Variole.	D.
F.	B. M.	38	T.	D.
M.	Magasin.	28	Rhumatisme.	S.
M.	Bureau.	57	Lumbago.	S.
M.	Épicerie.	15	Amygdalite.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M.	Magasinier.	66	Diabète.	S.
M.	B. M.	27	T.	S.
F.	Vendeuse.	17	T.	S.
M.	Coiffeur.	41	T.	S.
F.	B. M.	21	T.	D.
M.	Boucher.	30	Cirrhose.	S.
M.	d.	38	Ivresse.	S.
F.	Faïence.	48	Névropathie.	S.
M.	B. M.	33	T.	D.
M.	Charcutier.	28	Varices.	S.
M.	d.	17	T.	D.
M.	Boulangier.	41	Congestion pulmonaire.	S.
M.	Boucher.	34	T.	S.
F.	Magasin.	24	T.	S.
M.	d.	50	T.	D.
M.	d.	40	T.	S.
M.	Epicerie.	41	Variole.	S.
M.	B. M.	37	T.	S.
F.	Magasin.	18	Amygdalite.	S.
M.	d.	18	Néphrite.	S.
M.	d.	36	T.	S.
M.	d.	42	Tabès.	S.
F.	Caissière.	56	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	41	T.	S.
M.	d.	19	T.	S.
M.	d.	20	Névropathie.	S.
M.	Bureau.	59	Rétention d'urine.	S.
F.	Magasin.	23	T.	S.
M.	B. M.	25	T.	S.
M.	Boucher.	42	T.	D.
M.	Halles.	40	T.	D.
F.	Magasin.	21	Grippe.	S.
F.	d.	18	T.	D.
F.	d.	29	Néphrite.	S.
M.	d.	20	T.	D.
F.	d.	22	T.	S.
M.	d.	46	Dyspepsie.	S.
M.	d.	32	T.	S.
M.	d.	23	Typhoïde.	S.
F.	d.	20	T.	S.
M.	d.	31	Pleurésie.	D.
M.	d.	36	T.	D.
F.	Confiserie.	28	Grippe.	S.
F.	Magasin.	16	Anémie.	S.
F.	B. M.	27	Mastoidite.	S.
M.	Boucher.	24	T.	S.
F.	B. M.	38	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	25	T.	D.
M.	d.	22	T.	S.
F.	Charcutière.	22	T.	S.
M.	Halles.	37	Pneumonie.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	PROFESSION	SORTIE OU DÉCÈS
M.	B. M.	24	T.	D.
F.	Magasin.	19	Anémie.	S.
F.	d.	20	T.	S.
M.	B. M.	30	T.	D.
F.	Pâtisserie.	52	Rhumatisme.	S.
F.	Bureau.	41	d.	S.
M.	Vendeur.	27	T.	S.
M.	Magasin.	26	T.	S.
M.	B. M.	21	Typhoïde.	S.
M.	Boulangier.	27	Dyspepsie.	S.
F.	Magasin.	31	Gastrite.	S.
F.	d.	21	T.	D.

Résumé pour 1904.

Le nombre des malades admis en médecine a été de... 1.417

Sur ce chiffre on a compté comme employés..... 111

Sur les 111, il en est mort de tuberculose..... 23

Année 1905.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Magasin.	25	T.	S.
M.	Bureau.	42	T.	S.
M.	B. M.	20	T.	S.
M.	Magasin.	21	Pneumonie.	S.
M.	d'	38	Grippe.	S.
M.	Coiffeur.	17	T.	S.
M.	B. M.	38	T.	S.
M.	Boulangier.	28	Sciatique.	S.
M.	Epicier.	35	Pneumonie.	S.
M.	B. M.	27	T.	D.
M.	Charcutier.	34	Maladie d'Addison.	D.
M.	Magasin.	20	Gale.	S.
M.	d'	37	T.	D.
M.	Bureau.	64	Méningite T.	D.
M.	Caissier.	56	T.	D.
F.	Confiserie.	27	T.	S.
M.	Magasin.	20	Alcoolisme aigu.	S.
M.	d'	22	T.	S.
M.	d'	47	T.	S.
M.	B. M.	27	Grippe.	S.
F.	Magasin.	17	Anémie.	S.
M.	B. M.	26	Pleurésie.	S.
M.	Comptable.	43	T.	D.
M.	Charcutier.	29	T.	S.
F.	Epicerie.	35	T.	D.
M.	Bureau.	34	T.	D.
F.	Epicerie.	18	Anémie.	S.
F.	B. M.	29	T.	S.
M.	Caissier.	45	T.	D.
M.	Bureau.	41	T.	D.
M.	Magasin.	26	Rhumatisme.	S.
F.	d'	18	Anémie.	S.
M.	d'	37	T.	D.
M.	B. M.	31	T.	S.
M.	Comptable.	56	Anévrisme.	D.
F.	B. M.	44	T.	S.
M.	Pâtissier.	26	T.	S.
M.	B. M.	22	T.	D.
M.	Banque.	47	Gastrite.	S.
M.	Bouche.	29	T.	D.
M.	Magasin.	18	T.	S.
M.	d'	28	Pleurésie.	S.
M.	d'	16	T.	D.
M.	Magasinier.	55	Cancer du rectum.	D.
F.	Magasin.	23	T.	D.
M.	Confiseur.	18	Oreillons.	S.
M.	B. M.	26	T.	S.
M.	Magasin.	30	Intoxication.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÈCÈS
M.	Banque.	30	Névropathie.	S.
F.	Magasin.	24	Entérite.	S.
M.	d.	25	Grippe.	S.
F.	d.	21	T.	D.
M.	B. M.	26	Oreillons.	S.
F.	Boucherie.	20	T.	S.
M.	Epicier.	47	T.	D.
F.	Magasin.	29	T.	D.
M.	d.	28	T.	S.
M.	B. M.	27	Rhumatisme.	S.
F.	Etal.	27	Lithiasé biliaire.	S.
F.	Confiserie.	24	T.	D.
M.	Magasin.	20	T.	S.
M.	d.	43	Laryngite.	S.
F.	d.	28	Rétrécissement mitral.	S.
M.	Bureau.	49	Grippe.	S.
M.	Bureau.	53	Rhumatisme.	S.
M.	Dactylographe.	27	Entérite.	S.
M.	Magasin.	15	T.	S.
M.	d.	30	T.	S.
F.	d.	28	T.	S.
F.	B. M.	24	T.	D.
F.	Caissière.	55	T.	S.
M.	Bureau	43	Névropathie.	D.
M.	Pâtisserie.	17	Asystolie.	S.
M.	Parfumeur.	37	Dyspepsie.	D.
F.	Magasin.	27	Néphrite.	S.
M.	d.	30	Typhoïde.	S.
M.	d.	24	Amygdalite.	S.
F.	d.	38	Pleurésie.	S.
M.	d.	33	T.	S.
F.	d.	22	T.	D.
F.	d.	22	Typhoïde.	S.
F.	B. M.	25	T.	S.
M.	Magasinier.	64	T.	S.
F.	Confiserie.	31	T.	D.
M.	Charcuterie.	25	T.	D.
F.	Magasin.	16	T.	S.
F.	Bureau.	59	Arthrite.	S.
M.	d.	51	T.	S.
F.	Magasin.	27	Anémie.	D.
M.	Halles.	55	T.	S.
F.	Parfumerie.	18	Mastoidite.	D.
M.	Bureau.	55	T.	S.
M.	Magasin.	38	T.	D.
M.	d.	32	T.	S.
F.	B. M.	28	Anémie.	S.
M.	Comptable.	61	Sclérose.	S.
F.	Magasin.	27	Névropathie.	S.
M.	d.	17	Pleurésie.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
F.	Confiserie.	23	T.	S.
M.	Epicier.	38	Pleurésie.	S.
F.	Caissier.	41	T.	D.
F.	Magasin.	16	T.	S.
F.	d'	21	T.	D.
F.	d'	38	Anémie.	S.
M.	Coiffeur.	37	T.	D.
F.	Magasin.	27	T.	S.
M.	d'	24	T.	S.
M.	Boucher.	36	T.	S.
M.	Bureau.	42	T.	D.
F.	B. M.	32	T.	D.
M.	Magasin.	26	T.	S.
M.	Boulangier.	36	T.	D.

Résumé pour 1905.

Le nombre de malades admis en médecine a été de..... 1.481
 Sur les 1.481 malades on a compté comme employés.... 112
 Sur ces 112 il en est mort de la tuberculose.. 32

Année 1906.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Magasin.	32	Pleurésie.	S.
M.	Bureau.	47	Emphysème.	S.
M.	Comptable.	49	T.	D.
M.	d.	66	Aortite.	S.
M.	Magasin.	22	Grippe.	S.
M.	B. M.	31	Cancer.	D.
F.	Magasin.	19	Anémie.	S.
F.	B. M.	25	T.	D.
F.	Epicerie.	29	T.	S.
F.	Magasin.	20	T.	S.
M.	Etalagiste.	33	T.	D.
M.	Bureau.	37	Délire.	S.
F.	Magasin.	22	T.	S.
F.	d.	16	Epistaxis.	D.
M.	Comptable.	60	Hémorragie cérébrale.	D.
M.	d.	41	Néphrite.	S.
F.	B. M.	27	T.	S.
M.	Magasin.	26	T.	S.
F.	B. M.	28	Typhoïde.	S.
M.	Coiffeur.	28	Tabès.	D.
M.	Magasin.	25	Fatigue.	S.
M.	d.	20	Amygdalite.	S.
M.	Boucher.	26	Rhumatisme.	S.
M.	d.	31	Gastralgie.	S.
F.	B. M.	31	Amygdalite.	S.
F.	Magasin.	22	T.	D.
M.	Banque.	62	Néphrite.	D.
M.	Boucher.	23	Erythème.	S.
F.	Magasin.	25	Emphysème.	S.
F.	Confiserie.	21	T.	S.
M.	Magasin.	32	T.	D.
F.	d.	19	T.	S.
F.	d.	31	Hémiplégie.	S.
F.	d.	23	T.	D.
F.	d.	24	Congestion.	S.
M.	d.	27	T.	S.
F.	d.	16	Anémie.	S.
F.	Bureau.	20	T.	S.
M.	d.	43	Rhumatisme.	S.
F.	Magasin.	21	Névropathie.	S.
F.	d.	33	Asystolie.	D.
M.	Charcutier.	34	T.	S.
F.	B. M.	31	T.	S.
F.	Boulangier.	23	Hystérie.	S.
M.	Magasin.	32	T.	S.
M.	Banque.	55	Cirrhose.	D.
M.	Magasin.	19	Maladie du foie.	S.
F.	d.	29	Rhumatisme.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Magasin.	39	T.	S.
F.	d'	24	T.	S.
M.	Boucher.	24	T.	S.
F.	Dactylographe.	22	T.	S.
M.	Magasin.	33	T.	S.
M.	Bureau.	40	Pleurésie.	S.
M.	Magasin.	23	T.	S.
M.	d'	42	Pneumonie.	S.
M.	d'	26	T.	S.
M.	d'	26	T.	S.
F.	d'	27	T.	S.
F.	d'	31	Entérite.	S.
M.	d'	26	T.	S.
F.	Modiste.	35	T.	S.
M.	Magasin.	22	T.	D.
F.	d'	22	Angine.	S.
F.	Modiste.	67	Néphrite.	D.
M.	Magasin.	35	Rhumatisme.	S.
M.	B. M.	28	T.	D.
M.	Charcutier.	19	Congestion.	S.
F.	Magasin.	40	Insuffisance mitrale.	S.
F.	B. M.	18	Crise nerveuse.	S.
F.	Caissière.	44	Méningite syphilitique	D.
M.	Magasin.	40	T.	D.
M.	Bureau.	50	T.	S.
F.	Magasin.	22	T.	S.
F.	d'	52	T.	D.
M.	d'	17	T.	S.
F.	d'	27	T.	S.
F.	d'	20	T.	D.
M.	Coiffeur.	45	T.	D.
F.	Boulangerie.	56	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	37	Angine.	S.
F.	Vendeuse.	24	T.	S.
M.	Magasin.	24	T.	S.
F.	d'	39	I.	S.
M.	B. M.	22	T.	S.
F.	Porteuse de pain.	62	Cirrhose.	D.
F.	Magasin.	20	Rhumatisme.	S.
M.	d'	27	T.	D.
M.	d'	26	T.	S.
F.	Confiserie.	28	T.	D.
M.	Boucher.	36	Bronchite.	S.
M.	Magasin.]	22	T.	D.
M.	Epicerie.	20	Rougeole.	S.
F.	Charcuterie.	23	Grippe.	S.
M.	B. M.	40	T.	D.
M.	Magasinier.	45	T.	S.
F.	Magasin.	25	Typhoïde.	D.
M.	d'	32	Pneumonie.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M.	B. M.	31	T.	S.
F.	Porteuse de pain.	57	T.	S.
F.	Magasin.	58	T.	D.
F.	d'	27	Pleurésie.	S.
M.	d'	23	Angine.	S.
F.	d'	19	Rhumatisme.	S.
M.	d'	28	d'	S.
M.	Boulangier.	39	Cirrhose.	S.
F.	Magasin.	19	Anémie.	S.
M.	Pharmacie.	29	T.	D.
F.	Magasin.	19	T.	S.
F.	Caissière.	63	Néphrite.	D.

Résumé pour 1906.

Le nombre de malades admis en médecine a été de.... 1.469
 Sur ces 1.469, le nombre d'employés de toutes sortes a été de. 110
 Sur ces 110, la tuberculose en a pris..... 18

Année 1907.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÈCES
F.	Confiserie.	20	T.	D.
F.	Modiste.	39	T. et alcoolisme.	D.
M.	Charcuterie.	29	Typhoïde.	S.
M.	B. M.	36	T.	S.
M.	Banque.	47	Névropathie.	S.
F.	Magasin.	23	Rhumatisme.	S.
M.	B. M.	29	T.	S.
M.	Boucher.	39	Insuffisance aortique.	S.
M.	Boulangier.	21	Pleurésie.	D.
F.	Épicerie.	40	Entérite.	S.
F.	Confiserie.	24	Anémie.	S.
M.	Bureau.	48	T.	D.
M.	Boulangier.	32	T.	D.
M.	Bureau.	27	Grippe.	S.
F.	Pâtisserie.	28	T.	D.
M.	Boulangier.	31	T.	D.
M.	Bureau.	69	Urémie.	D.
F.	Magasin.	27	T.	D.
M.	Pharmacie.	47	Typhoïde.	D.
M.	B. M.	48	Grippe.	S.
M.	Charcutier.	33	T.	S.
F.	Magasin.	25	T.	S.
F.	d.	19	Typho de.	S.
M.	d.	38	Cirrhose (foie).	S.
M.	Bureau.	61	Sériclite.	S.
F.	Magasin.	17	Sténose.	S.
F.	Modes.	41	T.	S.
M.	Magasin.	17	Rhumatisme.	S.
F.	Épicerie.	36	T.	S.
M.	Boucher.	23	T.	D.
M.	B. M.	38	T.	S.
F.	Confiserie.	21	Rhumatisme.	S.
F.	Caissière.	50	T.	S.
M.	B. M.	27	Angine.	S.
M.	Bureau.	17	Otite.	S.
F.	Magasin.	21	T.	S.
M.	Boulangier.	23	T.	S.
F.	Parfumerie.	51	Pleurésie.	S.
M.	Bureau.	57	Congestion pulmonaire	S.
F.	Magasin.	42	T.	S.
F.	d.	22	T.	S.
M.	B. M.	45	T.	S.
F.	Magasin.	19	Fatigue.	S.
M.	Bureau.	50	Pleurésie.	D.
F.	Magasin.	28	T.	D.
F.	d.	19	T.	D.
F.	Dactylographe.	33	T.	D.
M.	Magasin.	35	Broncho-pneumonie.	D.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M.	B. M.	23	T.	S.
F.	Magasin.	33	T.	D.
F.	d.	30	T.	S.
M.	Boulangier.	29	Hémophtisie.	S.
F.	Lingère.	66	Sénilité.	S.
M.	Magasin.	29	Diabète.	S.
F.	Modiste.	37	T.	S.
M.	Magasin.	42	T.	D.
M.	Boucher.	49	Pleurésie.	S.
M.	Bureau.	32	T.	D.
M.	Boucher.	39	T.	S.
M.	Boulangier.	26	T.	S.
M.	Charcutier.	19	T.	S.
F.	B. M.	35	T.	S.
M.	Boucher.	31	Hémorragie cérébrale.	D.
F.	Magasin.	29	T.	D.
M.	B. M.	21	T.	D.
F.	Magasin.	21	T.	S.
M.	d.	19	T.	S.
M.	d.	31	T.	S.
M.	Boucher.	25	T.	S.
M.	Bureau.	40	Broncho-pneumonie.	D.
F.	Magasin.	27	T.	D.
M.	Comptable.	60	T.	S.
M.	Bureau.	52	Rhumatisme.	S.
F.	Modiste.	27	T.	S.
M.	Magasin.	27	Anémie.	S.
M.	d.	35	Hypertrophie.	S.
M.	d.	19	Pleurésie.	S.
F.	Dactylographe.	20	T.	S.
M.	Magasin.	39	Phlébite.	S.
M.	B. M.	28	T.	S.
M.	Bureau.	60	T.	D.
F.	B. M.	27	T.	S.
M.	Magasin.	26	Anémie.	S.
M.	d.	25	Constipation.	S.
F.	d.	55	Phlébite.	S.
M.	Banque.	45	T.	S.
M.	Boucher.	21	Rhumatisme.	S.
F.	Modes.	52	Pneumonie double.	D.
F.	Magasin.	23	T.	S.
M.	Comptable.	60	T.	D.
M.	Magasin.	27	Typhoïde.	D.
M.	B. M.	33	T.	S.
F.	Caissière.	45	T.	D.
M.	Magasin.	25	T.	D.
F.	Magasin.	18	T.	S.
F.	d.	22	T.	D.
F.	B. M.	36	T.	S.
F.	Modiste.	38	T.	D.
M.	Banque.	50	Broncho-pneumonie.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
M.	Boucher.	26	Phlébite.	S.
M.	d'.	40	Pleuro-pneumonie.	S.
M.	Magasin.	37	T.	S.
M.	Banque.	63	Embarras gastrique.	S.
F.	Caissière.	30	T.	D.
M.	B. M.	34	Sciatique.	S.
M.	Magasin.	28	Asthme.	S.
F.	Parfumerie.	40	Cirrhose.	S.
F.	Magasin.	35	T.	S.
M.	Bureau.	42	Broncho-pneumonie.	D.
M.	Epicerie.	30	Rubéole.	S.
F.	Magasin.	23	T.	D.
M.	d'.	23	Rhumatisme.	S.
M.	Boulangier.	30	T.	D.
F.	Magasin.	31	T.	S.
F.	d'.	32	Laryngite.	S.
F.	Parfumerie.	19	Anémie.	S.
M.	Magasin.	24	T.	D.
M.	B. M.	25	Angine.	S.
M.	Pâtissier.	17	Rhumatisme.	S.
F.	Magasin.	26	T.	S.
M.	Boucher.	26	T.	D.
M.	Parfumerie.	24	T.	D.
F.	Epicerie.	16	T.	D.
F.	Magasin.	54	T.	S.
M.	d'.	40	T.	S.
M.	Bureau.	43	T.	D.
F.	Magasin.	27	Angine.	S.

Résumé pour 1907.

Le nombre de malades admis en médecine a été de..... 1.319
 Sur ces 1.319 malades, les employés y figurent pour.... 127
 Sur ces 127 employés, on relève, morts de la tuberculose... 29

Année 1908.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Magasin.	24	T.	S.
F.	d.	23	Fatigue.	S.
M.	B. M.	50	Rétrécissement mitral.	S.
M.	Coiffeur.	62	Cirrhose.	S.
M.	Boulangier.	30	T.	S.
F.	Magasin.	37	Pneumonie.	S.
M.	Vendeuse.	17	Angine.	S.
M.	Epicerie.	49	T.	S.
F.	Magasin.	21	T.	D.
M.	Charcutier.	26	Sciatique.	S.
M.	Bureau.	45	Néphrite.	S.
M.	d.	62	Pleurésie double.	S.
M.	B. M.	49	Tabès.	D.
F.	Modes.	48	Pneumonie.	S.
M.	Parfumerie.	27	T.	D.
M.	Boulangier.	22	T.	D.
M.	Magasin.	29	Congestion pulmonaire	S.
M.	Banque.	53	Sclérose.	S.
M.	Caissier.	50	Urémie.	S.
F.	Epicerie.	29	T.	D.
M.	Magasin.	28	T.	S.
F.	d.	19	Hystérie.	S.
F.	d.	31	Rhumatisme.	D.
F.	Charcuterie.	34	T.	D.
M.	Boucher.	26	T.	S.
F.	Magasin.	16	T.	S.
F.	d.	22	T.	S.
M.	d.	47	Sclérose.	S.
M.	Modiste.	24	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	18	T.	D.
F.	d.	46	T.	S.
F.	Boulangerie.	57	Pneumonie.	D.
M.	Halles.	41	T.	D.
F.	Epicerie.	28	T.	D.
F.	Parfumerie.	39	Typhoïde.	S.
M.	Magasin.	36	Paralysie.	S.
F.	B. M.	32	T.	S.
F.	Magasin.	26	Congestion pulmonaire	S.
M.	B. M.	24	Rhumatisme.	S.
F.	Magasin.	28	T.	S.
M.	B. M.	28	T.	S.
M.	Magasin.	26	Pleurésie.	S.
F.	d.	31	T.	S.
M.	Bureau.	63	T.	S.
M.	Magasin.	26	Grippe.	S.
M.	d.	26	T.	S.
F.	d.	24	T.	S.
M.	Magasinier.	55	T.	D.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
F.	Modiste.	59	Pleurésie.	D.
M.	Pâtissier.	16	Mastoïdite.	S.
F.	Magasin.	34	T.	D.
M.	d.	20	T.	D.
F.	B. M.	25	T.	D.
M.	Charcutier.	21	T.	S.
M.	B. M.	30	T.	S.
M.	Magasin.	17	Grippe.	S.
M.	d.	24	Angine de Vincent.	S.
M.	d.	21	T.	D.
F.	Confiserie.	19	Pneumonie.	S.
M.	Magasin.	28	Hygroma du genou.	S.
M.	d.	32	T.	D.
M.	d.	40	T.	S.
M.	Parfumerie.	22	Névralgie.	S.
F.	Bureau.	45	Congestion pulmonaire	S.
F.	B. M.	37	T.	S.
M.	Boucher.	35	T.	S.
F.	Epicerie.	22	T.	S.
F.	Magasin.	23	T.	S.
F.	d.	22	T.	D.
F.	Vendeuse.	27	Pleurésie.	S.
M.	B. M.	42	Maladie d'Addison.	S.
M.	Charcutier.	30	Congestion pulmonaire	S.
M.	Epicerie.	32	Typhoïde.	S.
F.	Magasin.	38	T.	S.
F.	Confiserie.	50	T.	D.
F.	B. M.	38	T.	S.
M.	Magasin.	27	Diabète.	S.
M.	B. M.	38	T.	S.
M.	Bureau.	42	T.	D.
F.	Caissière.	42	T.	S.
F.	Parfumerie.	35	Pleurésie.	S.
F.	B. M.	27	T.	S.
F.	Epicerie.	30	Péritonite bacillaire.	S.
M.	Boulangier.	38	Paralysie générale.	S.
M.	Boulangier.	28	T.	D.
M.	Bureau.	46	T.	Présent
F.	Magasin.	29	T.	Présente
F.	d.	56	Emphysème.	S.
M.	Bureau.	54	T.	Présent
M.	Epicerie.	46	T.	D.
F.	Magasin.	22	Grippe.	S.
F.	Modiste.	50	Congestion pulmonaire	S.
M.	Magasinier.	63	Coma.	D.
F.	B. M.	48	Entérite.	D.
M.	Charcuterie.	17	T.	S.
M.	Magasin.	42	T.	S.
M.	Pâtissier.	19	T.	D.
M.	Boucher.	33	T.	S.
M.	B. M.	20	T.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
M.	Bureau.	50	Néphrite.	D.
M.	Pâtissier.	22	Pneumonie.	S.
M.	Magasin.	21	T.	S.
M.	Boulangier.	34	Angine.	S.
F.	Epicerie.	39	T.	D.
F.	Magasin.	25	T.	D.
M.	Parfumerie.	20	T.	Présent.
M.	Magasin.	23	T.	S.
M.	d'.	28	T.	S.
M.	Banque.	45	T.	S.
F.	Confiserie.	23	Coliques appendicul.	S.
M.	Bureau.	48	T.	D.
M.	B. M.	23	T.	D.
F.	Modes.	35	Broncho-pneumonie.	S.
F.	Charcuterie.	22	Rhumatisme.	S.
F.	d'.	28	Embarras gastrique.	S.
F.	Pâtisserie.	25	T.	D.
M.	Coiffeur.	32	T.	S.
F.	Magasin.	28	Typhoïde.	S.
M.	d'.	25	Arthrite.	S.
M.	Halles.	51	Pleurésie.	S.
F.	Magasin.	68	Grippe.	S.
M.	B. M.	24	Angine.	S.
M.	Boulangier.	31	T.	S.
M.	Pâtissier.	19	T.	D.
F.	Parfumerie.	20	T.	S.
M.	Magasin.	24	Rhumatisme.	S.
M.	Bureau.	17	Anémie.	S.
F.	Magasin.	33	T.	D.
F.	d'.	18	T.	D.
F.	d'.	21	T.	S.

Résumé pour 1908.

Le nombre des malades admis en médecine a été de.... 1.465
 Le nombre d'employés traités pendant l'année a été de., 130
 Sur ces 130 on a compté comme décès par tuberculose.. 28

Année 1909.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
F.	Charcuterie.	22	Congestion pulmonaire	S.
F.	Magasin.	35	T.	D.
F.	d.	18	Dyspepsie.	S.
F.	Parfumerie.	42	Néphrite.	S.
M.	Pâtissier.	20	Ulcération d'estomac.	S.
M.	Bureau.	20	T.	Présent.
F.	Magasin.	32	T.	S.
F.	d.	18	T.	D.
M.	B. M.	36	T.	S.
M.	Bureau.	48	Pleurésie.	D.
M.	Magasin.	20	Grippe.	S.
M.	d.	40	Pleurésie.	S.
M.	B. M.	29	T.	Présent.
M.	Boucher.	38	T.	S.
M.	Pharmacie.	32	T.	D.
F.	Vendeuse.	20	T.	D.
M.	Coiffeur.	24	Grippe.	S.
F.	Etalagiste.	43	Diabète.	S.
M.	Magasinier.	66	Urémie.	D.
M.	Boucher.	21	Angine.	S.
F.	Bureau.	46	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	42	T.	S.
M.	d.	35	Néphrite.	S.
F.	Modiste.	49	T.	S.
F.	Magasin.	47	T.	S.
M.	Boucher.	26	T.	S.
F.	d.	15	Grippe.	S.
M.	Magasin.	43	Ancéphalopathie syph.	S.
F.	Modiste.	31	T.	S.
M.	B. M.	26	Angine.	S.
F.	Magasin.	21	T.	S.
F.	d.	20		Présent.
M.	Charcutier.	25	Rhumatisme.	S.
M.	Magasin.	26	Angine.	S.
F.	d.	20	Tenia.	S.
M.	d.	26	Grippe.	S.
M.	d.	23	T.	D.
M.	Boucher.	33	T.	S.
F.	Magasin.	47	T.	S.
M.	d.	23	T.	D.
F.	d.	20	T.	D.
M.	Boulangier.	25	Pneumonie.	S.
F.	Parfumerie.	19	T.	D.
F.	Magasin.	29	Névropathie.	S.
M.	d.	25	T. aiguë.	D.
M.	B. M.	36	Congestion pulmonaire	S.
M.	Boucher.	23	T.	S.
M.	Magasin.	26	T.	D.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE OU DÉCÈS
F.	Magasin.	34	Entéro-colite.	S.
M.	d'	32	Congestion pulmonaire	S.
F.	d'	24	T.	S.
F.	Modiste.	32	T.	S.
M.	Coiffeur.	24	Congestion pulmonaire	S.
M.	Bureau.	64	T.	D.
M.	Magasin.	18	T.	D.
F.	d'	28	Chlorose.	S.
F.	B. M.	18	Rhumatisme.	S.
M.	Pâtissier.	25	Congestion pulmonaire	S.
M.	Boucher.	27	Ictère.	S.
F.	Epicerie.	28	T.	D.
M.	d'	32	T.	S.
M.	Halles.	33	T.	S.
F.	Parfumerie.	35	T.	S.
M.	Magasin.	20	Rhumatisme.	S.
M.	d'	26	Angine.	S.
M.	Bureau.	43	T.	D.
F.	Magasin.	19	T.	S.
M.	d'	33	T.	S.
F.	d'	53	Typhoïde.	S.
F.	Charcuterie.	23	T.	D.
F.	Modes.	33	Emphysème.	S.
M.	Banque.	54	Erysipèle.	S.
M.	Etalagiste.	42	Pleurésie.	S.
M.	Coiffeur.	24	T.	Présent.
F.	Magasin.	18	Anémie.	S.
M.	d'	20	T.	S.
F.	Pâtisserie.	42	Rachitisme.	S.
F.	Magasin.	32	T.	S.
F.	B. M.	31	Angine.	S.
F.	Confiseur.	29	T.	D.
F.	Magasin.	23	Entérite.	S.
F.	d'	33	T.	D.
M.	Bureau.	19	T.	Présent.
F.	B. M.	40	Insuffisance mitrale.	S.
M.	Magasin.	39	Congestion pulmonaire	S.
M.	d'	28	T.	D.
M.	Boulangier.	35	Rhumatisme.	S.
F.	Caissière.	54	T.	S.
F.	Magasin.	22	Angine.	S.
M.	Pâtissier.	20	T.	D.
F.	Modiste.	18	T.	D.
M.	Tonnelier.	38	Etylisme.	S.
M.	Magasin.	33	Congestion pulmonaire	S.
M.	d'	30	Rétrécissement mitral.	S.
M.	Boucher.	30	T.	D.
M.	Bijoutier.	17	T.	Présent.
M.	Epicier.	17	Arthrite.	S.
M.	Empl. de commerce.	29	T.	S.
M.	Boulangier.	22	Stomatite.	S.

SEXE	PROFESSION	AGE	MALADIE	SORTIE ou DÉCÈS
F.	Magasin.	20	Angine.	S.
M.	Magasinier.	44	Sciatique.	S.
M.	Boucher.	25	T.	S.
F.	Parfumeuse.	19	T.	D.
M.	Boucher.	24	T.	S.
M.	Banque.	39	Pneumonie.	S.
F.	Vendeuse.	20	T.	D.
F.	Modiste.	28	Sciatique.	S.
M.	Confiserie.	19	T.	S.
F.	Parfumeuse.	20	T.	S.
M.	B. M.	24	T.	S.
M.	B. M.	26	Typhoïde.	D.
M.	Comptable.	41	Congestion pulmonaire	S.
F.	Caissière.	22	T.	S.
M.	Magasin.	23	Angine.	S.

Résumé de 1909.

Le nombre de malades traités en médecine a été de..... 1.415
 Sur ce nombre de 1.415 les employés y figurent pour... 114
 Sur les 114 le nombre des décédés a été de..... 23

II. — La durée du travail dans les bureaux de Rotterdam.

N°	DÉSIGNATION DES ENTREPRISES	Nombre de repré- sentes	Durée moyenne du travail par 24 heures	Nombre de bureaux où l'on travaille régulièrement le soir	Travail du dimanche	Demi-journée de vacance le samedi
I	Fabriques, etc.....	18	8 à 9 heures.	3		Point.
II	Commerce en gros.....	13		1		1 (et 1 pour une partie du per- sonnel).
III	Commerce de comestibles..	4		1 (irrégulièrement).		1
IV	Commerce du fer.....	7		3 et 1 pour les jeu- nes employés.		1 en été.
V	Commerce du pétrole.....	3		1 (en hiver).		1
VI	Commerce du tabac.....	9	7 à 8 heures.	2 (une où ce travail n'est pas obligatoire).		2
VII	Assurances.....	17	8 à 9 heures 1/2.	1		7 en été.
VIII	Caisse et banques de crédit.	12	9 à 10 heures.	3 (régulièrement dans les divisions d'ex- péditions).		1
IX	Bureaux d'informations pour le commerce.....	2	7 à 8 heures.	2		Point.
X	Merceries.....	5	Employés de bureaux 8 à 10 heures ; em- ployés de magasin 11 à 12 heures.	5		Point.
XI	Editeurs et imprimeurs.....	3	9 à 9 heures 1/2.	1 (pour quelques em- ployés).		Point.
XII	Bureaux d'expéditions et courtiers de port.....	43	9 à 10 heures ; quel- quefois davantage, très irrégulièrement.	10 régulièrement, 18 à peu près habituel- lement.	Nulle part pour ainsi dire on travaille réguliè- ment le dimanche. Cependant dans plusieurs bureaux une partie du personnel vient un moment le diman- che pour dépancher la correspondance, ou bien pour finir le travail qu'on n'a pu terminer le samedi. C'est alors à tour de rôle que les employés travaillent le dimanche.	8

III

Loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi : les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

Sont seuls exceptés : les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de propreté.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique,

rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ;

2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives, soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus ; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2 à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

ART. 5. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi.

ART. 6. — Toutefois en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 5 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre de l'usine ; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant le gros œuvre de l'usine, accorder à l'industriel, après avis conforme du comité des arts et manufactures, un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais dix-huit mois.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative ; avis en est donné à l'inspecteur.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 francs à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes et constatées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

Le jugement fixera, en outre, le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs gérants, ou préposés.

ART. 8. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation,

l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

Le jugement sera susceptible d'appel ; la Cour statuera d'urgence.

ART. 9. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2.000 francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 10. — Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leurs circonscriptions. Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Il contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1 et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, pro-

duit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental.

ART. 12. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs, et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 francs, tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

ART. 13. — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur.

ART. 14. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions des lois et règlements contraires à la présente loi.

IV

Loi des 29-31 décembre 1900, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

ART. 1^{er}. — Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts en public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

ART. 2. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'as-

surer l'exécution de la présente loi ; à cet effet ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er}.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.

ART. 3. — Les chefs d'établissement, directeurs ou gérants des magasins, boutiques et autres locaux prévus à l'article 1^{er}, sont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de la présente loi, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et inspectrices de la circonscription.

ART. 4. — Les dits chefs d'établissement, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions. Les chefs d'établissement seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 5. — En cas de récidive le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. Il y a récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique. En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il sera relevé de nouvelles contraventions. Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atté-

nuantes, sans qu'en aucun cas, l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

ART. 6. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle. Le tribunal peut, suivant les circonstances ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 7. — Seront punis d'une amende de 100 à 500, et en cas de récidive de 500 à 1.000 francs tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent article.

Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

ART. 8. — Les dispositions de la présente loi seront mises en vigueur un mois après sa promulgation.

V

Loi des 11-12 juillet 1903 portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

ART. 1^{er}. — Les articles 1^{er}, § 1^{er}; 2, § 4; 3, 4, § 2, et 12, § 3, de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

« ART. 1^{er}, § 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la « présente loi les manufactures, fabriques, usines, chan-
« tiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, ma-
« gasins, boutiques, bureaux, entreprise de chargement et

« de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature
« que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même
« lorsque ces établissements ont un caractère d'enseigne-
« ment professionnel ou de bienfaisance.

« ART. 2, § 4. — Les dispositions qui précèdent sont ap-
« plicables aux théâtres, cirques, et autres établissements
« similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

« ART. 3. — Des règlements d'administration publique
« rendus après avis du comité consultatif des arts et manu-
« factures détermineront :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité
« applicables à tous les établissements assujettis, notam-
« ment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ven-
« tilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacua-
« tion des poussières, vapeurs, les précautions à prendre
« contre les incendies, le couchage du personnel, etc.

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les
« prescriptions particulières relatives soit à certaines pro-
« fessions, soit à certains modes de travail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France
« sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les
« règlements généraux prévus sous le n° 1^{er} du présent
« article.

« ART. 4, § 2. — Toutefois, pour les établissements de
« l'Etat dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'op-
« pose à l'introduction d'agents étrangers au service, la
« sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents
« désignés, à cet effet, par les ministres de la guerre et de
« la marine ; la nomenclature de ces établissements sera
« fixée par règlement d'administration publique.

« ART. 12, § 3. — Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 12 § 1 et 2,
« et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux éta-
« blissements de l'Etat. Un règlement d'administration
« publique fixera les conditions dans lesquelles seront com-
« muniqués par le ministre du commerce, aux administra-

« tions intéressées, les constatations des inspecteurs du
« travail dans ces établissements. »

ART. 2. — La présente loi sera applicable trois mois après
la date de la promulgation.

VI

**Décret portant règlement d'administration publique
pour l'application de la loi des 12 juin 1893-11 juillet
1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en
ce qui concerne le couchage du personnel dans les éta-
blissements industriels et commerciaux.**

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Vu la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet
1903, notamment l'article 3, ainsi conçu : « Des règlements
« d'administration publique rendus après avis du comité
« consultatif des arts et manufactures détermineront :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité
« applicables à tous les établissements assujettis, notam-
« ment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ven-
« tilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacua-
« tion des poussières et vapeurs, les précautions à prendre
« contre les incendies, le couchage du personnel, etc. ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les pres-
« criptions particulières relatives soit à certaines professions
« soit à certains modes de travail ;

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera
« appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements
« généraux prévus sous le numéro 1° du présent article. »

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de
France ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Le cube d'air des locaux affectés au couchage du personnel dans les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, ne devra pas être inférieur à 14 mètres cubes par personne. Ces locaux seront largement aérés ; ils seront à cet effet munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. Ceux de ces locaux qui ne seraient pas ventilés par une cheminée devront être pourvus d'un mode de ventilation continue.

ART. 2. — Les dortoirs devront avoir une hauteur moyenne de 2 m. 60 au moins ; une hauteur moindre mais supérieure à 2 m. 40, pourra être tolérée dans les dortoirs des ateliers établis avant la promulgation du présent décret. Quand le plafond fera corps avec le toit de la maison, il devra être imperméable et revêtu d'un enduit sans interstices. A défaut d'une épaisseur de maçonnerie de 30 centimètres au moins, les parois extérieures devront comprendre une couche d'air ou de matériaux isolants d'une épaisseur suffisante pour protéger l'occupant contre les variations brusques de la température.

ART. 3. — Les ménages devront avoir chacun une chambre distincte. Les pièces à usage de dortoir ne pourront contenir que des personnes d'un même sexe disposant chacune, pour son usage exclusif, d'une literie comprenant : châssis, sommier ou pailleasse, matelas, traversin, paire de draps, couverture et meuble ou placard pour les effets. Les lits seront séparés les uns des autres par une distance de 80 centimètres au moins.

ART. 4. — Il est interdit de faire coucher le personnel dans les ateliers, magasins ou locaux quelconques affectés à un usage industriel ou commercial.

Cette disposition ne s'applique pas aux gardiens jugés nécessaires pour la surveillance de nuit.

ART. 5. — Le sol des dortoirs sera formé d'un revêtement

imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage efficace, soit d'une peinture à la chaux. La peinture à la chaux sera refaite toutes les fois que la propreté l'exigera, et au moins tous les trois ans.

ART. 6. — La literie sera maintenue constamment en bon état de propreté. Les draps servant au couchage seront blanchis tous les mois au moins et, en outre, chaque fois que les lits changeront d'occupants. Les matelas seront cardés au moins tous les deux ans, et les paillasses renouvelées au moins deux fois par an.

ART. 7. — Les dortoirs ne seront jamais encombrés et le linge sale ne devra pas y séjourner. Ils seront maintenus dans un état constant de propreté, soit par un lavage, soit par un nettoyage à l'aide de brosses ou de linges humides. Cette opération, ainsi que la mise en état des lits, devra être répétée tous les jours.

Toutes les mesures seront prises, le cas échéant, pour la destruction des insectes.

ART. 8. — Il sera tenu à la disposition du personnel de l'eau potable et des lavabos, à raison d'un au moins pour 6 personnes. Ces lavabos seront munis de serviettes individuelles et de savon.

ART. 9. — Les pièces affectées à l'usage de dortoir ne devront pas être traversées par des conduits de fumée autres qu'en maçonnerie étanche. Ces pièces n'auront pas de communication directe avec les cabinets d'aisances, égouts, plombs, puisards.

ART. 10. — Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement est fixé à un an à compter de sa promulgation.

ART. 11. — Le texte du présent décret et une affiche indiquant en caractères facilement lisibles les mesures d'hygiène concernant la prophylaxie de la tuberculose seront affichés dans toutes pièces à usage de dortoirs. Les

termes de cette affiche seront fixés par arrêté ministériel.

ART. 12. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris le 28 juillet 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
GEORGES TROUILLOT.

VII

Décret relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail des ouvriers et employés.

Le Président de la République française :

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Vu l'article 3 de la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903,
ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique rendus après
« avis du comité consultatif des arts et manufactures, dé-
« termineront :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité
« applicables à tous les établissements assujettis, notam-
« ment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération, la venti-
« lation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacua-
« tion des poussières et vapeurs, les précautions à prendre
« contre les incendies, le couchage du personnel, etc.

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les
« prescriptions particulières relatives soit à certaines pro-
« fessions, soit à certains modes de travail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France
« sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les rè-

« glements généraux prévus sous le n° 1 du présent article » ;

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les emplacements affectés au travail dans les établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages ; les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante. Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an. Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure, à moins qu'ils ne soient déposés dans des récipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.

ART. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri

de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les éviers seront formés de matériaux imperméables et bien joints, ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur. Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

ART. 4. — Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner. Ils seront éclairés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Le sol et les parois seront en matériaux imperméables ; les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établie qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 5. — Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés. Le cube d'air par personne employée ne pourra être inférieur à 7 mètres cubes. Pendant un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret, ce cube pourra n'être que de 6 mètres.

Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne

employée dans les laboratoires, cuisines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température. Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

ART. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués rapidement au dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminée d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs, et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que les vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum*, les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes et toxiques ou autres opérations, telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 7. — Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du comité consultatif des Arts et manu-

factures, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

ART. 8. — Les ouvriers ou employés ne devront point prendre leurs repas dans les locaux affectés au travail.

Toutefois l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée, en cas de besoin et après enquête, par l'inspecteur divisionnaire sous les justifications suivantes :

1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques ;

2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières ;

3° Que les autres conditions d'hygiène soient jugées satisfaisantes.

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

ART. 9. — Pendant les interruptions de travail, l'air des locaux sera entièrement renouvelé.

ART. 10. — Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres ; le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut.

Les ponts volants, passerelles pour le chargement et le déchargement des navires devront former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés,

ART. 11. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs, seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée ; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement ; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charges destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes, ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

ART. 12. — Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de frictions ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenage, garde-mains, grillages.

Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de systèmes, tels que monte-courroies, porte-courroies, évitant l'emploi direct de la main.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords

immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant ou tournant à grande vitesse.

ART. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

ART. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant ; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

ART. 16. — Les sorties sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures de l'usine doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans en dehors. Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement ; elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôt, ni d'objets quelconques.

Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Dans les établissements occupant plusieurs étages, la construction d'un atelier incombustible pourra, si la sécurité l'exige, être prescrite par une décision du ministre du commerce, après avis du Comité des arts et manufactures.

Les récipients pour l'huile ou le pétrole servant à l'éclairage seront placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des escaliers.

ART. 17. — Les machines dynamos devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un atelier où des corps explosifs, des gaz détonants, ou poussières inflammables se manient ou se produisent.

Les conducteurs électriques placés en plein air pourront rester nus ; dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porcelaine ou de verre ; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

A l'intérieur des ateliers, les conducteurs nus destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs, hors la portée de la main et convenablement isolés.

Les autres conducteurs seront protégés par des enveloppes isolantes.

Toutes précautions seront prises pour éviter l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuit et autres dispositifs analogues.

ART. 18. — Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 19. — Un arrêté ministériel déterminera pour chaque nature de locaux celles des prescriptions du présent décret qui doivent y être affichées.

ART. 20. — Le ministre du commerce et de l'industrie peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement pour un délai déterminé, dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions des articles 1^{er} (alinéa 3), 5 (alinéas 2 et 5), 9 et 10 (alinéa 6), dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que

l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.

ART. 21. — Sous réserve du délai spécial fixé par l'article 5 et des délais supplémentaires qui seraient accordés par le ministre en vertu de l'article 20, le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le présent règlement est fixé à un an à dater de sa promulgation, pour les établissements non visés par la loi du 12 juin 1893.

ART. 22. — Les décrets des 10 mars 1894, 14 juillet 1901 et 6 août 1902 sont abrogés.

ART. 23. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République.

*Le ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

VIII

DÉCRET du 28 décembre 1909, portant réglementation du travail des femmes et des enfants employés dans l'industrie et le commerce (limites des charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes).

(*Journ. off.*, 30 décembre 1909.)

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du travail et de la prévoyance sociale,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1909, ainsi conçu :

Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, les différents genres de travail présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes, seront déterminés par des règlements d'administration publique rendus après avis de la commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

Vu la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900, et le décret du 13 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1905, 7 mars, 10 septembre et 15 décembre 1908, rendus pour son exécution ;

Vu la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure du travail ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions du présent décret les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 (manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance).

Les enfants de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge employés dans les établissements ci-dessus visés ne peuvent porter, traîner ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces établissements, des charges d'un poids supérieur aux suivants :

1° Port de fardeaux.

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans, 10 kilogr.

De 14 ou 15 ans, 15 kilogr.

De 16 ou 17 ans, 20 kilogr.

Filles ou femmes :

Au-dessous de 14 ans, 5 kilogr.

De 14 ou 15 ans, 8 kilogr.

De 16 ou 17 ans, 10 kilogr.

De 18 ans et au-dessus, 25 kilogr.

*2° Transport par wagonnets circulant
sur voie ferrée.*

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans, 300 kilogr., véhicule compris.

De 14, 15, 16 ou 17, ans, 500 kilogr., véhicule compris.

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans, 150 kilogr., véhicule compris.

De 16 ou 17 ans, 300 kilogr., véhicule compris.

De 18 ans et au-dessus, 600 kilogr., véhicule compris.

3° Transport sur brouettes.

Garçons ou hommes de 14, 15, 16 ou 17 ans, 40 kilogr.,
véhicule compris.

Filles ou femmes de 18 ans et au-dessus, 40 kilogr., véhi-
cule compris.

*4° Transport sur véhicules à 3 et 4 roues, dits « placières,
pousseuses, pousse-à-main », etc.*

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans, 35 kilogr., véhicule compris.

De 14, 15, 16 ou 17 ans, 60 kilogr., véhicule compris.

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans, 35 kilogr., véhicule compris.

De 16 ans et au-dessus, 60 kilogr., véhicule compris.

5° *Transport sur charrettes à bras à deux roues, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras », etc.*

Garçons ou hommes de 14, 15, 16 ou 17 ans, 130 kilogr., véhicule compris.

Filles ou femmes de 18 ans et au-dessus, 130 kilogr., véhicule compris.

6° *Transport sur tricyles porteurs à pédales.*

Garçons ou hommes :

De 14 ou 15 ans, 50 kilogr., véhicule compris.

De 16 ou 17 ans, 75 kilogr., véhicule compris.

Les modes de transport énoncés sous les n° 3 et 5 sont interdits aux garçons de moins de quatorze ans, ainsi qu'aux filles ou femmes de moins de dix-huit ans.

Le transport sur tricycles porteurs à pédales est interdit aux garçons de moins de quatorze ans et aux femmes de tout âge.

Le transport sur cabrouets est interdit aux garçons ou hommes de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge.

Il est interdit de faire porter, pousser ou traîner une charge quelconque par des femmes dans les trois semaines qui suivent leurs couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque l'intéressée a fait connaître au chef de l'établissement la date de ses couches.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'article 11 du décret du 13 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 22 novembre 1905 et 7 mars 1908.

ART. 3. — Le ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre du travail
et de la prévoyance sociale,*
RENÉ VIVIANI.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

LIVRE PREMIER

PROTECTION LÉGALE ACTUELLE DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

CHAPITRE PREMIER. — Protection des femmes et enfants employés dans le commerce. 5

§ 1. — Loi de 1851, contrat d'apprentissage (employés de l'alimentation)	6
§ 2. — Loi du 29 décembre 1900. Sièges.	9
§ 3. — Tentatives d'extension de la loi du 2 novembre 1892 aux enfants employés dans le commerce. Loi du 30 avril 1909.	45

CHAPITRE II. — Protection générale de la santé des employés de commerce.

Loi de 1893-1903 et décrets complémentaires	23
Lois du 13 juillet 1906 et du 24 avril 1906, repos hebdomadaire, accidents du travail	27

LIVRE II

LES ABUS ET LEURS CONSÉQUENCES

CHAPITRE PREMIER. — Les employés de bureaux.

Personnel compris sous cette dénomination	31
Défaut d'aération, Eclairage artificiel	32
Repas pris dans les bureaux	35
Veillées	36
Mêmes défauts à l'étranger.	37

CHAPITRE II. — Les employés de magasins.

Evolution des grands magasins. Les employés de magasins particulièrement atteints par la tuberculose	39
--	----

Encombrement des magasins par les marchandises, les employés et le public. Défauts d'installation des magasins. .	42
Fâcheuses conditions de travail des employés de magasins. .	47
Surmenage.	48
Nourriture.	53
Les vendeuses de magasins.	58
Station verticale. — Ses dangers. — Difficulté d'application de la loi de 1900. — Législations étrangères. .	58
Protection de la maternité.	66
Statistiques allemandes.	70
 CHAPITRE III. — Les employés ou ouvriers de l'alimentation et professions similaires.	
Employés et ouvriers du commerce.	74
§ 1. — <i>Conditions de travail.</i>	
Durée excessive du travail.	75
Défaut d'hygiène des locaux du travail.	81
Triporteurs. — Surcharges.	86
§ 2. — <i>Couchage et nourriture.</i>	
Les faits.	90
Les conséquences.	98
Moyens d'enrayer les abus du couchage. — Effets de la réglementation.	101
 CHAPITRE IV. — Les étalages.	
Dangers que présentent les étalages pour la santé des employés et plus particulièrement pour les femmes. — Nécessité d'une réglementation.	106
 CHAPITRE V. — Une statistique.	
Résultats fournis par une statistique dressée à l'hôpital Boucicaut (1910).	111

LIVRE III

MOYENS DE COMBATTRE LES ABUS

CHAPITRE PREMIER. — Action des intéressés directs.

Action patronale. — Les institutions patronales.	115
Action des employés. — Action individuelle.	123

Action syndicale — pourquoi elle a échoué jusqu'ici. .	124
--	-----

CHAPITRE II. — Action philanthropique

Œuvres et institutions philanthropiques en faveur des em- ployés	132
Cercle des marmitons	135

CHAPITRE III. — Action légale.

Nécessité de l'intervention légale	138
Les législations étrangères.	139
Les lacunes de notre législation	150
Obstacles que rencontre l'application de la loi. Moyens d'en triompher	155

CHAPITRE IV. — Action des consommateurs

Les ligues sociales d'acheteurs.	159
--	-----

CHAPITRE V. — La question des vacances

Utilité des vacances pour la santé des employés. Essais en faveur de leur adoption	164
CONCLUSION	171
ANNEXES	

I. — Statistique dressée à l'hôpital Boucicaut (1910) . .	175
II. — La durée du travail dans les bureaux de Rotterdam.	203
III. — Loi du 12 juin 1893	204
IV. — Loi des 29-31 décembre 1900, fixant les conditions du travail des femmes employées dans les maga- sins, boutiques et autres locaux en dépendant. .	208
V. — Loi des 11-12 juillet 1903 portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. .	210
VI. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi des 12 juin 1893- 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux.	212

VII. — Décret relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail des ouvriers et employés	215
VIII. — Décret du 28 décembre 1909 portant réglementation du travail des femmes et des enfants employés dans l'industrie et le commerce (limites des char- ges qui peuvent être portées, trainées ou pous- sées par les enfants et les femmes).	223

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)